

MANIFESTE : L'APPEL DU LAMBI



LIBERTE EGALITE FRATERNITE

L'UNION FAIT LA FORCE

NOM DES AUTEURS

Co-Auteurs : Patrick Prézeau Stephenson et Gregory Sicard

Collaborateurs :

Harry Loiseau, Eddy Cavé, Serge H. Moise, Ruolz Ariste, Drelin Laguerre, Jacques François

Pauyo, Maria Dehoux, Raymond Lerebours, Ginette Cherubin, Fitzgerald Jean,

Ashley Laraque.

Copyright © 2023 Le Collectif Appel du Lambi

Tous droits réservés ISBN : 9798866669325

Version Française Page 3

Version Créole Page 61

Version Anglaise Page 114

DÉDICACE

À la jeunesse d'aujourd'hui et aux générations futures,
Au nom de l'espoir et du changement, nous dédions ce manifeste, "L'Appel du Lambi", avec la même ferveur que l'inspirant poème d'Alcibiade Pommayrac. Comme lui, nous lançons notre prière, notre cri du cœur, pour un avenir radieux.
"Il faut que cela change. Le défi est de taille certes, mais tous ensemble, nous pouvons le relever, et ainsi sera exaucée cette belle prière qu'en notre nom, le poète jacmélien Alcibiade Pommayrac adressait au Seigneur, au siècle dernier :
Ne permets pas, Seigneur, que le flot l'engloutisse
Et que d'un peuple entier, l'espoir dernier périsse."
Que ce manifeste soit le reflet de notre engagement envers un changement positif, un rappel de notre responsabilité envers Haïti et sa jeunesse. À travers l'unité et l'action, nous pouvons écrire un nouveau chapitre pour notre nation, où l'espoir perdure et prospère.
Ensemble, nous relevons ce défi, avec l'espoir que nos efforts conjugués mèneront à une Haïti plus belle, plus forte et plus résiliente pour tous.
Le Collectif "L'Appel du Lambi".

REMERCIEMENTS

Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude envers les collaborateurs exceptionnels du Collectif qui ont contribué de manière inestimable à la réalisation de ce manifeste :

Patrick Prézeau Stephenson pour ses idées originales, son dévouement inconditionnel au projet et son apport aux textes et traductions.

Gregory Sicard pour suggérer l'idée initiale d'un manifeste et l'avoir soutenue avec enthousiasme et persévérance, apportant ainsi une énergie positive indispensable à notre projet.

Eddy Cavé pour son travail éditorial, qui a donné forme à nos idées de manière cohérente et précise.

Harry Loiseau pour son soutien indéfectible et son opiniâtreté, qui ont été des piliers essentiels tout au long de ce parcours.

Serge H. Moise pour ses traits de génie et son expertise, qui ont enrichi notre réflexion et apporté des perspectives nouvelles à nos discussions.

Ruolz Ariste PHD pour son soutien inconditionnel, son engagement continu et sa contribution précieuse à notre cause.

Drelin Laguerre pour ses idées innovatrices, son audace intellectuelle et sa vision avant-gardiste, qui ont stimulé notre group.

Jacques François Pauyo pour nos conversations à bâtons rompus, qui ont été sources d'inspiration et ont nourri nos réflexions de manière profonde et significative.

Maria Dehoux pour sa capacité à nous ramener à la réalité, à poser des questions pertinentes et à nous pousser à approfondir nos idées, contribuant ainsi à la solidité de notre manifeste.

RFL pour son soutien inconditionnel et sa traduction habile de nos idées en actions concrètes, faisant ainsi avancer notre mission.

Notre collectif reconnaît et apprécie profondément le dévouement et l'expertise de chacun de ces collaborateurs. Leur contribution a été cruciale pour faire de ce manifeste une réalité, et nous les remercions chaleureusement pour leur engagement continu envers notre vision commune.

Introduction

Ce manifeste émerge d'une union de citoyens haïtiens intègres qui partagent une profonde préoccupation au sujet de la situation actuelle de notre nation. Patriotes provenant de divers horizons, nous sommes profondément touchés par la situation critique qui prévaut en Haïti aujourd'hui. Notre pays fait face à un avenir incertain, marqué par des défis complexes et urgents qui remettent en question jusqu'à son existence. La problématique haïtienne est telle que cette crise, la plus aiguë qu'ait connue le pays depuis son accession à l'indépendance, n'épargne aucun des secteurs vitaux de la nation. Cette situation ne fait que s'aggraver, développant ainsi un état de chaos aux conséquences imprévisibles⁵. Nous sommes fermement convaincus que le moment est venu d'agir de manière coordonnée, en collaboration avec d'autres parties prenantes, comme celles impliquées dans l'accord de Montana, le GRANH, le groupe 'Vers un État de Droit' etc. afin de tenter de nous sortir de l'abîme dans lequel nous sommes plongés. Les citoyens, en tant que gardiens originels de la souveraineté nationale, ainsi que les politiciens responsables, sont tenus de trouver une solution équitable et durable à la crise politique actuelle. Ils doivent préserver les avancées démocratiques durement acquises face à la menace de l'effondrement de l'État et éviter tout recul vers l'arbitraire. Ensemble, ils se dressent¹¹ contre la barbarie, pour la vie, pour la renaissance de la Nation et pour un meilleur vivre ensemble.

Résumé Exécutif du Manifeste : "L'Appel du Lambi"

- **Présentation du Collectif et de ses Membres.** Le manifeste est le fruit de l'engagement collectif de citoyens haïtiens déterminés à transformer leur pays. Il présente une vision unifiée pour l'avenir d'Haïti, formulée par un groupe diversifié et engagé de membres du collectif.
- **Contexte Actuel d'Haïti : Insécurité, Défis Sociaux, Économiques et Politiques.** Haïti est confronté à des défis complexes, tels que l'insécurité, la pauvreté et l'instabilité politique. Ce contexte difficile souligne l'urgence d'un changement profond et positif.
- **Importance de la Collaboration et de l'Action Group pour le Changement** Le manifeste souligne l'importance de l'unité nationale et de la collaboration entre les citoyens pour surmonter les défis actuels et créer un avenir meilleur.
- **Une Vision Inspirée de Notre Histoire Glorieuse** Le manifeste puise son inspiration dans l'histoire riche d'Haïti, mettant en avant les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité qui ont guidé le pays depuis son indépendance.
- **Objectifs à Court, Moyen et Long Terme** Le manifeste énonce des objectifs clairs à court, moyen et long terme, couvrant des domaines tels que la justice, l'éducation, l'économie, l'environnement et la participation citoyenne.
- **Principes Fondamentaux : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ** Le manifeste défend les principes fondamentaux de liberté, d'égalité et de fraternité, fondant ainsi ses propositions sur ces valeurs essentielles.
- **LIBERTÉ** Le manifeste plaide en faveur de la liberté de la presse, de l'indépendance nationale et de la promotion des droits de l'homme, mettant l'accent sur l'autonomie du pays face aux influences étrangères.
- **ÉGALITÉ** Le manifeste propose des réformes politiques et législatives pour renforcer les institutions démocratiques garantir la sécurité et l'état de droit, lutter contre la corruption et promouvoir l'égalité sociale.. Cela inclut la réforme du système électoral, la décentralisation effective de l'administration publique, le renforcement des collectivités territoriales, et la création de mécanismes de redevabilité et de transparence dans la gestion des fonds publics. Pour cela, on priorisera la collaboration avec le système législatif international¹.

¹ Ariste Ruolz (2025) : "Inverser la pauvreté abjecte en Haïti et ailleurs : réformer les institutions nationales et internationales" Chapitre 3 du livre "Événements contemporains sous l'angle de l'équité et de l'inclusion : Réflexions autour des Noirs, de la diaspora haïtienne, et de la population locale

- **FRATERNITÉ (Programmes Sociaux, Développement Économique et Social)** Le manifeste propose des politiques économiques pour stimuler la croissance, améliorer l'éducation et la santé, promouvoir l'agriculture durable, et favoriser la coopération internationale pour le développement durable.
- **Environnement** Il met en avant des initiatives de préservation de l'environnement, la promotion des énergies propres, la gestion des ressources naturelles et la décentralisation pour un développement durable.
- **Relations Internationales** Le manifeste préconise une coopération constructive avec les pays voisins et la communauté internationale, tout en affirmant la souveraineté d'Haïti et en promouvant le dialogue et une diplomatie innovante.
- **Participation Citoyenne** Il encourage la participation active des citoyens dans le processus politique, prônant la création de brigades de vigilance, de services d'intelligence communautaire et la promotion d'une démocratie participative et inclusive.
- **Transition et Plan d'Action** Le manifeste propose une stratégie progressive de mise en œuvre des réformes, soulignant l'importance de la coordination, de l'encadrement et d'un calendrier d'actions à court, moyen et long terme.
- **Conclusion** Le manifeste conclut en réaffirmant l'engagement du collectif envers une Haïti prospère, équitable et stable. Il appelle à l'unité nationale, à la mobilisation citoyenne et à l'action group pour réaliser cette vision commune. Le manifeste représente un appel à l'action pour tous les Haïtiens, visant à construire un avenir meilleur pour les générations actuelles et futures.

TABLE DES MATIÈRE

1. Présentation du collectif et de ses membres (Page 12)

2. Contexte actuel d'Haïti : insécurité, défis sociaux, économiques et politiques (Page 13).

3. Importance de la collaboration et de l'action group pour le changement (Page 16)

4. Une Vision Inspirée de Notre Histoire Glorieuse (Page 17)

5. Objectifs à Court, Moyen et Long Terme (Page 19)

5.1 Objectif à court terme : Une Période Transitoire pour Rétablir l'État de Droit

5.2 Conseil Electoral

5.3 Objectifs à Moyen Terme

5.4 Objectifs à Long Terme

Principes Fondamentaux : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

6. LIBERTE (Page 26)

6.1 Liberté de la Presse

6.2 Rôle des Médias et de la Société Civile pour Assurer la Reddition de Comptes

6.3 Rétablissement de la souveraineté nationale, Réduction de la dépendance de l'Extérieur

6.4 Promotion des Droits de l'Homme et des Valeurs Démocratiques

7. EGALITE (Page 28)

7.1 Propositions pour la Réforme du Système Politique et Législatif

7.2 Renforcement des Institutions Démocratiques et de l'État de Droit.

7.3 Sécurité et État de Droit, Renforcement des Forces de Sécurité pour Garantir la Protection des Citoyens

7.4 Renforcement du Système Judiciaire

7.5 Renforcement des Forces de Police et de Défense

7.6 Criminalité organisée et transfrontalière

7.7 Mettre fin à Haïti point de transit

7.8 Combattre la Corruption et la Criminalité Organisée. Approche résolue et pluridimensionnelle

8. FRATERNITE (Programmes Sociaux, Développement Économique et Social) (Page 34)

8.1 Politiques Économiques pour Stimuler la Croissance et l'Emploi

8.2 La stabilité comme levier Économique et développement des individus

8.3 Appauvrissement et Exclusion sociale

8.4 Transparence dans la gestion des fonds déjà existants.

8.5 Développement Autonome, Proposition de développement du Fonds Haïtien de Solidarité (FHS)

8.6 Investissements dans l'Éducation, la Santé et les Infrastructures

8.7 Éducation de Qualité

8.8 Politique Jeunesse et Sports, Programme de Développement des Jeunes Athlètes d'Haïti

8.9 Politique culturelle

8.10 Santé pour Tous

8.11 Amélioration de l'Accès à des Soins de Santé de Qualité

8.12 Modèle de Santé Cubain

8.13 Infrastructures Modernes

8.14 Service Civique National

8.15 Coopération Internationale

8.16 Ralentir la croissance démographique

9. Environnement (Page 45)

9.1 Décentralisation

9.2 Initiatives de Préservation de l'Environnement et de Développement Durable

9.3 Protection des Ressources Naturelles.

9.4 Promotion des Énergies Propres

9.5 Éducation Environnementale

9.6 Promotion de l'agriculture durable

9.7 Gestion des risques et désastres

10. Relations Internationales (Page 48)

10.1 Collaboration avec les Pays Voisins et la Communauté Internationale

10.2 Coopération Multilatérale

10.3 Partenariats Économiques Stratégiques

10.4 La Souveraineté Haïtienne et le Droit à l'Irrigation

10.5 Négocier avec la France une nouvelle ère de coopération

10.6 Diplomatie pour Renforcer les Liens et Promouvoir le Développement

10.7 Dialogue Constructif

11. Participation Citoyenne (Page 51)

11.1 Encouragement de la Participation Active des Citoyens dans le Processus Politique 1

11.2 Brigades de Vigilance

11.3 Services d'Intelligence Communautaire

11.4 Démocratie participative et inclusive

11.5 Participation Citoyenne dans la Gouvernance

12. Transition et Plan d'Action (Page 54)

12.1 Stratégie pour la Mise en Œuvre des Réformes Proposées

12.2 Étapes Graduelles

12.3 Coordination et Encadrement

12.4 Calendrier pour les Actions à Court, Moyen et Long Terme

12.5 Actions à Court Terme

12.6 Actions à Moyen Terme

12.7 Actions à Long Terme

Conclusion (Page 57)

1. Présentation du collectif et de ses membres

Notre collectif représente une mosaïque de voix, chacune apportant une perspective originale à la discussion. Nos membres proviennent de diverses origines, professions et régions du pays. Nous sommes unis par un engagement envers une Haïti meilleure, et nous croyons que notre diversité constitue notre plus grande force.

L'intégrité est une qualité primordiale au sein de notre collectif. Nos membres sont unis par leur engagement envers une Haïti meilleure, mais ils partagent également un fort attachement à l'intégrité personnelle et à l'honnêteté. Nous croyons fermement que l'intégrité est la pierre angulaire sur laquelle repose notre capacité à influencer positivement notre communauté et à œuvrer pour le bien commun. Chacun de nos membres s'efforce de faire preuve d'intégrité dans toutes ses actions et de maintenir des normes éthiques élevées. Cela renforce la confiance au sein du collectif et garantit que nos efforts pour le changement sont fondés sur des valeurs solides. En tant que groupe diversifié, nous sommes fiers de maintenir une culture d'intégrité, car c'est ce qui nous permet de travailler ensemble de manière harmonieuse pour réaliser notre vision commune pour Haïti.

2. Contexte actuel d'Haïti : insécurité, défis sociaux, économiques et politiques

Notre nation traverse une période de crise profonde, confrontée à des défis sociaux, économiques et politiques d'une ampleur sans précédent. Après l'assassinat du président Moïse, la situation politique en Haïti est devenue encore plus instable et complexe. L'assassinat de Moïse a conduit à la déclaration de l'état d'urgence en Haïti, avec des craintes de violences et d'instabilité accrues. Des élections étaient prévues en septembre 2021 pour élire un nouveau président et renouveler le Parlement, mais elles ont été reportées en raison des troubles et de l'instabilité. Pendant cette période, Haïti a également été confrontée à des problèmes économiques graves, notamment l'inflation élevée, la pauvreté et la violence généralisées. La situation humanitaire s'est détériorée et les rues et des quartiers entiers sont désormais sous le contrôle de gangs armés, tandis que la corruption et l'instabilité politique minent les fondements mêmes de notre société. Au moment où le pouvoir de facto en place reste manifestement impuissant, des centaines de milliers de nos compatriotes ont dû fuir leurs domiciles pour devenir soit des déplacés internes soit des réfugiés dans les pays étrangers, notamment aux USA. Notre pays souffre de manière chronique de problèmes de pauvreté, d'éducation, d'insécurité alimentaire et de santé qui touchent particulièrement les populations les plus vulnérables.

Nous sommes conscients de l'urgence de restaurer la stabilité dans notre pays et de mettre en œuvre des règles de bonne gouvernance, de transparence, de respect des droits de l'homme, de justice et de lutte contre l'impunité. Nous réaffirmons notre attachement aux normes démocratiques nationales et aux instruments internationaux auxquels Haïti est partie. Enfin, nous reconnaissons que la mobilisation de la société civile est essentielle pour sortir durablement de la crise, car les secteurs organisés de la société sont les seuls capables de contrer les conflits d'intérêts entre les forces économiques et politiques qui contrôlent l'État déliqu¹¹escent¹³. Conscients de cette problématique un groupe de citoyens concernés a créé un [groupe anti-corruption](#).

Le courant anti-corruption est un phénomène mondial des 2 dernières décennies. Ce mouvement légitime est dans l'air du temps. Les populations sont fatiguées de voir leurs pays condamnés au sous-développement par des pouvoirs corrompus. Elles veulent mettre fin à la corruption qui gangrène l'économie, demander des comptes et juger les politiciens corrompus. Elles revendiquent aussi plus de justice sociale à l'instar des gilets jaunes en France. En Haïti, on a assisté à l'émergence des pétro-challengers en 2018 pour justement demander plus de justice sociale, s'attaquer à la corruption, demander des comptes à ceux qui pillent les fonds de l'Etat et qu'ils soient traduits par devant la justice. En Haïti ce mouvement prenait de l'ampleur et attirait des milliers de personnes dans leurs

manifestations. La terreur instaurée par les kidnappings, le confinement et l'épidémie du coronavirus semblent avoir eu raison, pour le moment, des revendications légitimes et manifestations des pétro-challengers.

Il n'y a pas d'idéologie politique en Haïti. Les gouvernements qui se suivent depuis un certain temps pratiquent 2 doctrines : le « Ce tou pam », qui se traduit en français par c'est mon tour, et « pourvu que ça dure », comme disait la mère de Napoléon. Ces doctrines conduisent ceux qui arrivent au pouvoir à ne chercher qu'à s'enrichir le plus rapidement possible et à s'y maintenir le plus longtemps possible, parfois par tous les moyens. La corruption se généralise à tous les échelons de l'Etat. Les crises politiques se multiplient, les politiciens utilisent tous les moyens pour se maintenir au pouvoir et accroître leur autorité au détriment des constitutions. Quand les constitutions et l'état de droit deviennent des obstacles à ces 2 doctrines, elles sont mises au placard ou remplacées par d'autres plus adéquates qui confortent le pouvoir. L'usage de la force répressive s'ensuit pour mater toutes protestations et assurer sa pérennité dans la durée. Ce schéma se répète depuis 1957. Il faut briser le cercle vicieux qui nous fait tourner en rond. Une équipe de vrais patriotes doit mettre fin au « c'est

10

mon tour » et « pourvu que ça dure » .

Le pouvoir actuel veut doter le pays d'une nouvelle constitution, qu'il souhaite faire approuver par référendum et organiser des élections présidentielles et législatives. Un calendrier trop chargé, dans un climat de terreur et d'insécurité, comment amener les citoyens à voter. Des sections entières du territoire national sont contrôlées par les gangs armés. Qu'en sera-t-il de la sécurité des bureaux de vote, des votants et des urnes. Le climat n'est pas du tout propice à l'organisation de joutes électorales. Depuis 2021, avec le constat par l'exécutif de la caducité des mandats des députés et sénateurs, on se demande sous quel régime on vit. Le fait même d'organiser un référendum est inconstitutionnel et

10

interdit par la constitution de 1987 .

Haïti a-t-elle vraiment besoin d'une nouvelle constitution ? Une énième constitution ne changera rien. Haïti est l'un des plus grands consommateurs de constitution dans le monde. L'ordre constitutionnel haïtien est remarquablement instable. Les haïtiens ont su rédiger et appliquer, souvent brièvement, 23 constitutions, soit plus que les Français : 1801, 1805, 1806, 1807, 1811, 1816, 1843, 1846, 1849, 1867, 1874, 1879, 1888, 1889, 1918, 1932, 1935, 1946, 1950, 1957, 1964, 1983, 1987 La dernière en date le 29 mars 1987 est celle qui a le plus duré et bat des records avec 37 ans en vigueur. Presque chaque gouvernement a écrit la sienne et parfois même plusieurs pendant leur passage au pouvoir ; les Duvalier en ont promulgué quatre. Qu'est-ce que ça a changé ? Les Etats-Unis d'Amérique ont la même constitution depuis le 17 septembre 1787 ! La France n'a connu que 5 républiques en plus de 200 ans, depuis la Révolution Française. Haïti n'a pas un problème de constitution mais d'équipe et de

corruption massive dont il faut se débarrasser pour changer les choses et amener le progrès du pays et de sa population. Les constitutions peuvent être amendées et adaptées à différentes époques pour faciliter la gestion de la chose publique. Celle de 1987 peut être amendée pour simplifier certains modus-operandi. On ne voit pas de grands orateurs ou de grands notables comme dans l'assemblée constituante qui a rédigé la constitution de 1987 présents aujourd'hui pour nous doter d'une constitution valable. Pour l'élaborer, une assemblée constituante de 60 membres, composée d'un certain nombre d'historiens, d'économistes, de sociologues et de spécialistes du droit, certains nommés par le pouvoir en place, d'autres élus (1/3), le reste nommé par des associations socio-professionnelles, syndicats et partis politiques, avaient travaillé pendant des mois en consultant d'autres experts. Les votes, article par article et tous les débats, se déroulaient à l'époque en direct à la Radio et à la Télévision Nationale afin d'arriver au texte final. De nombreuses propositions furent envoyées par tous les secteurs de la société et toutes lues et prises en compte. Chaque article a été voté à la majorité des constituants. Il y avait Mirlande Manigat, constitutionnaliste de formation, l'historien Georges Michel, l'écrivain homme d'affaires Serge Villard, le Docteur Roy, l'avocate Chantal Hudicourt Ewald., etc.

10

pour ne citer que ceux-là .

Le texte proposé sous la présidence de Jovenel Moïse et le Gouvernement d'Ariel Henry semble très contestable avec des limites aux droits des citoyens et au pouvoir d'une seule assemblée. Le texte élaboré par on ne sait qui est imposé sans débats publics à la population avec des articles très controversés et dont on ignore la teneur réelle et les conséquences. Le président du comité était L'ancien Président Boniface Alexandre.

Pour résoudre les problèmes liés aux doubles nationalités et autres questions, ainsi que pour éliminer la corruption parmi les députés et sénateurs, une nouvelle constitution n'est pas nécessaire. Il faut amender la constitution de 1987 et élire des députés et sénateurs intègres. Pour gagner les championnats de foot les clubs se procurent les meilleurs joueurs mais ne cherchent pas à changer les règles du football. (1) Source Le Nouvelliste 29/3/21 « De la Constitution de 1987 34 ans Plus tard »

10

et Interview le 31/3/21 Le Point, Radio et Télé Métropole de Chantal Hudicourt Ewald.

3. Importance de la collaboration et de l'action group pour le changement

Face à ce sombre tableau, nous croyons fermement qu'il est temps pour chacun de s'engager dans le combat collectif qui s'annonce. C'est seulement avec la collaboration de tous et de chacun que nous réussirons à rétablir la dignité de notre nation et à offrir un avenir prometteur aux générations présentes et futures. Nous sommes déterminés à surmonter nos différences et à unir nos forces afin de déclencher le Momentum devant conduire à un changement profond et authentique, capable de contrer les forces destructrices actuellement à l'œuvre dans notre pays.

Tous les analystes lucides et soucieux quant à cette situation désespérante : hommes politiques, syndicalistes, artisans, professionnels et autres organisations de la société civile, sont unanimes pour ce qui est de l'impérieuse nécessité de ce dialogue, rompant une fois pour toutes avec nos pratiques d'antan, en particulier, celle de parler haut et fort pour ne rien dire. Le véritable dialogue s'inscrit dans l'agencement harmonieux du verbe et de l'action concertés. Un de nos hommes d'Etat, dans une adresse à la nation concluait en ces termes : "Le plus grave problème d'Haïti est l'état lamentable de l'homme haïtien". Etait-ce une simple boutade, exprimant son dépit du moment, ou bien, comme l'ont fait tant d'autres avant lui et nous pouvons citer : Louis Joseph Janvier, Jean Price Mars, Jacques Stephen Alexis, Jacques Roumain etc. lesquels à travers leurs écrits et leurs prises de position, n'ont cessé de nous mettre en garde contre nous-mêmes.

5

En rédigeant ce manifeste, nous soufflons le « lambi » traditionnel pour mobiliser tous les citoyens conscients de la nécessité de stopper la spirale destructrice actuelle. Nous ne pouvons plus nous permettre de regarder en spectateurs indifférents le pays s'effondrer sous le poids de la crise actuelle. Nous invitons donc chaque Haïtien à rejoindre le rang de l'unité et à contribuer à la construction d'une Haïti autonome, démocratique et libérée de l'emprise des gangs armés et de leurs commanditaires d'où qu'ils viennent. Ensemble, nous sommes en mesure de faire la différence et de façonner un avenir où l'espoir, la sécurité et la prospérité ne seront plus de vains mots.

Notre action est en accord avec notre devise nationale qui nous guide : "LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE" et "L'UNION FAIT LA FORCE".

4. Une Vision Inspirée de Notre Histoire Glorieuse

Notre aspiration pour Haïti est de retrouver la dignité et la grandeur qui ont marqué notre passé. Première République Noire libre et indépendante du monde, l'histoire de notre nation est jalonnée de moments de stabilité et de prospérité, où notre peuple a démontré sa résilience et son unité pour surmonter les défis. À travers les pages de notre histoire, des gouvernements, qui bien que parfois controversés, ont été témoins de notre capacité à maintenir une direction stable et à progresser en acceptant et en respectant notre culture et nos origines plurielles. Avec une population composée à plus de 95% de personnes de descendance africaine, il est impératif de célébrer et de respecter l'appartenance de chacun à son identité tout en reconnaissant les droits des minorités.

Nous avons appris à mépriser nos propres valeurs culturelles au bénéfice de pratiques importées, créant chez nous un nouveau type de colonisés. Notre méconnaissance de notre identité culturelle, principale cause de nos faiblesses structurelles, tant mentales qu'institutionnelles, explique notre incapacité à nous organiser en tenant compte de notre spécificité de peuple. Frantz Fanon proclame que l'antillais traditionnellement en lutte, doit réaliser sa descente aux enfers pour renaître de ses cendres et cheminer vers son plein épanouissement

5

Notre éminent compatriote Anténor Firmin, en réponse à la question : Que faire pour la régénération d'Haïti, a eu ce mot heureux : “Adoptons sincèrement et loyalement, chez nous, les principes et les pratiques qui ont favorisé l'évolution des jeunes peuples, nos émules, lesquels grandissent et prospèrent par le travail, l'instruction et la liberté”. Il n'a pas été écouté, faut-il en déduire que ce n'est point là une préoccupation majeure des gouvernements ?

5

Notre culture est riche et admirée dans le monde entier grâce à notre pluralité. Gardons toujours cela à l'esprit. Les préjugés et le racisme, quels que soient leur origine, n'ont pas leur place et ne seront pas tolérés. Le respect mutuel et l'appréciation de la diversité sont les clés de notre progrès et de notre développement économique. Il est essentiel de se souvenir que le changement que nous prôtons et le développement durable résultent de nos efforts et de notre compréhension mutuelle, et non de phénomènes spontanés. Puisqu'il n'y a point de génération spontanée, puissions-nous nous inspirer, entre autres, des idéaux de nos grands penseurs haïtiens originels qui nous ont laissé leurs pensées par des écrits, pour guider notre chemin vers la renaissance de notre Patrie et un avenir meilleur. Ensemble dans notre diversité, nous sommes plus forts.

Les périodes marquées par une gouvernance visionnaire et une action concertée, illustrent le potentiel

de notre peuple à réaliser des avancées durables. En embrassant pleinement leur identité plurielle et en se plaçant en avant-garde de la civilisation, les Haïtiens renforcent leur unité en tant que nation et contribuent à l'épanouissement collectif de leur diaspora.

En nous inspirant de cette histoire glorieuse, nous croyons pouvoir affronter les enjeux actuels et bâtir un avenir où la paix, la justice et la prospérité seront à nouveau des réalités pour chaque Haïtien. Notre objectif est de mobiliser la population autour d'une vision commune, instaurer des réformes structurelles et stimuler le développement économique et social. Nous nous engageons à puiser dans des expériences positives du passé pour créer un environnement propice à l'épanouissement de notre nation et à la réalisation de notre vision.

En embrassant notre histoire et en tirant des leçons des gouvernements qui ont offert stabilité et progrès et aussi en acceptant et en apprenant des erreurs du passé, nous pouvons trouver l'inspiration pour surmonter les défis présents et futurs. Notre vision tire sa force des réussites et des échecs du passé pour éviter de refaire les mêmes erreurs. Nous sommes déterminés à tracer une voie qui mènera à un avenir où Haïti brillera à nouveau dans toute sa splendeur.

5. Objectifs à Court, Moyen et Long Terme

5.1 Objectif à court terme : Une Période Transitoire pour Rétablir l'État de Droit

- **Retour à la constitution de 1987** non amendé le président de la transition choisi parmi les juges de la Cour de cassation.
- Création d'un **Conseil des Sages de 13 membres**, un pour chacun des 10 départements et 3 pour représenter la diaspora (1 pour l'Amérique du Nord, 1 pour l'Europe/Afrique, 1 pour la Caraïbe/Amérique du Sud). Ce conseil joue le rôle du parlement pour surveiller l'exécutif et s'assurer du bon déroulement de la feuille de route. Il peut révoquer le Président et le Premier Ministre pour faute graves et haute trahison. Il veille au respect strict du mandat de transition ; prévenir les dérives de pouvoir et les nominations partisans ; garantir l'intégrité du processus électoral ; servir d'instance de médiation en cas de crise institutionnelle.
- **Premier Ministre choisi par le conseil des sages.**
- **La feuille de route** de ce gouvernement exceptionnel de transition :
 - Rétablir la sécurité sur tout le territoire national
 - Organiser la conférence nationale
 - Organiser les élections
- **Durée de cette transition un an.** Une période de 4 à 6 mois pour rétablir la sécurité et simultanément **démarrer la conférence nationale**. Une fois la sécurité établie lancer l'organisation des élections en tenant compte des paramètres préconisés au paragraphe 5.2

Nous nous engageons à œuvrer sans relâche pour concrétiser cette vision. Pour ce faire, nous établissons des objectifs clairs, échelonnés dans le temps, qui guideront notre action vers un développement durable et une stabilité retrouvée.

Sécurité : rétablissement progressif du contrôle de l'État sur le territoire, sécurisation des axes vitaux, protection des populations et relance minimale des services publics. Élections : mise en place des conditions techniques, juridiques et sécuritaires nécessaires à des élections crédibles, inclusives et vérifiables, conduisant à l'installation d'autorités élues. Mettre un terme à la violence perpétrée par les gangs armés et rétablir la sécurité au sein des communautés. Jeter les bases pour combattre la corruption et promouvoir la transparence dans la gouvernance. Renforcer les capacités des institutions locales afin de répondre aux besoins fondamentaux de la population. Restaurer et renforcer les

institutions qui jouent un rôle central dans notre vision, comme les initiatives de la société civile. Nous croyons fermement que des institutions solides sont essentielles pour assurer la stabilité, la justice et le progrès au sein de notre nation. Notre collectif s'engage à travailler activement à la réhabilitation des institutions existantes et à leur renforcement, en veillant à ce qu'elles fonctionnent de manière transparente et éthique. Cela implique également de restaurer la confiance du public dans ces institutions, ce qui est essentiel pour une gouvernance efficace. Nous collaborerons avec des experts locaux et internationaux pour améliorer la capacité opérationnelle de ces institutions, garantissant ainsi qu'elles puissent répondre de manière adéquate aux besoins fondamentaux de la population, promouvoir la justice et lutter contre la corruption. En rétablissant et en renforçant des institutions fiables et responsables, nous jetterons les bases d'un avenir plus sûr, plus prospère et plus équitable pour tous les Haïtiens.

Un état des lieux est nécessaire pour constater qu'Haïti est en guerre contre les gangs. On ne peut plus parler d'insécurité mais de guerre. L'insécurité c'est quand on constate des crimes de droits communs, des vols à l'arraché, des vols domestiques et autres. Cette situation est largement dépassée dans notre pays actuellement. La population, toutes classes sociales confondues, est victime de kidnapping. Les kidnappés se retrouvent séquestrés à 40-50 personnes dans des cellules attendant jusqu'à plusieurs mois leur libération contre rançons. Le fléau est incontrôlable actuellement. Les gangs contrôlent des territoires entiers où ils font régner leur loi, rançonnent les entreprises, commerces, résidents et font payer des droits de passage. Ces territoires sont perdus pour l'Etat. Les entreprises et commerces ferment leurs portes dans ces zones de non droit, ne pouvant fonctionner faute de clients ou se refusant à verser des droits de passage ou rançons astronomiques aux gangsters. Le nombre de déplacés, dus aux attaques des gangs sur certains quartiers et villes et la destruction des maisons, s'élève à plusieurs centaines de milliers. Il faut appeler les choses par leur nom et reconnaître qu'Haïti est en guerre contre des groupes armés.

En reconnaissant cet état de guerre il devient nécessaire de mettre en place les moyens en personnel militaire et équipements pour gagner cette guerre. Une rupture avec le passé et les politiques de défaite prévisibles de l'ancien gouvernement de transition d'Ariel Henry est nécessaire. Inutile d'avoir des policiers étrangers qui sont sous-équipés et n'ont pas la volonté de combattre au risque de leur vie pour sauver Haïti. De plus, une guerre ne relève pas de la compétence de policiers. Il faut une armée. Il nous faut recruter des soldats, l'aide de militaires étrangers pour former ces derniers en guérilla urbaine, rendre opérationnel ces commandos tactiques le plus rapidement possible et leur donner sur les l'équipement adéquat : armes de combats, chars blindés équipés de canons ou mitraillettes, drones et hélicoptères. Il ne suffit pas de recevoir des véhicules de transport de troupes !

Une coopération externe est indispensable pour se procurer l'équipement nécessaire. Une approche

diplomatique pour tenter de résoudre le problème de l'embargo d'équipements militaires des Etats-Unis envers l'Armée d'Haïti doit être poursuivie. Des efforts doivent être déployés des 2 côtés, haïtiens et américains, pour réduire et éventuellement éliminer les armes et munitions en provenance des Etats-Unis à destination des gangs. Des contingents militaires étrangers peuvent aider aux opérations avec un armement approprié pour gagner cette guerre plus rapidement. L'option de trouver des partenaires pour la coopération et l'armement doit être envisagé.

5.2 Conseil Electoral

Nous préférons parler de Conseil Electoral (CE) et non pas Conseil Electoral Provisoire (CEP). Concernant l'organisation des élections et le Conseil Electoral (CE), les collaborateurs et les experts en la matière consultés s'accordent sur les points suivants :

Il faut définir un Cadre d'Orientation Stratégique (COS) : Mission, vision, action. Puis, la politique générale se dégage à travers quatre considérations majeures :

- _ L'indépendance et l'autonomie du CE
- _ La transparence et la politique de communication
- _ La politique d'intégration paritaire et prise en compte de l'approche genre
- _ La gestion du processus électoral.¹⁵

1) Rendre le Conseil Electoral (CE) réellement apolitique selon le vœu de la Constitution de 1987 qui prévoit une institution permanente et la sortir de son éternel statut provisoire. La durée du mandat des conseillers du CE serait à définir et ne serait pas nécessairement assujettie à celle du cycle électoral en cours. Il pourrait être plus long et s'étendre au moins aux élections législatives qui doivent suivre, d'après la constitution de 1987, 4 ans après. La composition du CE pourra être confirmée ou modifiée par les législateurs, une fois que les chambres reprennent leurs travaux après les élections, pour la professionnaliser et la rendre encore plus indépendante du pouvoir exécutif. On éviterait ainsi de fragiliser le CE et l'assujettir à l'exécutif qui organise les élections. On éviterait ainsi le gaspillage des ressources et leur détournement une fois les élections terminées. Le CE permanent garantirait la surveillance et la conservation de son matériel et ses ressources. L'Etat n'aurait pas besoin de dépenser pour équiper un CE, lui allouer véhicules, bureaux et matériels à l'échelle nationale à chaque fois, ce qui est le cas depuis les élections de 1990 !

2) Rester le plus proche possible de l'esprit et de la lettre de la Constitution de 1987 s'agissant du choix et de la nomination des conseillers composant le CE. En effet, depuis 1987, on constate que des secteurs non prévus par la constitution sont régulièrement appelés à proposer des candidatures. D'après la Constitution de 1987 amendée, le choix des conseillers émane des 3 pouvoirs : exécutif, législatif et judiciaire. Cependant, la composition du CE ne devrait pas s'éloigner de plus en plus de la constitution à chaque nouveau cycle électoral. Il faut aussi s'assurer que ce sont des personnes qualifiées, professionnelles, diplômées et qu'elles sont des techniciens apolitiques.¹⁶ Le conseil électoral une fois constitué devrait par vote choisir son président et le directeur exécutif du CE pour être indépendant et que ces derniers n'aient pas de redevances envers quiconque.

3) Utiliser la loi électorale de 2008 qui peut être amendée, ainsi avoir une loi électorale définitive, au lieu de devoir en introduire une nouvelle à chaque cycle électoral. Cette étape où le CE doit, de concert avec l'Exécutif, réviser la dernière loi utilisée, la soumettre au Parlement pour adoption puis promulgation par l'Exécutif, allonge inutilement le processus électoral et donne l'impression que la loi électorale, à l'image du CE, est taillée sur mesure par et pour le pouvoir en place organisant les élections dans l'objectif de se maintenir ou d'avantager ses proches.¹⁶

4) Rendre le CE autonome et indépendant en le dotant d'un budget adéquat et régulier pour son fonctionnement, y compris entre 2 cycles électoraux. Le CE doit être prévu dans le budget annuel de la République. En pratique, le CE dépend fortement de l'Exécutif et après les élections l'institution est négligée et accumule des dettes pour le loyer de ses locaux (Bureaux Electoraux Départementaux - BED et Bureaux Electoraux Communaux - BEC) et des arriérés de salaire pour ses employés et consultants. Les mandats des membres du conseil ne doivent pas se terminer après les élections et un noyau d'employés permanents doit rester en fonction.¹⁶ La corruption peut être également une tentation pour ceux dont la durée du mandat est courte et incertaine, quand ils ambitionnent de se faire du beurre dans le temps limité qui leur est imparti. Il est, à notre avis, impératif d'arriver à la mise en place d'un Conseil Electoral Permanent.¹⁵

5) Fidéliser les techniciens du CE dans une démarche de préservation de la mémoire institutionnelle et de la capacité technique. Malgré de nombreuses démarches, les employés de l'institution n'ont toujours pas le statut de fonctionnaire de la fonction publique, ce qui les habiliterait à jouir de certains privilèges et protections, dont l'accès à la pension.¹⁶

6) Affranchir progressivement le CEP du besoin de l'assistance technique internationale en renforçant ses capacités techniques propres. L'implication d'organismes internationaux comme les agences des Nations Unies et d'autres ONG contribue à perpétuer la perception de l'ingérence étrangère dans le processus électoral en Haïti, d'où un risque de fragilisation du processus entier. Idéalement, la

participation d'instances internationales dans le processus électoral haïtien devrait se limiter à l'observation électorale pour en garantir la transparence, selon des modalités définies par le CE. 16

7) Il s'agit d'élections nationales dont le financement doit être la responsabilité de l'Etat Haïtien exclusivement, sans demander d'aide étrangère, pour éviter les influences d'autre pays dans les résultats et résolutions de conflits post électoraux. Pour faire baisser les couts des élections, une solution peut se trouver dans la mobilisation civique et l'implication au processus électoral de fonctionnaires publics, d'étudiants et de volontaires, qui en compensation, recevraient des mesures incitatives telles : des primes, des bourses d'étude, des exonérations fiscales, des jetons de présence ou autre rétributions analogues. 15

8) Un préalable au processus électoral est l'identification des citoyens en âge de voter. Normalement, c'est la prérogative de l'Office National d'Identification (ONI) qui est chargée d'identifier l'ensemble des citoyens et d'en extraire les majeurs pour les transmettre ensuite au CE. Cependant, le système haïtien comporte une faiblesse fondamentale, à l'instar de beaucoup de pays africains, à savoir l'impossibilité pour l'ONI de purger les citoyens décédés de sa base de données. C'est un problème d'état civil qui n'est pas encore résolu en Haïti pour diverses raisons, notamment l'absence d'enregistrement systématique des décès et la dichotomie milieu urbain et rural. Généralement, le problème est contourné en procédant à l'enregistrement des électeurs à chaque cycle électoral, un processus coûteux et fastidieux. Le CE va faire face à un dilemme : produire des listes électorales sur la base des données fournies par l'ONI, ce qui va fausser les taux de participations et parfois même les résultats ou procéder à une opération spéciale dispendieuse et chronophage d'enregistrement des électeurs. L'urgence d'un service d'état-civil moderne où l'enregistrement des naissances et des décès est obligatoire, automatique et informatisée doit être adressée. Cela impliquerait un changement de certaines pratiques culturelles, surtout en milieu rural. C'est un dossier très complexe du fait de l'absence de l'Etat dans les régions reculées mais aussi moins peuplées.16

9) Le vote électronique doit être introduit dans les grandes villes et régions où c'est possible, où il y a l'électricité et l'accès aux moyens de dépannages en cas de coupures de courant. Dans un premier temps, le vote électronique et le vote papier peuvent coexister pour rassurer la population et progressivement le remplacer par le vote électronique. Cela permettra d'empêcher les bourrages ou substitutions d'urnes, de permettre à la diaspora de voter dans les consulats et d'avoir des résultats rapidement. Des logiciels de calculs de la densité de la population dans les différentes régions et l'usage d'un système biométrique peut limiter les fraudes.

10) Le nombre des partis politiques et candidats participant aux élections doit être limité pour éviter les désordres, débordements et dangers de fraudes le jour des élections, dans les bureaux de votes très

petits ou des dizaines de vérificateurs et représentants de partis veulent être présent. Le CE doit inciter les partis de mêmes tendances à s'unir autour d'une même plateforme et une liste commune de candidats. Il faut favoriser les coalitions, exiger un nombre minimum de membres, par exemple 2% des électeurs enregistrés pour la participation d'un parti aux joutes, pouvoir présenter des candidats à au moins 10% des postes éligibles ou imposer une caution monétaire conséquente aux partis qui ne se conforment pas.

11) Un dépouillement par département peut être instauré pour éviter d'avoir à transporter toutes les urnes à la capitale, qu'elles soient bourrées et remplacées, et ainsi accélérer le traitement des résultats.

12) La mise en quarantaine des procès-verbaux de dépouillement, définition : la mise en quarantaine d'un procès-verbal de dépouillement dès qu'un candidat obtient plus de 300 voix dans un même bureau de vote. Ces procès-verbaux doivent être comptabilisés et réintégrés après vérification en présence des concernés. Il faut comptabiliser le nombre de procès-verbaux de dépouillement mis en quarantaine et qu'un constat dressé par juge de paix prenne acte du rapport relatif à la quarantaine. C'est là le talon d'Achille du centre de tabulation. Sans comptabilisation et control strict des procès-verbaux mise en quarantaine, une brèche est ouverte à d'éventuelles manipulations pour réduire ou enfler la quantité de rapports de dépouillement mis en veilleuse.¹⁵

Pour conclure la vigilance de tous, à tous les niveaux, à toutes les étapes du processus électoral reste un must. Il faut créer une chaîne de vigilance interne.¹⁵

Les suggestions pour le CE nous viennent de l'interview à la rubrique Le Point de Radio Télé Métropole du 9 juillet 2024 de Mme Micheline Figaro, Conseillère au CEP pour les élections de 2000, et M. Lemoine Bonneau, journaliste ayant couvert toutes les élections de ces 24 dernières années. M. Fitzgérald Jean, informaticien et expert électoral, ancien fonctionnaire de l'ONU avec 15 ans en Afrique a participé à la rédaction des suggestions. Mme Ginette Chérubin, Architecte, Ministre à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes 1996-1997, Conseillère au CEP pour les élections de 2007-2011 et auteur d'un livre sur son expérience « Le Ventre Pourri de la Bête » a été consultée et nous avons tenu compte des recommandations contenues dans son livre.

5.3 Objectifs à Moyen Terme

- Développer et renforcer les mécanismes mis en place pour combattre la corruption
- Faciliter l'accès à une éducation de qualité pour tous les Haïtiens

- Investir dans les infrastructures éducatives
- Former des enseignants compétents
- Renforcer toutes les institutions et surtout le système judiciaire
- Etablir une assurance santé pour tous
- Stimuler la création d'emplois et d'opportunités économiques pour réduire le taux de chômage et la pauvreté.
- Encourager la participation citoyenne et consolider les mécanismes démocratiques pour garantir la représentativité et la responsabilité des dirigeants.
- Relance du tourisme. Examiner les potentiels et les investissements nécessaires.
- Exploiter nos ressources du sous-sol en respectant l'environnement et en réhabilitant l'environnement quand il est affecté par l'extraction de ces ressources.

5.4 Objectifs à Long Terme

- Assurer le bon fonctionnement et la pérennité des mécanismes mis en place pour combattre la corruption.
- Ériger des infrastructures solides et durables pour soutenir le développement économique et social à long terme.
- Assurer un accès équitable à des services de santé de qualité pour tous les Haïtiens en améliorant les installations médicales et en formant des professionnels de la santé.
- Faire d'Haïti un acteur respecté sur la scène internationale en cultivant des partenariats stratégiques et en contribuant positivement aux défis mondiaux.

Ensemble, nous nous engageons à œuvrer en faveur de ces objectifs, mobilisant nos ressources, nos compétences et notre détermination. Chaque étape accomplie nous rapproche fermement de notre vision d'une Haïti florissante, respectée et prospère. Notre pays mérite un avenir meilleur, et c'est en unissant nos efforts que nous le façonnerons.

Principes Fondamentaux : LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

6. LIBERTE

Notre collectif est fondé sur des valeurs et principes solides qui guident notre action en vue de la transformation positive d'Haïti. Nous croyons fermement en la démocratie, la justice, l'équité et la transparence en tant que fondements essentiels d'une société prospère. Nous reconnaissons cependant que la situation actuelle requiert des mesures exceptionnelles pour sortir de la crise. La liberté de tous les citoyens doit être garantie. Liberté d'expression, liberté totale de la presse, liberté de se placer à l'intérieur du territoire sans avoir de compte à rendre ou être interdits de passage par des gangs. Liberté de commercer selon les prescrit de la loi. Les rôles de l'armée, de la police et de la justice sont les clés pour assurer cette liberté

6.1 Liberté de la Presse

Nous préserverons la liberté de la presse en créant un environnement où les journalistes pourront exercer leur métier en toute sécurité, sans crainte de représailles. Nous encouragerons un journalisme responsable et objectif, informant le public et remettant en question le pouvoir.

6.2 Rôle des Médias et de la Société Civile pour Assurer la Reddition de Comptes

Nous reconnaissons le rôle crucial des médias indépendants et de la société civile et des chambres (sénateurs et députés) pour surveiller les actions du gouvernement, promouvoir la transparence et garantir que les acteurs publics rendent des comptes pour leurs décisions. Nous soutiendrons la liberté de la presse et encouragerons les organisations de la société civile qui contribuent à l'obligation de rendre des comptes.

La réduction de la dépendance du pays à l'égard de l'étranger ne peut être abordée efficacement que si les élites politiques reconnaissent ce défi comme un problème fondamental et s'y engagent de manière responsable, en évitant démagogie et hypocrisie. Il est essentiel de comprendre que la solution ne peut être trouvée à court terme. Cependant, il est impératif de poser les premières bases dès à présent, en admettant que la viabilité du pays est compromise tant qu'il reste fortement tributaire de l'aide
2
extérieure pour sa survie

Par conséquent, il est nécessaire d'élaborer un plan rigoureux visant à réduire progressivement cette

dépendance. Ce plan devra inclure des objectifs réalistes et des mesures novatrices et structurelles pour mobiliser la diaspora de manière significative² .

6.3 Rétablissement de la souveraineté nationale, Réduction de la dépendance de l'Extérieur

La réduction de la souveraineté nationale a des implications importantes, notamment la dépendance accrue à l'égard de la communauté internationale pour divers aspects de la gouvernance. Actuellement, Haïti doit solliciter la communauté internationale pour financer ses budgets nationaux, organiser ses élections et assurer la sécurité de son territoire et de ses citoyens. Ces éléments clés de la souveraineté nationale échappent en partie au plein contrôle de l'État haïtien déliquescant, remettant en question la véritable portée de cette souveraineté² .

Pour remédier à cette situation, il est essentiel de renforcer la souveraineté nationale en développant une économie plus autonome et en réduisant progressivement la dépendance à l'égard de l'aide étrangère. Une souveraineté nationale renforcée est essentielle pour permettre à Haïti de prendre en main son destin économique et politique²

Il est urgent que les douanes fonctionnent correctement, pour contrôler tout ce qui rentre dans le pays et s'assurer que les droits sont payés de façon égalitaire par tous, pour assurer à l'État des revenus et le rendre ainsi plus autonome.

6.4 Promotion des Droits de l'Homme et des Valeurs Démocratiques

Nous défendrons résolument les droits de l'homme, la démocratie et les libertés fondamentales dans nos interactions internationales. Nous jouerons un rôle actif dans la promotion des valeurs universelles, tout en respectant la souveraineté et les particularités culturelles de chaque nation.

En consolidant nos relations internationales, nous visons à renforcer la position d'Haïti sur la scène mondiale, à établir des partenariats mutuellement avantageux et à contribuer à la paix et à la prospérité globales.

7. EGALITE

L'égalité est inscrite dans notre devise nationale. L'inclusion et la Diversité au cœur de notre collectif signifient un engagement profond envers la protection et la promotion des droits de l'homme. Nous reconnaissons la valeur intrinsèque de chaque individu et nous nous engageons à garantir que les droits fondamentaux de tous les Haïtiens soient respectés et protégés. L'inclusion et la diversité sont également des piliers de notre action, car nous croyons en la force et la richesse de la pluralité de notre nation.

Tout au long de notre démarche, nous serons attentifs à la voix de notre peuple, en veillant à ce que toutes les opinions et perspectives soient prises en compte. Notre engagement envers la transparence nous pousse à rendre compte de nos actions et décisions, tout en établissant des mécanismes de contrôle et de reddition de comptes pour maintenir l'intégrité de notre collectif.

En combinant des valeurs fondamentales et une approche pragmatique pour sortir de la crise, notre collectif est déterminé à œuvrer pour une Haïti plus forte, plus juste et plus unie. Notre chemin peut sembler audacieux, mais nous croyons fermement qu'il est temps de prendre des mesures drastiques pour conduire notre nation vers un avenir meilleur.

Nous reconnaissons que pour créer un avenir stable et prospère pour Haïti, des réformes institutionnelles profondes sont nécessaires pour obtenir l'égalité pour tous. Nous proposons des changements audacieux visant à rétablir l'ordre, renforcer la gouvernance et garantir la stabilité à long terme.

7.1 Propositions pour la Réforme du Système Politique et Législatif

Dans le cadre de la transition, nous suggérons temporairement de redéfinir les attributions du législatif et du judiciaire. Cette mesure vise à concentrer les efforts sur les réformes structurelles nécessaires, tout en évitant les obstacles politiques qui ont entravé le progrès par le passé. Il est essentiel de garantir le bon déroulement de la transition en comblant les vides institutionnels au niveau des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, tout en permettant le bon accomplissement de leurs missions permanentes et continues. Pour cela, nous reconnaissons et nous appuyons les organes transitoires créés conformément à l'article 7 de l'accord de Montana. Cette approche temporaire vise à assurer une gestion efficace et coordonnée des affaires publiques pendant la transition, en vue de rétablir la stabilité

11

et de préparer le terrain pour un retour à la pleine démocratie .

Les lois anticorruptions ont été votées et sont actuellement en vigueur sur le territoire d'Haïti. Toutes les banques de la République sont tenues de les appliquer. Il faut impliquer la Banque Centrale de la République d'Haïti et la Cour des Comptes pour s'assurer que les employés de l'Etat : le Président de la République, les ministres, les cadres et les fonctionnaires, soient assujettis aux mêmes critères anti-corruption que le reste de la population. Les banques doivent faire leur travail pour combattre la corruption et faire respecter les lois.

L'usage des véhicules immatriculés Service de l'Etat devra être limité aux services de l'Etat. L'immunité parlementaire devrait être levée pour tous les crimes y compris les cas de corruption, fraudes fiscales et détournement de fonds publics.

Tous les Haïtiens, qu'ils soient à l'étranger ou sur le territoire national, doivent jouir des mêmes droits. Nous soutenons la reconnaissance de la double nationalité afin de promouvoir la diversité et le dialogue. Nous maintiendrons les modifications constitutionnelles relatives à la double nationalité, permettant ainsi aux citoyens des 11 départements de participer activement à des échanges tout en préservant leur lien fort avec Haïti.

Laguerre dans ses ouvrages, publiés en 2020, plaide que pour favoriser le développement d'Haïti, il est impératif de réformer le système politique défaillant de la 'République de Port-au-Prince'. Cela passe par la création d'une nouvelle plateforme politique permanente et légitime qui encourage le dialogue social, ainsi que par la fin de la marginalisation économique, sociale et politique des différentes régions provinciales. À cette fin, Haïti doit décentraliser le pouvoir actuellement centralisé à Port-au-Prince et accorder l'autonomie aux cinq grandes régions du pays, incluant Port-au-Prince en tant que ville-région, dans le cadre d'un modèle d'État fédéral⁴.

7.2 Renforcement des Institutions Démocratiques et de l'État de Droit.

Nous reconnaissons l'importance vitale du renforcement des institutions démocratiques et de l'état de droit pour la stabilité et le développement à long terme d'Haïti. Notre collectif s'engage à garantir que les institutions gouvernementales fonctionnent de manière transparente, responsable et redevable envers la population. Afin de renforcer l'État haïtien, il est essentiel que les citoyens expriment leur volonté et acceptent de s'engager dans un processus de changement. Cela implique la reconnaissance qu'une société ne peut pas fonctionner de manière autonome sans une entité qui promeut l'intérêt commun et intervienne en tant qu'arbitre lors des inévitables conflits d'intérêts qui émergent au sein de la société². Ainsi, dans le cadre de la transition nous soutenons la tenue d'une Conférence Nationale

Souveraine qui est déjà prévue dans l'élaboration de la feuille de route de l'accord Montana.

L'entité responsable de la protection de l'intérêt commun et de la résolution des conflits sociaux ne peut être que l'État. Il doit être un État fondé sur la justice, le respect de la loi, la protection des droits de la majorité et des minorités, une planification stratégique, ainsi que l'intégrité. Son rôle premier est de servir l'ensemble des citoyens, sans favoriser les privilèges de groupes ou de classes sociales. Un tel État doit prioriser l'amélioration des conditions de vie de la majorité défavorisée, promouvoir le progrès économique de toute la société, et contribuer au développement global du pays tout en garantissant la stabilité politique et le bien-être de tous .

Nous travaillerons activement pour promouvoir l'indépendance du pouvoir judiciaire, assurer l'égalité devant la loi et garantir que les droits fondamentaux de chaque citoyen sont respectés. En renforçant ces fondements, nous ouvrirons la voie à une société juste, équitable et démocratique, où le potentiel de chaque individu peut être pleinement réalisé.

Pour concrétiser cette vision, nous nous engageons également à promouvoir l'intégrité et l'éthique au sein de nos institutions gouvernementales et de la fonction publique. Nous aspirons à voir des citoyens intègres, guidés par les principes de responsabilité, de transparence et de dévouement à l'intérêt général, occuper des postes de leadership à tous les niveaux. En unissant nos efforts autour de ces réformes institutionnelles et de cette promotion de l'intégrité, nous aspirons à créer une Haïti transformée, où la démocratie, la stabilité et le progrès économique se conjuguent pour offrir un avenir brillant à notre nation.

7.3 Sécurité et État de Droit, Renforcement des Forces de Sécurité pour Garantir la Protection des Citoyens

La sécurité de nos concitoyens est une priorité inébranlable. Pour rétablir un environnement sécurisé et stable, des mesures décisives sont impératives.

7.4 Renforcement du Système Judiciaire

Dans le cadre du renforcement du système judiciaire, nous investirons massivement pour garantir l'équité et l'indépendance de notre système judiciaire. Cela inclura la création de tribunaux spécialisés chargés de traiter les affaires de corruption et de criminalité organisée et mettant l'accent aussi sur la formation des juges par des stages à l'étranger et la réfection des tribunaux dans des espaces salubres

et dignes. Ces tribunaux permettront la conduite d'enquêtes approfondies et l'imposition de sanctions appropriées, rétablissant ainsi la confiance de la population envers le système judiciaire.

7.5 Renforcement des Forces de Police et de Défense

Nous nous engageons résolument à renforcer les capacités de la police nationale et de l'armée d'Haïti. Grâce à des formations continues, à des équipements modernes et à une coopération accrue avec les puissances amies pour la formation et la professionnalisation, nous serons en mesure de contrer efficacement les menaces sécuritaires et éradiquer l'emprise des gangs. A travers des programmes de formation en constante évolution, l'adoption d'équipements de pointe et l'intensification de notre coopération avec des nations amies pour l'amélioration de la formation et la professionnalisation de nos forces, nous aspirons à établir une capacité de réponse robuste face aux menaces sécuritaires. Notre objectif est clair : mettre un terme à l'emprise des gangs et rétablir la sécurité sur notre territoire.

Au lieu de promouvoir un service militaire, une suggestion avancée par certains, même s'il était facultatif, serait excessivement coûteuse, inutile et irréalisable étant donné les contraintes budgétaires actuelles d'Haïti. Nous préconisons plutôt la mise en place d'un service civique, tel qu'expliqué dans le prochain chapitre (voir paragraphe 8.14). La plupart des pays ont abandonné le service militaire obligatoire pour opter en faveur d'armées plus professionnelles et efficaces, dotées de technologies de pointe. Dans les conflits conventionnels actuels, ce n'est plus le nombre de soldats qui fait la différence, mais plutôt la technologie employée. Il est impératif de mener une analyse coût-bénéfice approfondie. Il est également crucial d'évaluer le coût économique et social de l'insécurité.

La question de savoir si Haïti devrait rétablir un service militaire facultatif ou opter pour un service civil est complexe et dépend de divers facteurs, y compris les besoins en matière de sécurité du pays, les ressources financières disponibles et les menaces actuelles et potentielles auxquelles le pays est confronté. La décision d'établir un service militaire facultatif impliquerait des considérations politiques, économiques et sociales importantes.

En fin de compte, la décision d'établir un service militaire facultatif ou opter pour un service civil doit être basée sur une évaluation approfondie des besoins en matière de sécurité nationale, des ressources financières disponibles et des meilleures pratiques en matière de défense moderne. Il est crucial de tenir compte des conflits asymétriques, de la lutte contre les gangs ou la guérilla urbaine, ainsi que de notre spécificité et de l'histoire du peuple haïtien. Cette décision devrait être alignée sur les objectifs à long terme d'Haïti en matière de sécurité et de développement national, tout en reconnaissant les défis uniques auxquels le pays est confronté. Une approche équilibrée et adaptée à la réalité haïtienne est

essentielle pour assurer la sécurité et le bien-être du pays et de ses citoyens.

7.6 Criminalité organisée et transfrontalière

La prolifération et l'armement lourd des gangs ne sont en aucun cas le fruit du hasard, mais résultent d'une criminalité organisée et transfrontalière, le fait de politiciens véreux et l'abandon des populations défavorisées à leur sort. Notre détermination à éradiquer la corruption qui mine nos institutions et à lutter contre la criminalité organisée qui entrave la stabilité et le développement de notre nation est inébranlable. Pour atteindre cet objectif, nous mettrons en place des mécanismes de surveillance et de reddition de comptes et l'utilisation des tous les systèmes de surveillance moderne : camera, drones, etc.

7.7 Mettre fin à Haïti point de transit

La situation géographique d'Haïti, sa culture politique, sa classe d'entrepreneurs, et la fragilité de ses institutions en ont fait un point de transit majeur pour le passage de drogues en provenance d'Amérique du Sud à destination des États-Unis. Les institutions démocratiques d'Haïti, le dysfonctionnement du système judiciaire et le faible corps de police offrent peu de résistance aux trafiquants de drogue. Cette activité illicite a eu pour conséquence d'aggraver la violence, la corruption, l'instabilité politique, le sous- développement économique, et d'affaiblir le processus de consolidation démocratique en Haïti. Tout doit être mis en œuvre pour décourager ceux qui veulent faire d'Haïti un point de transit pour les substances illicites. L'Etat de droit et la lutte contre la corruption seront les

12

bases de cette lutte

7.8 Combattre la Corruption et la Criminalité Organisée. Approche résolue et pluridimensionnelle

Concernant les gangs et la criminalité organisée qui transcendent les frontières, nous préconisons une approche résolue et pluridimensionnelle. Cette approche implique une coopération renforcée avec nos partenaires internationaux pour lutter contre le trafic de drogue, le blanchiment d'argent et d'autres formes de criminalité transnationale. En parallèle, nous intensifierons nos efforts pour renforcer nos forces de sécurité, améliorer les conditions de vie dans les communautés vulnérables et offrir des opportunités aux jeunes afin de les éloigner de la criminalité.

Notre objectif est de rétablir la sécurité et la stabilité dans notre nation en mettant un terme à l'emprise des gangs et en éliminant la menace que représente la criminalité organisée. Cette démarche nécessite une action déterminée et coordonnée à tous les niveaux, à la fois au niveau national et international.

8. FRATERNITÉ (Programmes Sociaux, Développement Économique et Social)

8.1 Politiques Économiques pour Stimuler la Croissance et l'Emploi

Nous reconnaissons que le développement économique durable est essentiel pour créer des opportunités, réduire les inégalités et améliorer la qualité de vie de tous les Haïtiens. Nos politiques visent à favoriser la croissance et l'emploi à long terme. Pour créer de la richesse, l'État doit créer un environnement favorable à l'investissement, à l'entrepreneuriat et au développement des affaires, en assurant la stabilité politique, la sécurité juridique, l'accès au financement, l'éducation et la recherche. C'est ainsi que les économies peuvent croître, générer de la richesse et améliorer la qualité de vie de leurs citoyens².

Il faut soutenir l'Entrepreneuriat et l'Innovation. Nous encouragerons l'entrepreneuriat et l'innovation en créant un environnement favorable aux entreprises. Des incitations fiscales attractives, un accès simplifié au financement et la mise en place de parcs technologiques et industriels seront au cœur de nos efforts pour stimuler la création d'emplois et favoriser la croissance économique. Notre engagement sera tout particulièrement fort envers les petites entreprises, les micro-entreprises et le secteur informel, car nous reconnaissons leur rôle vital dans notre économie.

Nous aspirons à diversifier notre économie en investissant de manière stratégique dans des secteurs clés tels que l'agriculture, le tourisme, les technologies de l'information, les énergies renouvelables et l'exploitation minière. Cette approche stratégique réduira notre vulnérabilité en mettant fin à notre dépendance excessive à un seul secteur économique. De plus, elle renforcera notre résilience économique, ouvrant la voie à un avenir plus prospère et durable pour notre nation.

8.2 La stabilité comme levier Économique et développement des individus

La stabilité économique et politique d'un pays sont étroitement liées et jouent un rôle crucial dans son développement. Haïti a connu des périodes de contrastes marquées par des événements politiques et économiques majeurs. En 1987, le pays a vu l'adoption de sa Constitution par un plébiscite massif, de 90%, témoignant de l'aspiration du peuple haïtien à un cadre politique solide. Cependant, ces moments d'espoir ont souvent été entrecoupés de crises déstabilisantes, de coups d'État, et d'un embargo économique et commercial imposé de l'extérieur entre 1991 et 1994, qui a profondément affecté l'économie nationale.¹⁰

De plus, Haïti a dû faire face à des crises politiques récurrentes, qui ont eu des répercussions néfastes sur la stabilité et le bien-être de sa population. Le séisme dévastateur de janvier 2010 a été une catastrophe humanitaire majeure, laissant le pays dans un état de désarroi. La corruption endémique et l'impunité ont sapé les fondations de la société, entravant les progrès économiques et sociaux .

Une autre problématique qui a vu le jour dans les années 1990 est le fléau du kidnapping, un crime auparavant presque inconnu en Haïti. Malheureusement, il est devenu une activité lucrative pour certains, entraînant d'immenses souffrances pour toutes les couches sociales du pays.

La stabilité économique et politique est essentielle pour libérer le potentiel de développement d'Haïti. Cela nécessite des efforts constants pour renforcer les institutions, promouvoir la transparence, lutter contre la corruption, et créer un environnement propice aux investissements nationaux et étrangers. La stabilité offre un socle sur lequel construire un avenir plus prometteur pour tous les Haïtiens, en favorisant la croissance économique, la création d'emplois, et l'amélioration des conditions de vie .

8.3 Appauvrissement et Exclusion sociale

L'appauvrissement de la population constitue l'une des principales raisons qui ont poussé à une fuite des talents au cours des dernières décennies. Cette situation, associée à l'instabilité politique et à l'insécurité, a eu un impact considérable sur les jeunes professionnels du pays. Ils se retrouvent dépourvus d'opportunités d'avenir, de possibilités d'épanouissement tant sur le plan professionnel que personnel, et dépourvus de perspectives concrètes pour leur carrière et leur développement personnel. Pour beaucoup d'entre eux, l'unique solution semblait être de quitter le pays dans l'espoir d'un avenir meilleur .

Ainsi, le pays est de plus en plus tributaire de sources extérieures pour combler ses besoins en cadres et compétences nécessaires à son développement. De plus, cela engendre un sentiment d'exclusion sociale parmi les citoyens de tous âges, qui vivent dans un pays où la mobilité sociale est inexistante et où l'espoir d'amélioration de leur condition est minime.

8.4 Transparence dans la gestion des fonds déjà existants.

Les fonds pour l'éducation prélevés sur les communications téléphoniques et les transferts d'argent

vers Haïti devront être gérés en toute transparence avec des publications périodiques de l'Etat pour statuer sur les fonds récoltés et leur attribution. Il s'agit ici de fonds pour la solidarité envers le peuple haïtien.

8.5 Développement Autonome, Proposition de développement du Fonds Haïtien de Solidarité (FHS)

Un peuple ne saurait se développer s'il ne se prend en main et maîtrise pleinement les leviers de commande, quant à son plan de politique générale .

Aristote n'a-t-il pas dit que "la politique est l'art et la science d'embellir la cité" N'est-ce pas le vœu de chacun d'entre nous qu'Haïti redevienne la perle d'antan ? Nous savons maintenant que nous le pouvons. L'union fait la force n'est pas un vœu pieux, nous l'avons expérimenté et de belle façon plus d'une fois au cours de notre histoire jeune mais glorieuse .

Oui, nous tenons notre avenir entre nos mains, il est impérieux que nous donnions la démonstration de cette belle unité au niveau de la nation .

A cet effet, le Collectif examinera la pertinence du développement du Fonds Haïtien de Solidarité (FHS). Le FHS est une institution financière autonome dont la mission est de recueillir et d'administrer l'épargne de ses membres pour participer au développement économique, social et culturel d'Haïti. Contrairement à une banque ou à une coopérative, le FHS est autonome et rend compte de ses activités au parlement haïtien. Le Conseil d'Administration du FHS est composé de représentants de divers secteurs de la société haïtienne. Le FHS vise à promouvoir le civisme et l'identité haïtienne, à créer des emplois, à encourager l'exportation de produits haïtiens et à favoriser le tourisme. Les adhérents peuvent déposer des fonds au FHS, qui restent leur propriété et peuvent être retirés à tout moment. Le FHS propose des mécanismes de dépôt flexibles, impliquant la participation active de la diaspora haïtienne et d'autres acteurs économiques. Grâce à ces initiatives, le FHS ambitionne de contribuer de manière significative au développement durable d'Haïti et à l'amélioration des conditions de vie de sa population . Cette proposition doit être étudiée pour voir si elle rentre dans les cadres légaux et les règlements de la Banque Centrale de la République d'Haïti. Le FHS pourrait aussi exister comme fond d'investissement au sein des institutions bancaires actuelles régies par la Banque Central de la République d'Haïti.

8.6 Investissements dans l'Éducation, la Santé et les Infrastructures

Pour assurer un avenir prospère, nous investirons massivement dans les domaines clés du développement humain.

8.7 Éducation de Qualité

Nous considérons l'éducation comme un pilier fondamental du progrès. Nous mettrons en place des programmes visant à améliorer l'accès à une éducation de qualité pour tous les jeunes haïtiens. Des partenariats avec les institutions éducatives internationales renforceront nos capacités et nous permettront de former la prochaine génération de leaders. Nous nous engageons à créer des programmes visant à offrir à tous les jeunes Haïtiens un accès équitable à une éducation de qualité. En collaboration avec des institutions éducatives internationales, nous renforcerons nos capacités pour former la prochaine génération de leaders haïtiens éclairés. Avec une population où 54 % a moins de 25 ans, dont 31 % sont âgés de 10 à 24 ans, investir judicieusement dans la jeunesse est essentiel pour le futur du pays. Nous élaborerons une politique jeunesse pour encadrer ces efforts et garantir que les besoins et les aspirations de la jeunesse haïtienne soient au cœur de notre démarche.

Il faudra aussi mettre l'accent sur la formation d'enseignants de qualité. Il n'y a pas d'éducation sans enseignants et la qualité de l'enseignement dépend de celle des enseignants. En collaboration avec des partenaires étrangers des formateurs seront amenés en Haïti pour perfectionner nos enseignants et aussi offrir des stages de formation et perfectionnement pour les enseignants. Il ne s'agit pas de multiplier la construction d'écoles qui sont des coquilles vides. Il faut aussi remplir les écoles existantes et les nouvelles avec des enseignants capables. Avec un programme sérieux de formation des enseignants, nous pourrions offrir aux haïtiens de l'extérieur professant dans l'enseignement la possibilité de venir durant les 3 mois d'été donner une formation pratique à nos futurs enseignants et de former des formateurs¹⁴.

8.8 Politique Jeunesse et Sports, Programme de Développement des Jeunes Athlètes d'Haïti

Le futur Programme de Développement des Jeunes Athlètes d'Haïti aura pour objectif de repérer, de former et de soutenir ces jeunes prodiges en athlétisme, en leur offrant bien plus qu'un simple chemin

vers la gloire sportive. Les premières étapes seront cruciales. À travers tout le pays, des écoles et des clubs sportifs locaux seront partenaires dans cette quête de talents cachés. La première mélodie de cette symphonie naissante sera "l'Identification des Talents".

Mais le programme ne sera pas seulement axé sur le sport. Il embrasse également la formation académique, la formation du caractère et le développement personnel. Les jeunes athlètes apprendront que l'excellence académique et sportive vont main dans la main. Des entraîneurs expérimentés les guideront, et les jeunes talents auront accès à des installations modernes, à des équipements de pointe et à des camps d'entraînement qui forgeront leur destin.

La scène sportive locale s'illuminera de compétitions, d'événements d'athlétisme et de festivals. La nation entière applaudira ses étoiles montantes, et des portes s'ouvriront vers des compétitions internationales. L'aspect médical ne sera pas en reste. Des professionnels de la santé veilleront sur la santé et le bien-être des athlètes, tandis que des scientifiques du sport optimiseront leurs performances.

La remise sur pied d'équipes et clubs de football et la réorganisation de championnats entre clubs locaux est une urgence nationale.

Les athlètes seront soutenus financièrement grâce à des bourses pour l'éducation et l'entraînement, des financements gouvernementaux et le généreux soutien de sponsors d'entreprises. Le programme s'épanouira, porté par la fierté nationale et par la détermination de ces jeunes champions. Des comités de surveillance garantissent la transparence et la responsabilité.

Haïti brillera sur la scène sportive mondiale, grâce à ses jeunes athlètes devenus des champions. Mais cette histoire sera bien plus qu'une histoire de médailles ; elle sera l'histoire de l'espoir, du rêve et de la possibilité. Une histoire qui continuera d'inspirer la nation et le monde entier. Le Programme de Développement des Jeunes Athlètes d'Haïti sera bien plus qu'un programme sportif. Ce sera un voyage qui transformera des vies, une épopée qui façonnera des champions, et une promesse que l'avenir d'Haïti sera entre de bonnes mains, celles de sa jeunesse talentueuse, qui n'aura pas fini de briller.

Collaboration Internationale : Recherche de collaborations avec d'autres pays ayant réussi en athlétisme, comme la Jamaïque, et exploration d'opportunités d'échanges et d'initiatives conjointes.

Responsabilité et Transparence : Maintien de la transparence dans la gestion des fonds et création d'un comité de surveillance pour garantir la responsabilité.

Amélioration Continue : Évaluation et adaptation constantes du programme en fonction des besoins évolutif.

8.9 Politique culturelle

Nous comprenons l'importance d'une politique culturelle afro-caribéenne forte pour Haïti. Cette politique doit être fondée sur la préservation, la célébration et la promotion de notre riche héritage culturel tout en favorisant la créativité contemporaine. Voici quelques éléments clés de notre politique culturelle :

Préservation du Patrimoine Culturel : Nous mettrons en place des programmes de préservation du patrimoine culturel haïtien, y compris la restauration de sites historiques, la numérisation d'archives et la préservation des traditions orales et artisanales.

La reconnaissance de la valeur culturelle du vaudou doit s'étendre au-delà des stéréotypes du fétichisme et du mal. Le vaudou est une philosophie et un mode de vie qui doivent être compris et façonnés par des ethnologues, des sociologues et des prêtres travaillant ensemble, afin de lui redonner l'authenticité qu'il mérite .

Éducation artistique : Nous intégrerons l'éducation artistique de manière systématique dans les écoles pour encourager la créativité chez les jeunes. Nous établirons des bourses d'études pour les jeunes artistes prometteurs.

Soutien à la Création Artistique : Nous mettrons en place des subventions et des résidences artistiques pour soutenir les écrivains, les artistes visuels, les musiciens et les danseurs afin de promouvoir la production artistique contemporaine.

Festivals et Événements Culturels : Nous organiserons des festivals et des événements culturels tout au long de l'année pour célébrer notre diversité culturelle et favoriser le dialogue interculturel.

Promotion des deux langues officielles : Au même titre que le français, nous soutiendrons la promotion de la langue créole en tant que langue nationale et encourageons sa présence dans les médias, la littérature et les arts.

Soutenir la production littéraire dans les deux langues : C'est essentiel pour célébrer la richesse de notre patrimoine culturel et linguistique tout en encourageant l'expression créative. Soutenir la production littéraire dans les deux langues renforcera notre identité culturelle et notre patrimoine linguistique.

Industries Culturelles et Créatives : Nous encourageons le développement des industries culturelles et créatives, notamment le cinéma, la musique, la mode et l'artisanat, pour stimuler la croissance

économique.

Collaboration Régionale : Nous favorisons la collaboration culturelle avec d'autres nations afro-caribéennes pour renforcer notre influence culturelle régionale.

Inclusion et Diversité : Nous promouvons l'inclusion et la diversité dans toutes les expressions culturelles, en mettant en avant les voix des minorités et en luttant contre toute forme de discrimination.

Tourisme Culturel : Nous développerons le tourisme culturel en mettant en valeur nos sites historiques, nos festivals et notre cuisine locale, créant ainsi des opportunités économiques pour nos communautés.

Diplomatie culturelle : Nous utiliserons la diplomatie culturelle pour renforcer les liens avec d'autres nations et promouvoir une image positive de notre pays à l'étranger.

Devoir de mémoire : Des musées des souvenirs douloureux de notre passé devront être établis, afin que nul n'oublie son passé et ne refasse les mêmes erreurs.

Ensemble, en mettant en œuvre cette politique culturelle afro-caribéenne, nous contribuerons à renforcer l'identité haïtienne, à stimuler la créativité, à promouvoir la diversité et à créer des opportunités pour nos artistes. Haïti continuera de briller comme un joyau culturel dans la région caribéenne et au-delà.

8.10 Santé pour Tous

La nécessité de créer une assurance santé pour tous en partenariat avec le secteur privé de la santé. Cela permettra l'accès aux soins de santé primaires à l'ensemble de la population, en mettant l'accent sur la prévention et la promotion de la santé. Des investissements dans les infrastructures médicales et la formation du personnel médical amélioreront la qualité des services de santé disponibles.

Nous garantirons un accès universel aux soins de santé en créant l'assurance santé pour tous, en renforçant les centres de santé primaires et en élargissant leur couverture sur tout le territoire. Des campagnes de sensibilisation à la santé préventive seront menées pour promouvoir des modes de vie sains et aussi relancer les campagnes de planning familial afin de ralentir l'augmentation de notre population. La surpopulation limitant l'accès aux soins, à la santé, à l'éducation pour tous est aussi un frein au développement économique .

8.11 Amélioration de l'Accès à des Soins de Santé de Qualité

La santé de notre population est une priorité fondamentale. Pour garantir un accès équitable à des soins de santé de qualité, nous mettrons en œuvre des mesures inspirées du modèle Cubain et collaborerons avec des partenaires internationaux.

8.12 Modèle de Santé Cubain

Nous puiserons inspiration dans le modèle de santé cubain, renommé pour sa couverture universelle et son approche préventive. En collaboration avec Cuba, nous développerons des programmes de formation médicale, des échanges d'expertise et des projets pour améliorer les infrastructures de santé.

8.13 Infrastructures Modernes

Nous reconnaissons l'importance capitale des infrastructures modernes en tant que fondement essentiel au soutien du développement économique et social. En mettant l'accent sur les investissements stratégiques dans les domaines des transports, des communications et de l'énergie, nous visons à renforcer considérablement notre capacité à créer un environnement favorable aux affaires florissantes et à une qualité de vie améliorée pour tous les citoyens.

De plus, nous adhérons à l'idée d'un urbanisme humain, où les infrastructures urbaines sont conçues pour répondre aux besoins des citoyens, en favorisant l'accessibilité, la durabilité et la qualité de vie. Les transports en commun efficaces, les systèmes de communication modernes et les sources d'énergie durables contribueront à créer des environnements urbains où la mobilité est fluide, les connexions sont renforcées et les impacts environnementaux sont minimisés.

En somme, nos plans pour les infrastructures modernes reposent sur une approche holistique, visant à équilibrer le développement entre les régions, à promouvoir des villes adaptées aux besoins humains et à créer les conditions idéales pour la croissance économique durable de notre nation.

Notre vision est de transformer Haïti en une nation dynamique et prospère, où la croissance économique et le bien-être social sont harmonieusement équilibrés.

8.14 Service Civique National

Dans le but de mettre fin à l'influence néfaste des gangs et de cultiver un esprit patriotique, nous prévoyons d'introduire un Service Civique National pour les jeunes Haïtiens. Cette initiative vise à renforcer le sentiment d'appartenance à la nation et à contribuer à la sécurité intérieure, tout en offrant une alternative au service militaire obligatoire.

Conformément à cette proposition, les jeunes Haïtiens âgés de 18 ans et ne poursuivant ni leurs études ni un emploi seront encouragés à consacrer une année à ce Service Civique National, tout en maintenant la liberté de choix. Cette mesure offrira aux jeunes une occasion précieuse de contribuer au bien-être de notre nation tout en acquérant des compétences utiles pour leur avenir. Elle favorisera également un engagement civique plus fort et un sens accru de responsabilité envers notre patrie bien-aimée, Haïti.

Ce programme d'un an permettrait aux jeunes Haïtiens d'acquérir des compétences professionnelles, de développer leur sens civique, et de contribuer positivement à la société. En participant à des projets d'intérêt public, ils pourraient aider à résoudre des problèmes locaux, renforcer les infrastructures communautaires et participer à des initiatives de développement durable. Ceux ayant reçu une formation aux premiers soins pourront notamment constituer une réserve pour renforcer les équipes de la Direction de la Protection Civile haïtienne en cas de désastre. Cela aurait plusieurs avantages, notamment la réduction du chômage des jeunes, la création d'une main-d'œuvre qualifiée, et le renforcement du tissu social en favorisant le sens de la responsabilité et de l'appartenance à la nation. Un Service Civique National bien structuré pourrait jouer un rôle clé dans la formation de la prochaine génération de leaders et contribuer à l'essor d'Haïti à long terme.

8.15 Coopération Internationale

La coopération internationale sera essentielle dans notre lutte contre la corruption et la criminalité organisée. Nous travaillerons en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux pour faire face à ces problèmes à l'échelle transfrontalière. Les échanges d'informations et la coordination des efforts nous permettront de lutter efficacement contre ces fléaux qui menacent notre nation.

Notre engagement envers la sécurité et l'état de droit vise à créer un environnement sûr et stable où chaque citoyen peut s'épanouir et contribuer au développement durable d'Haïti.

8.16 Ralentir la croissance démographique

En Haïti, la croissance démographique est alarmante. Depuis 1982, le taux de croissance annuelle de la population atteint 2,5 %, comparé à 1,4 % entre 1970 et 1980. Cette tendance haussière s'est maintenue, comme en témoignent les données du recensement général de la population et de l'habitat. Le taux de natalité reste élevé, avec 25 naissances pour 1 000 habitants dans les zones urbaines et 30 pour 1 000 dans les régions rurales, équivalant à 28 pour 1 000 dans l'ensemble du pays.² Le droit à l'avortement doit être adopté ainsi que la reprise de tous les programmes de planning familial des

10
années 80 .

Avec une démographie incontrôlable nous n'accéderons jamais au progrès. Il n'y aura jamais assez d'écoles, d'hôpitaux, de création d'emplois, de ressources pour cette inflation galopante et incontrôlée de notre population. La Chine a pu en contrôlant la natalité sortir de la misère. Il s'agit de trouver en concertation avec tous les secteurs la bonne formule et les incitations à avoir moins d'enfants pour toute la population. Par exemple : des bourses d'études pour les familles de 1 ou 2 enfants et perte de ses bourses s'il y a une troisième naissance. Il faudra se pencher sur cette question cruciale.

Le tableau ci-dessous nous montre où en est Haïti comparé à d'autres pays de superficies comparables ou de populations comparables ou situés dans la même région géographique, donc avec des potentiels similaires. Haïti a pratiquement la même superficie et la même population que la Belgique qui a un PIB cinquante fois plus élevé. Cela met les choses en perspective et explique la pauvreté d'Haïti et son économie. Comment subvenir aux besoins des 11 millions d'haïtiens et leur assurer un niveau de vie acceptable avec les faibles moyens dont dispose l'Etat haïtien ? La tâche est rude d'autant plus que les autres pays refusent de plus en plus d'absorber notre excédant de population. Nous sommes trop nombreux et plus nous sommes nombreux plus nous sommes pauvres car il faut plus d'écoles, plus d'hôpitaux, plus de créations d'emplois, plus d'électricité, plus de nourriture, etc. Comment satisfaire les demandes d'une population croissantes et de plus en plus pauvre sans provoquer l'éclatement social ? Il y a plus d'haïtiens sur la planète que de suisses, de norvégiens, de panaméens, de costaricains, de nicaraguayens, d'uruguayens, de paraguayens, de gabonais, de libériens, de congolais, (Congo Brazzaville), de libanais, et autant d'haïtiens que de belges, dominicains, cubains, tunisiens, pour ne citer que ces exemples. Attention, ceux qui aiment prendre le Rwanda en exemple, ce pays ne fait pas mieux que nous en PIB avec pratiquement la même population et la même superficie, alors que nous vivons une situation socio-politique et économique des plus désastreuse actuellement.¹⁰

Pays	Superficie en milliers de KM²	Population 2023 en Millions	PIB 2023 en milliards de \$US
Haïti	28,7	11,653	19,851
Belgique	30	11,763	632
Suisse	41	8,962	887
Norvège	385	5,49	554
Tunisie	162	12	48,529
Sénégal	196	18,126	31
Liberia	111	5,359	4,332
Rwanda	27	14	14,097
Congo Brazzaville	342	6,142	14,2
Liban	10	5,353	17,94
Taiwan	36	23,5	1573
Salvador	21	6,364	34
Rep. Dominicaine	48	11,332	121,44
Cuba	109	11,194	107,35
Jamaïque	10,9	2,825	19,42
Guyane Française	643	0,295	16
Guadeloupe	1,62	0,395	9,93
Martinique	1,12	0,347	10,6
Costa Rica	51	5,212	86,5
Panama	75	4,468	83,38
Bolivie	1099	12,388	45,85

9. Environnement

9.1 Décentralisation

Dans notre démarche, nous accorderons une priorité marquée à la décentralisation, en reconnaissant que le développement ne doit pas se concentrer uniquement dans les grandes villes. Des structures portuaires et aéroportuaires modernes dans le nord et le sud du pays seront les vecteurs de la décentralisation. La décentralisation ne se décrète pas. Les infrastructures, le développement économique généré par ces infrastructures et la création massive d'emplois amènent la décentralisation. Nous nous engageons à promouvoir un développement équilibré en investissant dans les provinces et en renforçant les infrastructures dans les zones rurales. Cette approche contribuera à réduire les disparités régionales et à stimuler la croissance économique à l'échelle nationale.

Nous sommes fermement engagés à promouvoir une politique de décentralisation solide dans le cadre de notre stratégie pour un environnement durable et résilient. La décentralisation est un pilier essentiel pour assurer un meilleur contrôle de notre environnement, car elle rapproche la prise de décision des communautés locales. En déléguant le pouvoir et les ressources aux niveaux régionaux et locaux, nous favorisons une gestion plus efficace des ressources naturelles, une réponse plus rapide aux catastrophes environnementales et une prise en compte plus précise des besoins spécifiques de chaque région.

Cette approche renforce également l'engagement et la responsabilité des citoyens envers la protection de leur environnement local. En favorisant la participation active des communautés dans la planification et la mise en œuvre de politiques environnementales, nous créons une base solide pour un développement durable à long terme. Notre vision de la décentralisation est ancrée dans la recherche de solutions adaptées aux réalités locales, tout en contribuant à notre objectif global de préserver notre environnement pour les générations futures.

9.2 Initiatives de Préservation de l'Environnement et de Développement Durable

La sauvegarde de notre environnement et le développement durable sont essentiels pour assurer un avenir prospère à Haïti. Nous mettrons en place des initiatives ambitieuses pour protéger notre écosystème et encourager des pratiques respectueuses de l'environnement.

Le reboisement devrait être intégré dans les programmes de service civique qui sélectionneraient des zones d'intervention à cette fin. Dans le cadre du service civique, une équipe spécialisée pourrait se

concentrer sur le nettoyage des côtes du pays, des zones particulièrement attractives pour le tourisme
14
et sources de revenus pour le pays .

9.3 Protection des Ressources Naturelles

Nous adopterons des politiques de gestion durable des ressources naturelles, en particulier de notre biodiversité et de nos ressources en eau. Des mesures seront prises pour lutter contre la déforestation, restaurer les écosystèmes endommagés et préserver nos précieuses ressources naturelles.

9.4 Promotion des Énergies Propres

Nous investirons substantiellement dans les énergies renouvelables et propres pour réduire notre dépendance aux combustibles fossiles. L'expansion de l'énergie solaire, éolienne et hydraulique jouera un rôle majeur dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre et dans la préservation de notre environnement. Nous poursuivrons également activement la réhabilitation du système électromécanique de Péligre, visant à accroître sa capacité installée de 45 à 70 mégawatts. Notre objectif ultime est d'augmenter la part des sources d'énergie non fossiles dans notre consommation actuelle à hauteur de 70 %.

9.5 Éducation Environnementale

Nous intégrerons l'éducation environnementale dans les programmes scolaires pour sensibiliser les jeunes générations à l'importance de la durabilité et de la protection de l'environnement. Des initiatives de sensibilisation communautaire seront également mises en place pour encourager des comportements respectueux de l'environnement.

Notre engagement envers la santé et l'environnement vise à garantir le bien-être de nos concitoyens tout en préservant notre riche patrimoine naturel pour les générations futures.

9.6 Promotion de l'agriculture durable

Dans notre quête pour un avenir prospère et respectueux de l'environnement, nous accorderons une attention particulière à la promotion de l'agriculture durable. Haïti possède un potentiel agricole

considérable, et nous croyons fermement que l'adoption de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement peut non seulement améliorer la sécurité alimentaire de notre nation, mais aussi contribuer à la préservation de nos terres et de notre biodiversité. Nous soutiendrons les agriculteurs locaux en leur fournissant des formations sur les méthodes agricoles durables, l'utilisation efficace des ressources naturelles et la diversification des cultures. De plus, nous encouragerons la mise en place de marchés locaux pour promouvoir la consommation de produits agricoles cultivés de manière responsable.

Le Ministère de l'agriculture devra, en collaboration avec des partenaires étrangers, élaborer les critères d'un label bio pour la production agricole et tous les produits comestibles nationaux. La tendance mondiale va vers la consommation grandissante de produits bios. Haïti devra se positionner comme un fournisseur de produits bios pour accéder à ce marché qui représente le futur et trouver des débouchés pour sa production.

9.7 Gestion des risques et désastres

Le monde, et plus particulièrement Haïti, est aux prises avec une série de défis environnementaux majeurs. Cette problématique comprend une augmentation alarmante des catastrophes naturelles, la dégradation de nos écosystèmes, la perte significative de biodiversité, ainsi que les effets préoccupants du changement climatique. Face à ces enjeux pressants, nous avons décidé de soutenir activement les

1

« Assises de l'Environnement ».

Notre engagement envers la durabilité environnementale n'a jamais été aussi fort. Nous reconnaissons que ces Assises offrent une opportunité cruciale de traiter de front les questions liées à la gestion des risques environnementaux, des catastrophes naturelles et du changement climatique. Nos principaux objectifs dans cette démarche sont de mettre en lumière les besoins actuels en matière de protection de l'environnement et de mobiliser les ressources nécessaires pour renforcer notre résilience face à ces défis. Nous croyons fermement que la résolution de ces problématiques ne peut se faire en isolation, c'est pourquoi nous sommes prêts à travailler en étroite collaboration avec divers partenaires et acteurs engagés.

10. Relations Internationales

10.1 Collaboration avec les Pays Voisins et la Communauté Internationale

Dans un monde de plus en plus interconnecté, nous saisissons l'importance capitale de renforcer nos relations internationales pour le développement et la prospérité d'Haïti. Tout en consolidant nos liens avec nos alliés historiques, nous nous engageons à tisser des partenariats novateurs et à embrasser des initiatives emblématiques, inspirées par un esprit d'ouverture au monde, avec des pays non-traditionnels, les membres des BRICS (Brésil Russie Inde Chine South Africa) et d'autres nations engagées dans la coopération Sud-Sud.

10.2 Coopération Multilatérale

Nous encouragerons une coopération multilatérale avec nos voisins et les membres de la communauté internationale pour aborder les défis régionaux et mondiaux. En étroite collaboration avec les organisations régionales et internationales, nous œuvrerons en faveur de la paix, de la sécurité et du développement durable.

10.3 Partenariats Économiques Stratégiques

Nous explorerons des opportunités de partenariats économiques avec des nations partageant des aspirations communes avec Haïti. Les échanges commerciaux mutuellement bénéfiques, les investissements directs étrangers et les collaborations dans des secteurs stratégiques alimenteront la croissance économique et favoriseront la création d'emplois.

10.4 La Souveraineté Haïtienne et le Droit à l'Irrigation

Nous condamnons l'approche belliqueuse, du régime de Luis Abinader, de la République Dominicaine, dictée par des motivations politiques, probablement électorales. Il est impératif de préserver la souveraineté haïtienne sur son territoire et son droit d'utiliser les eaux de la rivière Massacre pour l'irrigation, conformément au Traité de paix, d'Amitié et d'Arbitrage du 20 février 1929. Le fait que la République dominicaine ait déjà construit 11 canaux utilisant cette ressource sur son territoire souligne

l'importance d'un partage équitable des ressources en eau transfrontalières, un principe fondamental du droit international de l'eau. Respecter la souveraineté d'Haïti est essentiel, tout en favorisant la résolution pacifique des différends conformément aux principes d'équité et de coopération entre les pays voisins. Tout différend devrait idéalement être résolu par des moyens pacifiques et diplomatiques, en respectant les principes d'équité et de coopération entre les pays voisins et du droit international de l'eau. Les deux pays devraient revenir à la table de négociation sans conditions préalables et envisager une médiation internationale ou un arbitrage pour résoudre le conflit de manière pacifique

Les douanes aux postes frontaliers avec la République Dominicaine seront réorganisées afin que les importations de ce pays payent leur dû à l'Etat haïtien. Cela mettra fin à toutes concurrences déloyales des produits dominicains sur le marché pénalisant la production nationale et les importations des autres pays.

10.5 Négocier avec la France une nouvelle ère de coopération

Nous partageons avec la France une culture et une histoire commune, des liens qui doivent être renforcés et approfondis. Dans cet esprit, il est approprié de réfléchir à une diplomatie moderne basée sur le dialogue ouvert et le respect mutuel. La France a reconnu avoir une dette morale envers Haïti et est déjà prête à la coopération bilatérale. Toutes les possibilités de partenariat doivent être étudiées pour le développement économique et social d'Haïti. En cherchant à renforcer les secteurs cruciaux de la santé et de l'éducation, nous pourrions améliorer la qualité de vie de notre population tout en renforçant nos liens diplomatiques.

Il est essentiel de continuer à évaluer et à adapter notre politique étrangère pour répondre aux besoins changeants de notre nation, tout en recherchant des moyens novateurs de renforcer nos efforts en matière de santé et d'éducation pour les jeunes générations. De plus, en organisant l'Année d'Haïti en France et l'Année de la France en Haïti, nous pouvons stimuler les échanges culturels, touristiques et économiques, ouvrant ainsi une nouvelle ère de relations privilégiées entre nos deux pays.

10.6 Diplomatie pour Renforcer les Liens et Promouvoir le Développement

Notre diplomatie sera ancrée dans le renforcement des relations bilatérales et multilatérales afin de promouvoir la stabilité, le développement et le progrès. Nous serons les avocats déterminés des intérêts nationaux, tout en encourageant la coopération internationale pour relever les défis mondiaux.

10.7 Dialogue Constructif

Nous engagerons un dialogue ouvert et constructif avec nos partenaires internationaux pour identifier les domaines propices à la collaboration et au soutien mutuel. Une diplomatie fondée sur la compréhension réciproque et la négociation équitable facilitera la résolution pacifique des différends et la recherche de solutions communes.

11. Participation Citoyenne

11.1 Encouragement de la Participation Active des Citoyens dans le Processus Politique

Nous croyons profondément que la voix et la contribution de chaque citoyen sont essentielles à l'édification d'une société démocratique, transparente, sécuritaire et équitable.

La chute de la participation citoyenne aux élections en Haïti est alarmante. Entre 2000 et 2016, nous avons observé une baisse significative, passant d'un taux de participation de 78 % à un décevant 18 %. Cette évolution est tout simplement inacceptable et met notre démocratie à la merci de groupuscules mal intentionnés.

L'exercice de notre droit de vote est l'un des piliers fondamentaux de la démocratie. Il donne aux citoyens la possibilité de façonner leur avenir, de choisir leurs représentants et d'influencer la direction de leur pays. La diminution de la participation électorale est le signe d'un profond mécontentement, de la désillusion à l'égard du système politique et de la perte de confiance dans les institutions. Il est impératif de rétablir la confiance dans le processus électoral et de redonner aux citoyens la foi en leur capacité à provoquer le changement par le biais des élections. Cela nécessite des réformes significatives, la transparence dans le processus électoral, l'éducation civique et la promotion d'un environnement où chaque voix compte.

En tant que nation, nous devons travailler ensemble pour inverser cette tendance préoccupante et rétablir la participation citoyenne dans notre démocratie.

Avec plus de la moitié de sa population âgée de moins de 25 ans, Haïti se trouve à un moment crucial de son histoire. Mobiliser les jeunes et les encourager à exercer leur droit de vote est une nécessité impérieuse. Les jeunes d'aujourd'hui sont les leaders de demain, et leur participation active dans le processus démocratique est essentielle pour façonner l'avenir de leur pays. En les engageant dans le processus électoral, nous investissons dans la création d'une société civique et informée, où chaque voix compte et contribue à bâtir une nation plus forte, plus juste et plus prospère pour tous.

11.2 Brigades de Vigilance

Outre l'instauration du Service Civique National, nous instituerons des brigades de vigilance et des services de renseignement communautaire pour encourager une participation directe des citoyens en

matière de sécurité et de gouvernance.

Nous mettrons sur pied des brigades de vigilance composées de citoyens responsables et engagés, œuvrant en collaboration avec les forces de sécurité pour assurer la sécurité locale, signaler les activités suspectes et prévenir la criminalité.

11.3 Services d'Intelligence Communautaire

En favorisant le partage d'informations et la coopération entre les citoyens et les services de renseignement, nous renforcerons notre capacité à repérer les menaces potentielles, à réagir promptement aux situations d'urgence et à prévenir les activités illégales.

11.4 Démocratie participative et inclusive

Dans le cadre de notre engagement envers une démocratie participative et inclusive, nous chercherons à raviver l'esprit des "Ti Koze Anba Tonèl" (conversation sous la tonnelle) initiés par feu le président Leslie François Manigat. Ces forums de discussions communautaires, étaient un moyen précieux pour les citoyens de se réunir, d'échanger des idées et de discuter des questions importantes au sein de leurs communautés.

En réintroduisant cette tradition, nous voulons créer des espaces de dialogue au niveau local, où les citoyens de tous horizons peuvent se réunir pour discuter de leurs préoccupations, partager leurs points de vue et participer activement à la prise de décision. Ces rencontres seront des lieux d'échange ouverts, où la diversité des opinions sera respectée, et où les idées pour l'amélioration de nos communautés et de notre nation seront encouragées.

Nous croyons que cette approche renforcera la participation citoyenne, favorisera la compréhension mutuelle et renforcera le tissu social de notre pays. En restaurant les "Ti Koze Anba Tonèl", nous visons à créer un environnement propice à une gouvernance démocratique où chaque voix compte, et où les décisions prises tiennent compte des besoins et des aspirations de l'ensemble de la population haïtienne.

11.5 Participation Citoyenne dans la Gouvernance

A part les forums de discussion communautaires, nous instaurerons des mécanismes officiels pour encourager la participation citoyenne dans le processus de prise de décision gouvernementale. Des consultations publiques, des forums de dialogue et des plateformes en ligne permettront aux citoyens de contribuer activement aux politiques et aux programmes qui les concernent.

En encourageant une participation citoyenne active et en renforçant le rôle des médias et de la société civile, nous visons à bâtir un gouvernement responsable, réactif aux besoins de la population et attaché à la transparence et à la démocratie.

12. Transition et Plan d'Action

12.1 Stratégie pour la Mise en Œuvre des Réformes Proposées

Notre collectif comprend qu'une transition vers un avenir meilleur exige une planification minutieuse et une mise en œuvre progressive de nos propositions. Conscients de notre rôle de catalyseur plutôt que de parti politique, nous nous engageons à suivre une approche réaliste pour influencer positivement notre communauté et susciter un mouvement en faveur du changement.

12.2 Étapes Graduelles

Nous concevons un processus de transition en plusieurs étapes, permettant d'agir en tant qu'agents du changement au sein de notre communauté. Chaque étape sera soigneusement conçue pour résoudre des problèmes spécifiques et encourager l'engagement des leaders et des citoyens intègres partageant notre vision. Pour mettre en œuvre nos réformes et guider la transition vers un avenir meilleur, notre collectif adopte une approche réaliste et graduelle. Nous nous engageons à travailler en collaboration avec d'autres parties prenantes, notamment celles impliquées dans l'Accord Montana, le GRANH, le groupe 'Vers un État de Droit' etc. pour élaborer ensemble une feuille de route de transition. Cette feuille de route abordera des priorités urgentes et établira un calendrier de mise en œuvre. Nos actions

11

se concentreront sur les domaines suivants :

- Réforme des processus électoraux et promotion de la participation citoyenne.
- Renforcement de la sécurité publique.
- Amélioration de la justice et protection des droits humains.
- Lutte contre la corruption et l'impunité.
- Réponse aux urgences économiques.
- Gestion de la santé, y compris la réponse à la crise du COVID-19 et du choléra.
- Organisation d'une Conférence Nationale Souveraine.
- Soutien à l'agriculture et à la souveraineté alimentaire.

- Promotion de la protection sociale.
- Réforme de l'éducation.
- Promotion de la culture.
- Prise en charge de l'environnement et de la gestion des risques et catastrophes.
- Renforcement de la coopération internationale et de la diplomatie.

12.3 Coordination et Encadrement

Nous mettrons en place des mécanismes de coordination et d'encadrement pour garantir la cohérence de nos actions et l'efficacité de notre influence. Des groupes de travail, des sessions de sensibilisation et des discussions régulières nous guideront dans la bonne direction .

11

12.4 Calendrier pour les Actions à Court, Moyen et Long Terme

Conscients de notre rôle de catalyseur, nous adopterons un calendrier d'actions qui vise à encourager la participation active et la mobilisation de la communauté. Notre but ultime est d'inciter l'émergence de leaders partageant notre vision et de créer un mouvement durable pour le changement.

12.5 Actions à Court Terme

Au cours des six premiers mois, nous concentrerons nos efforts sur des actions concrètes visant à sensibiliser la population, à établir des partenariats avec des organisations similaires comme le groupe de l'accord de Montana et à encourager le dialogue sur les défis auxquels fait face notre communauté.

12.6 Actions à Moyen Terme

Dans les deux prochaines années, nous nous engageons à intensifier nos initiatives en créant des espaces de discussion, des ateliers et des programmes éducatifs visant à renforcer la compréhension des enjeux et à encourager davantage de personnes à rejoindre notre mouvement.

12.7 Actions à Long Terme

Sur une période de cinq à dix ans, notre collectif vise à avoir un impact significatif en contribuant à la création d'un environnement propice à l'émergence de leaders engagés et à la mise en œuvre de réformes positives au sein de notre communauté.

Notre plan d'action reflète notre conviction profonde en la capacité des individus à être des agents de changement positif. En tant que collectif, nous aspirons à créer un mouvement qui transcende les barrières politiques pour faire émerger des leaders passionnés et déterminés à construire un avenir meilleur pour notre communauté.

Conclusion

Réaffirmation de l'Engagement envers le Changement Positif pour Haïti

En conclusion, notre collectif réitère avec une conviction inébranlable son engagement envers un avenir brillant pour Haïti. Nous sommes fermement convaincus de la puissance de l'« action group » pour susciter des transformations positives et durables au sein de notre communauté. Ce manifeste incarne notre détermination à mettre en place des réformes et des initiatives qui contribueront à façonner une Haïti plus florissante, équitable et stable.

Appel à l'Unité Nationale et à la Mobilisation

Nous lançons un vibrant appel à l'ensemble des Haïtiens, quelle que soit leur appartenance politique, leur position sociale ou leurs conditions économiques, à se rassembler autour de notre vision commune. La seule voie vers la réalisation de la vision de ce manifeste est celle de l'unité nationale et de la mobilisation de chaque individu.

Un Cri du Lambi pour un Réveil collectif

Tel le son du Lambi qui traverse nos campagnes, ce manifeste résonne comme un appel à l'action. Nous croyons profondément en la force de notre héritage, de notre histoire et de notre peuple. En nous ralliant à ce mouvement, nous affirmons avec force notre conviction que l'avenir d'Haïti repose sur notre détermination à créer un changement positif.

Ensemble, en tant que citoyens engagés, nous sommes prêts à transcender nos différents, relever les défis, à travailler main dans la main et à œuvrer sans relâche pour édifier une Haïti plus résiliente et vibrante. Notre manifeste est un appel à l'action pour tous les Haïtiens, afin que nous puissions, ensemble, concrétiser notre vision d'une nation prospère et épanouie pour les générations actuelles et futures.

“Il faut que cela change. Le défi est de taille certes, mais tous ensemble, nous pouvons le relever, et ainsi sera exaucée cette belle prière qu'en notre nom, le poète jacmélien Alcibiade Pommayrac adressait au Seigneur, au siècle dernier :⁵

Ne permets pas Seigneur que le flot l'engloutisse

Et que d'un peuple entier, l'espoir dernier périse.”

Le Collectif

Patrick Prézeau Stephenson, M. Sc., Auteur, Scientifique

Gregory Sicard, MBA, Entrepreneur, Auteur

Serge H. Moise, Avocat

Drelin Laguerre, Ingénieur, Auteur

Maria Dehoux, Activiste, Evangéliste

Eddy Cavé, Economiste, Ecrivain

Harry Loiseau, M. Sc., Économiste

Ruolz Ariste PHD, Economiste, Chercheur

Jacques François Pauyo, Spécialiste en Sécurité, Ex-candidat

RFL, Leader Communautaire

Ashley Laraque, Entrepreneur, Acteur, Porte-Parole de l'Association Militaire d'Haïti, Influenceur

Ginette Cherubin, Auteur, Conseillère Electorale 2007-2011, Ex-Ministre, Militante des Droits des Femmes

Fitzgérald Jean, Entrepreneur, Expert électoral, Chargé de Missions Electorales pour l'ONU, Consultant de la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (IFES).

Nous tenons à chaleureusement remercier tous les contributeurs et participants qui ont rendu possible ce précieux manifeste. Votre engagement et vos idées ont été essentiels pour façonner cette vision commune pour Haïti. Pour toute question, suggestion ou pour rejoindre notre mouvement, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse courriel du Collectif : info@gregorysicard.com. Ensemble, continuons à œuvrer pour un avenir plus juste et prospère pour notre cher pays.

RÉFÉRENCES

1 Equal Justice Initiative, 2022. *Haiti's Forced Payments to Enslavers Cost Economy \$21 Billion*, *The New York Times Found*.

<https://ej.org/news/haitis-forced-payments-to-enslavers-cost-economy-21-billion-the-new-york-times-found/> consulted September, 26 2023.

2 GRAHN, 2010, *Construction d'une Haïti nouvelle : vision et contribution du GRAHN – Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle*, Samuel Pierre, éditeur scientifique

3 Simon HENOCHSBERG Décembre 2016. *Public debt and slavery : the case of Haiti (1760-1915)* consulted September 26 2023.

4 Drelin Laguerre, 2020. *Plaidoyer pour un système fédéral en Haïti*. https://www.amazon.ca/-/fr/gp/product/B08KQFZ2DQ/ref=dbs_a_def_rwt_hsch_vapi_tkin_p1_i1

5 Serge H. Moise 1988, *Fonds Haïtien de Solidarité (FHS)*. *Paru dans le Nouvelliste*.

6 Patrick Prézeau Stephenson et al., Collectif du Manifeste L'Appel du Lambi.2023. *La Cession de la Louisiane et la Rançon d'Haïti à la France : Comparaison et Analyse*.

<https://prezeau.blogspot.com/2023/09/la-cession-de-la-louisiane-et-la-rancon.html>

7 Patrick Prézeau Stephenson et al., Collectif du Manifeste L'Appel du Lambi.2023. *How can France Honor its debt to Haiti ?* <https://prezeau.blogspot.com/2023/09/how-can-france-honor-its-debt-to-haiti.html>

8 Patrick Prézeau Stephenson et al., Collectif du Manifeste L'Appel du Lambi. October 3, 2023. *Minimum Lost Economic Productivity Due to 200K Displaced People in Haiti*.

<https://prezeau.blogspot.com/2023/10/minimum-lost-economic-productivity-due.html>

9 The New York Times, 2022. *The Ransom: The Root of Haiti's Misery: Reparations to Enslavers* <https://www.nytimes.com/2022/05/20/world/americas/haiti-history-colonized-france.html>

10 Gregory Sicard, *Développement Économique d'Haïti et Perspectives*, 2021.

11 *Accord-Montana-Version-finale-PDF-publiee-dans-Le-Nouvelliste-avril-2022.pdf*

12 UNODC, 2023. *Haiti's Criminal Markets: MAPPING TRENDS IN FIREARMS*, brief prepared

by the Research and Trend Analysis Branch, United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC).

13 Ruolz Ariste. Communications. Trading Economics, 2023. *Haiti Remittances*.

<https://tradingeconomics.com/haiti/remittances>

14 Harry Loiseau, 2023. Communications.

15 Ginette Cherubin, *Le ventre Pourri de la Bête*, Les Presses de Marquis Imprimeur 2014, Editions de l'Université d'Etat d'Haïti.

16 Fitzgérald Jean, *Recommandations pour le Futur Conseil Electoral*, 2024.

MANIFÈS : APÈL LANBI



LIBÈTE, EGALITE, FRATÈNITE

LINYON FÈ LAFÒS

NOM AUTEURS YO

Co-Auteurs : Patrick Prézeau Stephenson et Gregory Sicard

Collaborateurs :

Harry Loiseau, Eddy Cavé, Serge H. Moise, Ruolz Ariste, Drelin Laguerre, Jacques François

Pauyo, Maria Dehous, Raymond Lerebours, Ginette Cherubin, Fitzgerald Jean,

Ashley Laraque.

Copyright © 2023 Le Collectif Appel du Lambi

Tous droits réservés

ISBN: 9798866669325

Entwodiksyon

Manifès sa a soti nan yon òganizasyon sitwayen Ayisyen ki onèt, ki pataje yon pwofond préokipation sou sitiyasyon aktyèl peyi a. Patriyòt yo ki sòti nan divès orizont, yo santi yon pwofon enkyetid anfas sitiyasyon kritik peyi Dayiti a jodi a. Peyi nou an ap fè fas a yon lavni enseten, gen gwo defi ak anpil pwojè ki ap mete menm egzistans li an danje. Sitiyasyon Ayiti an telman grav, li devlope yon eta dezòd ak konsekans enprevisib. Nou kwè li tan pou nou ajè ansanm, kole ak lòt pati prensipal yo tankou moun ki nan akò Montana a, GRAHN, Vè yon Éta de Dwa etc. pou eseye sòti nan latroublay nou an. Sitwayen yo, tankou gadyen orijinal souvrentè nasyonal la, ansanm ak politisyen responsab yo, yo gen devwa jwenn yon solisyon jistis ak dirab pou kriz politik kounye a. Yo dwe kenbe pwogrè demokratik ki fèt ak anpil difikilte anfas menas efondman leta a epi evite retounen nan abitrè. Ansanm, yo leve kont

11

barbari a, pou lavi, pou renesans Nasyon an, ak pou yon pi bon viv ansanm

Rezime Egzekitif Manifest la: “Apel Lambi”

- **Prezantasyon Kolektif la ak Manm li yo.** Manifest la se konpayi kolektif ayisyen ki deside transfòme peyi yo. Ou ka wè si w konnen kisa pou w fè ak Ayiti, w ap oblije peye atansyon sou plizyè sous enfòmasyon.
- **Kontèks actuel Ayiti. Ensekirite Defi Sosyal, Politik ak Ekonomik.** Ayiti fè fas ak defi konplèks tankou ensekirite, povrete ak instabilite politik. Kontèks difisil sa mete aksan sou ijans pou chanjman pwofon ak pozitif.
- **Ensans Kolaborasyon ak Gwoup Aksyon pou Chanjman** Manifest la mete aksan sou enpòtans nan laborasyon nasyonal ak kolaborasyon pami konnen yo pou simonte defi yo epi kreye yon pi bon avni.
- **Yon vizyon ki enspire pa bèl istwa nou an.** Manifest la tire enspirasyon l nan istwa rich Ayiti a, mete aksan sou valè libète, egalite ak fratènite ki te gide peyi a depi endepandans li.
- **Objektif Kout, Mwayen ak Long tèm** Manifest la etabli objektif a kout, mwayen ak long tèm, ki kouvri domèn tankou jistis, edikasyon, ekonomi an, anviwònman ak patisipasyon.
- **Princip Fondamantal: LIBETE, EGALITE, FRATÈNITE** Manifest la defann prensip libète, egalite ak fratènite, kidonk baze pwopozisyon li yo sou valè sa yo.
- **LIBETE** Manifest la defann libète laprès, endepandans nasyonal ak pwomosyon dwa moun, mete aksan sou otonomi peyi a kont enfluyans etranje yo.
- **EGALITE** Li pwopoze refòm politik ak lejilatif pou ranfòse enstitisyon demokratik yo, garanti sekirite ak Dwa, konbat koripsyon epi ankouraje egalite sosyal.
- **FRATENITE (Pwogram Sosyal, Devlopman Ekonomik ak Sosyal)** Manifest la pwopoze politik ekonomik pou ankouraje kwasans, edikasyon ak sante, ankouraje agrikilti dirab, ak ankouraje koperasyon devlopman pou devlopman dirab.
- **Anviwònman** Li mete aksan sou inisiativ pou prezève anviwònman an, pwomosyon enèji pwòp, jesyon resous natirèl yo ak desantralizasyon pou devlopman dirab.

- **Relasyon Entènasyonal** Manifest la defann koperasyon konstrikatif ak peyi vwazen yo ak kominote entènasyonal la, pandan y ap afime souverènte Ayiti ak ankouraje dyalòg ak diplomasi inovatè.
- **Patisipasyon Sitwayen** Li ankouraje patisipasyon aktif sitwayen yo nan pwosesis politik la, defann kreyasyon brigad vijilans, sèvis entèlijans kominotè ak pwomosyon yon demokrasi patisipatif ak enklizif.
- **Tranzisyon ak Plan Aksyon** Manifest la pwopoze yon estrateji pwogresis pou mete ann aplikasyon refòm yo, mete aksan sou enpòtans kowòdinasyon, sipèvizyon ak yon kalandriye aksyon nan kout, mwayen ak long tèm.
- **Konklizyon** Manifest la fini lè li reyafime angajman kolektif la pou yon Ayiti pwospere, ekitab ak ki estab. Li mande inite nasyonal, mobilizasyon sitwayen ak aksyon gwoup pou reyalize vizyon komen sa a. Manifest la reprezante yon apèl a aksyon pou tout Ayisyen, ki vize bati yon pi bon avni pou jenerasyon aktyèl ak pwochen.

TABLE SATISÈ

1. Prezantasyon kolektif la ak manm li yo (Paj 70)

2. Kontèks aktyèl Ayiti: ensekirite, defi sosyal, ekonomik ak politik (Paj 71).

3. Enpòtans kolaborasyon ak aksyon kolektif pou chanjman (Paj 74)

4. Yon Vizyon Enspire Pa la Glwa listwa Nou an (Paj 75)

5. Objektif nan Kout, Mwayen ak Long Tèm (Paj 77)

5.1 Objektif Kout Tèm: Yon Peryòd Tranziyans pou Retabli Leta de Dwa a

5.2 Konsèy Elektoral

5.3 Objektif Mwayen Tèm

5.4 Objektif Long Tèm

Pwensip Fondamantal: LIBÈTE, EGALITE, FRATERNITE

6. LIBÈTE (Paj 83)

6.1 Libète après

6.2 Wòl Medya ak Sosyete Sivil pou Asire Redisyon Kont

6.3 Retabli souverènte nasyonal la, Rediksyon depandans peyi a nan relasyon avèk lòt peyi

6.4 Ankouraje Dwa Moun ak Valè Demokratik

7. EGALITE (Paj 85)

7.1 Pwopozisyon pou Refòm Sistèm Politik ak Legislatif la

7.2 Ranfòse Enstitisyon Demokratik ak Leta de Dwa a.

7.3 Sekirite ak Leta de Dwa, Ranfòse Fòs Sekirite pou Garanti Pwoteksyon Sitwayen yo

7.4 Ranfòse Sistèm Jidisyè a

7.5 Ranfòse Fòs Polis ak Defans

7.6 Kriminalite òganize ak transfrontalye

7.7 Ayiti pwen tranzit

7.8 Kòmba kòripsyon ak kriminalite òganize. Apwoch deside ak pliridimansyonèl

8. FRATERNITE (Pwogram Sosyal, Devlopman Ekonomik ak Sosyal) (Paj 90)

8.1 Politik Ekonomik pou Estimile Kwasans ak Anplwa

8.2 Establi kòm Lèvi Ekonomik ak devlopman mon

8.3 Pòvrete ak Eksklizyon Sosyal

8.4 Transparans nan jere lajan ki deja egziste.

8.5 Devlopman Otonòm, Pwopozisyon pou devlopman Fon Ayisyen Solidarite (FHS)

8.6 Envestisman nan Edikasyon, Sante ak Enfrastrikti

8.7 Edikasyon Ki Kalite

8.8 Politik Jèn ak Esport, Pwogram Devlopman Atlet Jèn Ayisyen yo

8.9 Politik kiltirèl

8.10 Sante pou Tout Moun

8.11 Amelyorasyon Aksè a Swen Sante Ki Kalite

8.12 Modèl Sante Kiben

8.13 Enfrastrikti Moyèn

8.14 Sèvis Sivik Nasyonal

8.15 Koperasyon Entènasyonal

8.16 Diminye kwasans demografik la

9. Anviwonman (Paj 100)

9.1 Desantralizasyon

9.2 Inisyatif pou Prezève Anviwonman ak Devlopman Dirab

9.3 Pwoteksyon Resous Natirèl yo

9.4 Ankouraje Enerji pwòp yo

9.5 Edikasyon Anviwonmantal

9.6 Ankouraje agrikilti dirab

9.7 Jere Ris ak Dezaz

10. Relasyon Entènasyonal (Paj 103)

10.1 Kolaborasyon ak Peyi Voizin yo ak Kominote Entènasyonal la

10.2 2 Koperasyon Plirateral

10.3 Patisipasyon Ekonomik Stratejik

10.4 Souvènte Ayisye nan ak Dwa pou Irigasyon

10.5 Négosye avèk Lafrans yon nouvo è koperasyon

10.6 Diplomasi pou Ranfòse Lien ak Pwomouvwa Devlopman

10.7 Dyalòg Konstriktif

11. Patisipasyon Sitwayen (Paj 105)

11.1 Ankourajman Patisipasyon Aktif Sitwayen nan Pwosesis Politik la

11.2 Brigad Vigilans

11.3 Sèvis intélizans Kominotè

11.4 Demokrasi Patisipatif ak Inklizif

11.5 Patisipasyon Sitwayen nan Gouvènans la

12. Tranzisyon ak Plan Aksyon (Paj 107)

12.1 Estrateji pou Mete an plas Refòm ki Propoze yo

12.2 Etap Gradyèl

12.3 Kòdinasyon ak Ankadreman

12.4 Kalandriye pou Aksyon nan Kout, Mwayen ak Long Tèm

12.5 Aksyon nan Kout Tèm

12.6 Aksyon nan Mwayen Tèm

12.7 Aksyon nan Long Tèm

Konklizyon (Paj 110)

1. Prezantasyon kolektif la ak manm li yo

Kolektif nou an reprezante yon mosayik vwa, chak nan yo pote yon pèspektiv orijinal nan diskisyon an. Manm nou yo sòti nan divès orijin, pwofesyon ak rejyon nan peyi a. Nou chita ansanm avèk angajman pou yon Ayiti miyo, epi nou kwè divèsite nou an se pi gran fòs nou. Entegrite se yon kalite primòdyal nan kolektif nou an. Manm nou yo chita ansanm avèk angajman yo pou yon Ayiti pi bon, men yo pataje tou yon angajman fò pou entegrite pèsonèl ak onètete. Nou kwè fò nan entegrite se poto mitan kapasite pou nou enflyanse pozitivman kominote nou an epi pou n ap travay pou byen piblik la. Chak nan manm nou yo ap efòse tèt yo fè prev nan chak aksyon yo epi kenbe nòm etik wo. Sa ranfòse konfyans nan kolektif la epi asire ke efò nou pou chanjman yo baze sou valè solid. Kòm yon gwoup divèsifye, nou fye de kenbe yon kilti entegrite, paske se sa ki pèmèt nou travay ansanm anfòm pou reyalize vizyon nou an pou Ayiti.

2. Kontèks aktyèl Ayiti : ensekirite, defi sosyal, ekonomik ak politik

Nasyon nou an ap travèse yon peryòd kriz pwofon, li ap fè fas ak defi sosyal, ekonomik ak politik ki san presedan. Apre asasina prezidan Moïse la, sitiyasyon politik Ayiti a tounen plis enstab ak konplike. Asasina Moïse la kondwi nan deklarasyon eta ijans an Ayiti, ak lapèrèz nan vyolans ak enstabilite ki ogmante. Eleksyon te pwograme pou fèt nan mwa septanm 2021 pou chwazi yon nouvo prezidan ak renouvle Parلمان an, men yo te repote yo a se kòz twoub ak enstabilite. Pandan peryòd sa a, Ayiti te konfwonte avèk pwoblèm ekonomik grav, tankou enflasyon twò wo, lapòvrete ak vyolans ki jeneralize. Sitiyasyon imanite a deteryore ak lari yo ak katye yo tombe nan men gang ame, pandan koripsyon ak enstabilite politik ap malmennen baz sosyete nou an menm. Nan moman kote pouvwa defakto a rete impwisan, yon santèn de milye frè ak sè dwe kite kay yo pou tounen oswa deplase intèn oubien refijie nan lòt peyi, sitou nan Etazini. Peyi nou an ap sibi konjonkti pwoblèm lapòvrete, edikasyon, ensekirite alimantè ak sante ki afekte espesyalman pòpilasyon pi frajil yo.

Nou konsyan ki ijans pou retabli establite nan peyi nou an ak aplike règ bon gouvènans, transparans, respè dwa moun, jistis ak batay kont enpinite. Nou reyafime atachman nou an ak estanda demokratik nasyonal yo ak enstriman entènasyonal ke Ayiti se yon pati. Finalman, nou rekonèt ke mobilizasyon sosyete sivil la esansyèl pou sòti nan kriz la yon fason dirab, paske se sèlman sektè òganize nan sosyete a ki kapab kontrekare konfli enterè ant fòs ekonomik ak politik ki kontwole Leta ki febli¹¹. Okouran de pwoblèm sa a, yon gwoup sitwayen konsène kreye yon gwoup anti-koripsyon¹³.

Tandans anti-koripsyon an se yon fenomèn mondyal nan 2 dènye deseni yo. Mouvmman lejitim sa a ann amoni ak tan yo. Moun yo bouke wè peyi yo kondane a soudevlopman pa pouvwa kòwonpi. Yo vle mete fen ak koripsyon k ap travèse ekonomi an, mande responsablite e jije politisyen koripsyon yo. Yo mande tou plis jistis sosyal tankou « gilets jaunes » (vès jòn) an Frans. Ann Ayiti, nou te temwen aparisyon petro-challengers an 2018 pou mande plis jistis sosyal, atake koripsyon, mande responsablite nan men moun ki piye lajan leta yo e pou yo mennen yo devan lajistis. An Ayiti mouvmman sa a t ap grandi e li te atire plizyè milye moun nan manifestasyon yo. Laterè ki te etabli pa kidnaping, ak epidemi kowona viris la sanble te vin kampe, pou moman an, revandikasyon lejitim ak manifestasyon petro-challengers yo.

Pa gen okenn ideyoloji politik an Ayiti denie tan ca yo. Gouvènman ki soti nan kèk tan yo aplike 2 doktrin: "Se tou pam", ak "Pouvwa ke sa dure", tankou manman Napoléon te di a. Doktrin sa yo mennen moun ki rive nan pouvwa a sèlman chèche anrichi tèt yo byen vit epi kenbe tèt yo nan pouvwa a byen lontan, ninpot jen. Koripsyon an jeneralize nan tout nivo leta a. Kriz politik yo multipliyè pou kenbe pouvwa a, zafe si yo pas respecte konstitisyon yo. Lè konstitisyon ak leta dwa tounen anbarye pou doktrin sa yo, yo mete yo nan bwat fatra oswa ranplase yo ak lòt ki plis apwopriye ki konfòme pouvwa

a. Lè sa a, yo itilize fòs represe pou kraze tout pwotestasyon epi asire pèrennite yo atravè tan an. Skèm sa a repete depi an 1957. Nou dwe kase sèk visye sa a kipap menen oken kote. Yon ekip vre patryòt dwe mete fen nan "Se tou pam" ak "Pouvwa ke sa dwe"¹⁰.

Pouvwa a vle bay peyi a yon nouvo konstitisyon, y'ap t'ap swete fè asepte pa referandòm epi òganize eleksyon prezidansyèl ak lejislatif. Yon kalandri twò chaje, nan yon klima terè ak ensekirite, kijan yo pral fè sitwayen yo vote. Se anpil kote nan teritwa nasyonal la ki anba kontwòl gang ame yo. Ki jan sekirite biwo vote, votan yo ak bwat biltin vot yo pral ye. Klima a pa favorab pou òganizasyon batay elektoral. Depi an 2021, avèk konsta ekzekitif la sou kadukite mannda depite ak senatè yo, mam made'm se sou ki rejim nou ap viv. Menm lide òganize yon referandòm inkonstitisyonèl epi li entèdi pa konstitisyon 1987 an¹⁰.

Eske Ayiti vrèman bezwen yon nouvo konstitisyon? Yon lòt konstitisyon ankò pap chanje anyen. Ayiti se youn nan pi gwo konsomatè konstitisyon nan mond lan. Lòd konstitisyonèl ayisyen an konsiderableman enstab. Ayisyen yo te kapab ekri epi aplike, souvan yon ti tan, 23 konstitisyon, plis pase fransè yo: 1801, 1805, 1806, 1807, 1811, 1816, 1843, 1846, 1849, 1867, 1874, 1888, 1888, 1888, 1888, 1888. 1932, 1935, 1946, 1950, 1957, 1964, 1983, 1987. Dènye a, ki gen dat 29 mas 1987, se li ki te dire pi lontan e ki kraze rekò ak 36 ane an fòs. Prèske chak gouvènman te ekri pwòp pa yo e pafwa menm plizyè pandan tan yo sou pouvwa a; Divalye yo te pibliye kat. Kisa ki chanje? Etazini gen menm konstitisyon depi 17 septanm 1787! Lafrans te konnen sèlman 5 repiblik nan plis pase 200 ane depi Revolisyon fransè a. Ayiti pa gen yon pwoblèm nan konstitisyon men nan ekip ak koripsyon masiv ki dwe debarase pou chanje bagay yo epi pote pwogrè nan peyi a ak popilasyon li. Konstitisyon yo ka amande ak adapte nan diferan moman pou fasilite jesyon zafè piblik. Sa ki an 1987 la kapab amande pour senplifye serten modus operandi. Nou pa wè gwo oratè oswa gwo notab tankou nan asanble konstitiyan ki te ekri konstitisyon 1987 la prezan jodi a pou ba nou yon konstitisyon valab. Pou devlope li, yon asanble konstitiyan ki gen 60 manm, ki te fòme ak yon sèten kantite istòryen, ekonomis, sosyològ ak espesyalis legal, kèk nonmen pa pouvwa an plas, lòt moun eli (1/3), rès la nonmen pa asosyasyon sosyo-pwofesyonèl, sendika ak pati politik yo, te travay pandan mwa ap konsilte lòt ekspè. Vòt yo, atik pa atik ak tout deba yo, te fèt nan moman an dirèk sou Radyo ak Televizyon Nasyonal pou yo rive nan tèks final la. Yo te voye anpil pwopozisyon soti nan tout sektè nan sosyete a epi yo tout te li ak pran an konsiderasyon. Chak atik te vote pa yon majorite elektè yo. Te gen Mirlande Manigat, yon konstitisyonèl pa fòmasyon, istòryen Georges Michel, biznisman ekriyen Serge Villard, Doktè Roy, avoka Chantal Hudicourt Ewald, elatriye, pou nonmen jis kèk.

Tèks yo pwopoze sou prezidans Jovenel Moise ak Gouvènman Ariel Henry sanble anpil dout ak limit dwa sitwayen yo ak pouvwa yon sèl asanble. Tèks la devlope pa nou pa kon qui moun, ki enpoze san

deba piblik sou popilasyon an ak atik trè kontwovèsyal ki gen kontni reyèl ak konsekans yo pa konnen.

Pou rezoud pwoblèm ki gen rapò ak doub nasyonalite ak lòt pwoblèm, epi tou pou elimine koripsyon nan mitan depite ak senatè, yon nouvo konstitisyon pa nesesè. Nou dwe amande konstitisyon 1987 la epi eli depite ak senatè onèt. Pou genyen chanpyona foutbòl, klib jwenn pi bon jwè yo men yo pa chèche chanje règ foutbòl yo. (1) Sous Le Nouvelliste 29/03/21 "Apati Konstitisyon 1987 la 34 an apre" ak Entèvyou 31/03/21 Le Point, Radio and Télé Métropole pa Chantal Hudicourt Ewald 10.

3. Enpòtans Kolaborasyon ak Aksyon Kolektif pou Chanjman.

Devan tablo sòmb sa a, nou kwè anpil pou chak moun angaje tèt li nan batay kolektif ki ap vini an. Se sèlman avèk kolaborasyon tout moun ak chak moun ke nou ka reyisi retabli diyite peyi nou an ak ofri yon lavni ki plen pwomès pou jenerasyon prezan ak fiti yo. Nou detèmine pou nou depasé diferans nou ak ranmase fòs nou ansanm pou lanse Momentum ki dwe mennen nan yon chanjman pwofon ak otantik, ki kapab kontkare fòs destriksyon ki ap travay kounye a nan peyi nou.

Tout analis lisid ak serye osijè sitiyasyon sila a, tankou politisyen, sindikalis, atizan, pwofesyonèl ak lòt òganizasyon nan sosyete sivil la, yo dakò sou nesite pou dyalòg la, ki dwe koupé faché avèk pratik nòmal nou yo, sitou, pratik pale wo e fò pou pa di anyen. Yon dyalòg veritab sòti nan ajansman la pawol ak aksyon konsèkan. Yon nan chef deta nou yo, nan yon diskou li te bay nasyon an, te fini pa di : Pi gwo pwoblèm Ayiti a se eta lamentab Ayisyen. Èske se yon bag, ki t ap sòti nan dezespwa li nan moman sa a, oswa, menm jan anpil lòt moun anvan li te di, nou ka site: Louis Joseph Janvier, Jean Price Mars, Jacques Stephen Alexis, Jacques Roumain, elatriye ki, atravè ekri yo ak pozisyon yo, te mete nou en gad kont pwop tèt nou ⁵ .

Nan ekri manifès sa a, nou fè sonnen "lambi" tradisyonèl la pou mobilize tout sitwayen ki konsyan nesite pou sispann éspirale deskriptif nou ye a. Nou pa kapab rete ankò kom espektatè endiferan gade peyi a tonbe pifon anba pwa kriz ki aktièl a. Kidonk, nou envite chak Ayisyen jwenn chemen linyon ak kontribye nan konstriksyon yon Ayiti otonòm, demokratik, ak libere ki sòti anba men bandi ame ak nan men moun ki komande yo, kelke swa kote yo soti. Ansam, nou kapab fè diferans lan epi fòme yon lavni kote espwa, sekirite ak pwospèrite pa rete mo vid.

Tout sa a, an akò avèk deviz nasyonal nou an ki gide aksyon nou yo: "LIBÈTE, EGALITÉ, FRATERNITÉ" ak "L'UNION FAIT LA FORCE".

4. Yon Vizyon ki Enspire pa Istwa Gloriyez Nou

Aspirasyon nou pou Ayiti se pou nou retwouve diyite ak grandè ki te makonnen listwa nou an. Premye Repiblik Nwa lib ak endepandan nan lemonn, istwa nasyon nou an gen moman estabilite ak pwospèrite, kote pèp nou an te demontre rezilyans ak inite l 'pou konbat defi yo. Nan paj istwa nou an, nou jwenn gouvènman ki, menm si yo te kontwòvèse nan moman yo, te tounen temwen kapasite nou pou kenbe yon direksyon ki estab ak pwogrese kolektivman pandan nou aksepte ak respekte kilti ak orijin plurièl nou yo. Avèk yon popilasyon ki konpoze pou plis pase 95% de moun ki gen orijin afriken, se enpòtan pou nou selebre ak respekte chak moun nan idantite yo toutotan nou rekonèt dwa minòrite yo.

Nou aprann meprize valè kiltirèl nou yo pou benefis pratik ki sòti nan lòt kote, sa kreye nan nou yon nouvo kalite kolonize. Nou pa konnen tèt nou, se prensipal kòz echèk estriktirèl nou yo, otan mantal ke nan enstitisyon nou yo, sa ki eksplike enkapasite nou pou oganize tèt nou yon fason ki konsidere pwòp espesifikite nou kòm pèp. Se sa ki fè Frantz Fanon deklare ke Ayisyen ki tradisyonèlman nan batay, dwe fè yon desann nan lanfè pou renèt sòti nan sann li yo poul mache devlope tèt li ⁵.

Eminan konpatriot nou Antenor Firmin, an repons a kesyon sa a: Kisa poun fè pou regenere Ayiti, te di sa a: Nou dwe adopte sinsèman ak lwayote, lakay nou menm, prensip ak pratik ki pèmèt devlopman ti peyi jèn yo, kòmkiwa se grandfrè nou, ki grandi ak pwogrè atravè travay, edikasyon ak libète. Men samblé nou pa t 'tande, sa pat pi enpòtan pou nou ⁵ ?

Kilti nou an rich ak admire nan le mond akòz li plurièl. Fòk nou toujou kenbe sa a nan tèt nou. Prejije ak rasis, kelke swa orijin yo, pa gen plas yo ak pap tolere. Respè pou lòt ak apresyasyon divèsite se kle pwogrè ak devlopman ekonomik nou an. Se enpòtan pou nou sonje ke chanjman nou vle a epi devlopman dirab sòti nan efò nou epi konpreyansyon mityèl nou, epi li pa sòti nan fenomèn espontan. Paske pa gen jenerasyon espontané, fòk nou inspire tèt nou, pami zòt, nan ideyal gwo pansè Ayisyen orijinal ki te kite panse yo atravè ekrit yo, pou gide wout nou nan renesans peyi nou an ak yon lavni miyò. Ansam, nan divèsite nou an, nou pi fò.

Peryòd ki te gen gouvènans ki t'ap gide ak aksyon konsèkan, ilistre potansyèl pèp nou an pou fè pwogrè ki dire. Lè nou aksepte plènmàn idantite plurièl nou yo epi nou mete tèt nou an premye nan devlopman sivilizasyon an, Ayisyen yo ap ranfòse inite yo kòm yon nasyon epi ap kontribye nan akomplisman dyaspora yo.

Enspirasyon nou an soti nan istwa gloriyez sa a, nou kwè nou ka fè fas ak defi kounye a epi bati yon lavni kote lapè, jistis ak pwospèrite ap tounen reyalyte ankò pou chak Ayisyen. Objektif nou se mobilize

popilasyon an alantou yon vizyon komin, enstale refòm ki gen rapò ak pwoblèm striktirèl yo ak lansé devlopman ekonomik ak sosyal. Nou angaje pou n'ap chache nan eksperyans pozitif nan tan ki pase yo pou kreye yon anviwònman ki pèmèt pou nasyon nou an devlope tèt li epi pou reyalize vizyon kolektif nou an.

Lè nou pran an kont istwa nou, lè nou aprann nan gouvènman ki te ofri estabilite ak pwogre, tou lè nou aksepte ak aprann nan erè ki te fet yo, nou ka jwenn enspirasyon pou konbat defi ki presan ak ki pral vini. Vizyon nou an pran fòs li nan siksè ak echèk nan tan ki pase a pou evite fè menm erè yo ankò. Nou detèmine pou n'ap louvri yon chemen ki ap mennen yon lavni kote Ayiti pral klere ankò nan tout bote li.

5. Objektif nan Kout, Mwayen, ak Long Tèm

5.1 Objektif Kout Tèm: Yon Peryòd Tranzisyon pou Retabli Règ Lalwa a

- Retounen nan konstitisyon 1987 la ki pa t chanje; prezidan tranzisyon an dwe chwazi pami jij Lakou Kasasyon an.
- Kreyasyon yon Konsèy Granmoun ki konpoze de 13 manm, youn pou chak nan 10 depatman yo ak twa pou reprezante dyaspora a (youn pou Amerik di Nò, youn pou Ewòp/Afrik, ak youn pou Karayib/Amerik di Sid). Konsèy sa a pral ajè kòm youn palman pou sipèvize branch egzekitif la epi asire bon aplikasyon plan aksyon an. Li ka retire Prezidan an ak Premye Minis la pou move konduit grav ak gwo trayizon. Li pral asire yon respè strik pou manda tranzisyon an; anpeche abi pouvwa ak nominasyon patizan; garanti entegrite pwosesis elektoral la; epi sèvi kòm youn ògan medyasyon nan ka ta gen youn kriz enstitisyonèl.
- Premye Minis la pral chwazi pa Konsèy Granmoun yo.
- Plan aksyon pou gouvènman tranzisyon eksepsyonèl sa a:
 - Retabli sekirite sou tout teritwa nasyonal la
 - Òganize konferans nasyonal la
 - Òganize eleksyon yo
- Dire tranzisyon sa a se youn ane. Y ap bay youn peryòd 4 a 6 mwa pou retabli sekirite a epi an menm tan lanse konferans nasyonal la. Yon fwa sekirite a etabli, òganizasyon eleksyon yo ap kòmanse, pran an kont paramèt yo rekòmande nan paragaf 5.2 la.

Nou angaje n pou n travay san pran souf pou reyalize vizyon sa a. Pou sa, n ap etabli objektif klè, ak youn delè byen defini, ki pral gide aksyon nou yo nan direksyon devlopman dirab ak youn estabilite renouvle. Sekirite: retablisman gradyèl kontwòl leta sou teritwa a, sekirize wout vital yo, pwoteje popilasyon an, epi rekòmanse sèvis piblik yo youn fason minimòm.

Sekirite: Retablisman gradyèl kontwòl leta sou teritwa a, sekirize wout vital yo, pwoteje popilasyon an, epi asire fonksyonman minimòm sèvis piblik yo. Eleksyon: Etabli kondisyon teknik, legal ak sekirite ki nesè pou eleksyon kredib, enklizif, epi verifye, ki mennen nan enstalasyon otorite eli yo. Mete fen nan vyolans gang ame yo epi retabli sekirite nan kominote yo. Poze fondasyon pou konbat koripsyon epi ankouraje transparans nan gouvènans. Ranfòse kapasite enstitisyon lokal yo pou satisfè bezwen

fondamantal popilasyon an. Retabli ak ranfòse enstitisyon ki jwe yon wòl santral nan vizyon nou an, tankou inisyativ sosyete sivil la, se yon bagay ki esansyèl. Nou kwè fèmman ke enstitisyon solid yo esansyèl pou asire establite, jistis ak pwogrè nan nasyon nou an. Kolektif nou an angaje pou travay aktivman pou reyabilitasyon ak ranfòsman enstitisyon ki deja egziste yo, pou asire ke yo fonksyone yon fason transparan ak etik. Sa enplike tou retabli konfyans piblik la nan enstitisyon sa yo, ki enpòtan anpil pou yon gouvènans efikas. Nou pral kolabore ak ekspè lokal ak entènasyonal yo pou amelyore kapasite operasyonèl enstitisyon sa yo, pou asire ke yo ka byen reponn a bezwen fondamantal popilasyon an, ankouraje jistis epi konbat koripsyon. Lè nou retabli ak ranfòse enstitisyon serye ak responsab, nou pral poze fondasyon pou yon avni ki pi an sekirite, ki pi pwospè ak ki pi ekitab pou tout Ayisyen.

Yon envantè nesès pou wè Ayiti nan lagè kont gang. Nou pa kapab pale de ensekirite ankò men de lagè. Ensekirite se lè nou wè krim komen, rache, vòl domestik elatrie. Sitiyasyon sa a se lajman demode nan peyi nou an jodi a. Popilasyon tout klas sosyal yo viktim kidnaping. Kidnape yo twouve yo fèmman ak 40-50 moun nan selil kap tann jiska plizyè mwa pou yo lage yo kont ranson. Aktyèlman fleo a pa kontwole. Gang yo kontwole teritwa kote yo fè respekte lalwa yo epi yo kenbe entrepriz, biznis ak rezidan yo pou ranson epi chaje frè pasaj. Teritwa sa yo pèdi pou Leta. Entrepriz ak biznis fèmman pòt yo nan zòn san lalwa sa yo, yo pa kapab opere akòz mank de kliyan oswa refize peye dwa pasaj astwonmik oswa ranson bay gangster. Kantite moun ki deplase yo, akòz atak gang sou sèten katye ak vil ak destriksyon kay yo, se plizyè dizèn milye. Nou dwe rele bagay yo sa yo ye epi rekonèt ke Ayiti nan lagè kont gwoup ame.

Lè nou rekonèt eta lagè sa a, li vin nesès pou mete an plas mwayen an tèm de pèsònèl militè ak ekipman pou genyen lagè sa a. Yon separation ak politik previzib defèt gouvènman tranzisyon Ariel Henry nesès. Pa bezwen gen polisye etranje ki pa ekipe epi ki pa gen volonte pou goumen ak risk lavi yo pou sove Ayiti. Anplis, yon lagè pa tonbe anba jiridiksyon ofisye lapolis yo. Nou bezwen yon lame. Nou bezwen rekrite sòlda, èd sòlda etranje yo pou antrene yo nan lagè iben geriya, fè komando taktik sa yo operasyonèl pi vit posib epi ba yo ekipman apwopriye: zam konba, tank blende ki ekipe ak kanon oswa mitray, dron ak elikoptè. Li pa ase yo resevwa machin ranspòtè twoup!

Koperasyon ekstèn esansyèl pou jwenn ekipman ki nesès yo. Yon apwòch diplomatik pou eseye rezoud pwoblèm anbago ekipman militè Etazini an kont Lame Dayiti dwe pouswiv. Efò yo dwe fèt sou tou de bò, ayisyen ak ameriken, pou redwi e pètèt elimine zam ak minisyon ki soti nan peyi Etazini pou gang. Kontenjan militè etranje yo ka ede nan operasyon ak zam apwopriye pou genyen lagè sa a pi vit. Opsyon pou jwenn patnè pou koperasyon ak zam dwe konsidere.

5.2 Konsèy Elektoral

Nou pito pale de Konsèy Elektoral (CE) e non de Konsèy Elektoral Pwovizwa (CEP). Konsènan òganizasyon eleksyon yo ak Konsèy Elektoral la (EC), kolaboratè ak ekspè nan sijè konsilte yo dakò sou pwen sa yo:

Nou dwe defini yon kad oryantasyon estratejik (COS): Misyon, vizyon, aksyon. Lè sa a, politik jeneral la parèt atravè kat gwo konsiderasyon:

- _ Endepandans ak otonomi CE a
- _ Politik transparans ak komunikasyon
- _ Politik entegrasyon egal ak konsiderasyon apwòch sèks yo
- _ Jesyon pwosesis elektoral la. 15

1) Fè Konsèy Elektoral la (EC) vreman apolitik selon volonte Konstitisyon 1987 la ki prevwa yon enstitisyon pèmanan epi retire li nan estati pwovizwa etènèl li. Dire manda konseye EC yo ta dwe defini epi yo pa ta nesèsman sijè a sa ki nan sik elektoral aktyèl la. Li ta ka pi long epi pwolonje omwen nan eleksyon lejislatif yo ki dwe swiv, dapre konstitisyon 1987 la, 4 ane apre. Konpozisyon EC a ka konfime oswa modifiye pa lejislatè, yon fwa chanm yo rekòmanse travay yo apre eleksyon yo, yo pwofesyonnalize li epi fè li menm plis endepandan de pouvwa egzekitif la. Konsa nou ta evite febli EC a epi soumèt li bay egzekitif ki òganize eleksyon yo. Sa tap evite gaspiyaj resous yo ak disappropriation yo yon fwa eleksyon yo fini. CE pèmanan ta garanti siveyans ak siviv ekipman ak resous li yo. Eta a pa ta bezwen depanse chak fwa pou rekree yon CE epi bay machin, biwo ak ekipman sou yon echèl nasyonal chak fwa, sa ki te ka a depi eleksyon 1990 yo!

2) Rete otank posib ak lespri ak lèt Konstitisyon 1987 la konsènan chwa ak nominasyon konseye ki fòme EC a. Vrèmanvre, depi 1987, nou wè sektè ki pa prevwa nan konstitisyon an yo regilyèman rele pou pwopoze kandida. Dapre Konstitisyon 1987 amande a, chwa konseye yo soti nan 3 pouvwa yo: egzekitif, lejislatif ak jidisyè. Sepandan, konpozisyon EC a pa ta dwe deplase pi lwen ak pi lwen nan konstitisyon an ak chak nouvo sik elektoral. Nou dwe asire tou ke yo se moun ki kalifye, pwofesyonèl, kalifye e ke yo se teknisyen apolitik. 16 Konsèy elektoral la yon fwa konstitye ta dwe pa vòt chwazi prezidan li ak direktè egzekitif la nan EC a yo dwe endepandan e ke yo a pa gen redevans anvè pèsonn.

3) Sèvi ak lwa elektoral 2008 la ki ka amande, konsa gen yon lwa elektoral definitif, olye ke yo oblije prezante yon nouvo chak sik elektoral. Etap sa a kote EC a dwe, an konsè ak Egzekitif la, revize dènye lwa yo te itilize a, soumèt li bay Palman an pou adopsyon answit promulgasyon pa Egzekitif la, nesosite

pwolonje pwosesis elektoral la ak bay enpresyon ke lwa elektoral la, tankou CE a, fet pou pouvwa an plas la, pou òganize eleksyon yo nan objektif pou kenbe tèt li oswa benefisye moun ki pwòch li. 16

4) Fè EC a otonòm ak endepandan lè w bay li yon bidjè adekwat e regilye pou fonksyoneman li, ki enkli ant 2 sik elektoral. Yo dwe prevwa CE a nan bidjè anyèl Repiblik la. Nan pratik, EC a depann anpil de Egzekitif la epi apre eleksyon yo enstitisyon an neglijè ak akimile dèt pou lwaye a nan lokal li yo (BED ak BEC) ak aryere salè pou anplwaye li yo ak konsiltan. Manda manm konsèy yo pa dwe fini apre eleksyon epi yon nwayo anplwaye pèmanan dwe rete nan biwo yo. 16 Koripsyon kapab tou yon tantasyon pou moun ki gen manda yo kout e ki pa sèten, lè yo vize fè lajan nan tan limite yo ba yo. Daprè nou, li enperatif pou nou rive tabli yon Konsèy Elektoral Pèmanan.15

5) Kenbe teknisyen CE nan yon apwòch pou konsève memwa enstitisyonèl ak kapasite teknik. Malgre anpil efò, anplwaye enstitisyon an toujou pa gen estati fonksyonè sivil yo, ki ta ba yo dwa pou yo jwenn sèten privilèj ak pwoteksyon, tankou aksè a yon pansyon. 16

6) Piti piti libere CEP a de nesesite pou asistans teknik entènasyonal nan ranfòse pwòp kapasite teknik li. Patisipasyon òganizasyon entènasyonal yo tankou ajans Nasyonzi yo ak lòt ONG kontribye nan perpètuer pèsèpsyon entèferans etranje nan pwosesis elektoral la ann Ayiti, kidonk yon risk pou yo febli tout pwosesis la. Idealman, patisipasyon òganis entènasyonal yo nan pwosesis elektoral ayisyen an ta dwe limite nan obsèvasyon elektoral pou garanti transparans, selon modalités defini nan EC a. 16

7) Se eleksyon nasyonal ki gen finansman ki dwe se Leta ayisyen sèlman, san yo pa mande èd etranje, pou evite enflayans lòt peyi yo nan rezilta ak rezolisyon konfli apre eleksyon yo. Pou diminye depans eleksyon yo, yo ka jwenn yon solisyon nan mobilizasyon sivil ak patisipasyon nan pwosesis elektoral ofisyèl piblik, etidyan ak volontè, ki nan konpansasyon, ta resevwa mezi ankourajman tankou: bonis, bous detid frè etid, egzansyon taks, frè prezans oswa lòt salè menm jan an. 15

8) Yon kondisyon pou pwosesis elektoral la se idantifikasyon sitwayen ki gen laj pou vote. Nòmalman, se prerogative Biwo Idantifikasyon Nasyonal (ONI) ki responsab pou idantifye tout sitwayen epi fè ekstraksyon granmoun epi transmèt yo bay CE a. Sepandan, sistèm ayisyen an gen yon feblès fondamantal, tankou anpil peyi afriken, sètadi enkapasite pou ONI pou netwaye sitwayen ki mouri nan baz done li. Sa a se yon pwoblèm eta sivil ki poko rezoud an Ayiti pou plizyè rezon, tankou mank de anrejistremman sistematik nan lanmò ak dikotomi vil/riral. Tipikman, pwoblèm nan kontourne lè w fè enskripsyon elektè chak sik eleksyon, yon pwosesis ki koute chè epi ki pran tan. CE a pral fè fas a yon dilèm: swa pwodui lis elektoral sou baz done ONI a bay, ki pral defòme pousantaj patisipasyon yo e menm rezilta yo oswa swa fè yon operasyon espesyal enskripsyon votè ki pran anpil tan. Ijans nan yon

sèvis modèn estati sivil kote enskripsyon nan nesans ak lanmò se obligatwa, otomatik ak enfòmatrik dwe adrese. Sa ta vle di yon chanjman nan sèten pratik kiltirèl, sitou nan zòn rural yo. Sa a se yon pwoblèm trè konplèks akòz absans Leta nan rejyon ki lwen men tou ki gen mwens moun.¹⁶

9) Yo dwe prezante vòt elektwonik nan gwo vil ak rejyon kote li posib, kote gen elektrisite ak aksè nan mwayen ijans nan ka ta gen pann kouran. Okòmansman, vòt elektwonik ak vòt sou papye ka viv ansanm pou rasire popilasyon an epi piti piti ranplase li ak youn elektwonik. Sa ap anpeche boure bilten oswa ranplasman, pèmèt dyaspora vote nan konsila epi jwenn rezilta rapid. Lojisyèl pou kalkile dansite popilasyon nan diferan rejyon ak itilizasyon yon sistèm byometrik ka limite fwod.

10) Kantite pati politik ak kandida kap patisipe nan eleksyon yo dwe limite pou evite dezòd, eksè ak danje fwod jou eleksyon an, nan biwo vòt ki piti anpil kote plizyè douzèn oditè ak reprezantan pati yo vle prezan. EC a dwe ankouraje pati ki gen menm tandans pou yo ini alantou menm platfòm la ak yon lis kandida komen. Nou dwe ankouraje kowalisyon, mande pou yon kantite minimòm manm, pou egzanp 2% nan votè ki anrejistre pou patisipasyon yon pati nan konkou yo, kapab prezante kandida pou omwen 10% nan pozisyon elijib oswa enpoze yon garanti lajan sibstansyèl sou pati yo ki pa konfòme.

11) Yo ka etabli yon konte pa depatman pou evite gen pou transpòte tout bwat bilten yo nan kapital la, pou yo boure yo epi ranplase yo, epi konsa akselere rezilta yo.

12) Mete karantèn rapò dekont, definisyon: karantèn yon rapò dekont si yon kandida depase 300 vòt nan menm biwo vòt la. Rapò sa yo dwe anrejistre epi retabli apre verifikasyon an prezans moun ki konsène yo. Li nesèsè pou konte kantite rapò konte karantèn yo epi pou yon rapò yon jistis depè fè pou pran nòt sou rapò ki gen rapò ak karantèn lan. Sa a se talon Achilles nan sant tabulasyon a. San yon kontablite strik ak kontwòl sou rapò karantèn yo, yo louvri pou manipilasyon posib pou diminye oswa ogmante kantite rapò konte yo mete nan kenbe.¹⁵

Pou fini, vijilans tout moun, nan tout nivo, nan tout etap pwosesis elektoral la rete yon obligasyon. Nou dwe kreye yon chèn entèn vijilans.¹⁵

Sijesyon pou CE a soti nan entèvyou ki te fèt nan seksyon Le Point nan Radio Télé Métropole nan dat 9 jiyè 2024 ak Madan Micheline Figaro, Konseye KEP a pou eleksyon 2000 yo, ak Mesye Lemoine Boneau, jounalis ki kouvri tout eleksyon 24 dènye ane yo. Mesye FitzGerald Jean, diplome nan Syans Enfòmatrik, ekspè elektoral, ofisyèl Nasyonziini ki gen 15 ane nan Repiblik Demokratik Kongo te patisipe nan redaksyon sijesyon yo. Madam Ginette Cherubin, Achitek, Minis Kondisyon Fanm ak Dwa Fanm 1996-1997, Konseye KEP a pou eleksyon 2007-2011 yo e otè yon liv sou eksperyans li "Vant pouri bèt la" te konsilte e nou te pran an konsiderasyon rekòmandasyon ki nan liv li a.

5.3 Objektif nan Mwayen Tèm

- Fasilite aksè a yon edikasyon kalite pou tout Ayisyen yo
- Envesti nan enfrastrikti edikatif yo
- Fòme pwofesè ki konpetan
- Ranfòse tout enstitisyon yo epi espesyalman sistèm lajistis la
- Etabli yon asirans sante pou tout moun
- Ankouraje kreyasyon travay ak opòtinite ekonomik pou diminye tò chomaj ak lapovrete.
- Ankouraje patisipasyon sitwayen ak ranfòse mekanis yo nan kad demokratik pou asire reprezantasyon ak responsablite lidè yo.
- Relanse endistri tòuwis. Egzamine potansyèl yo ak envestisman ki nesèsè yo.
- Eksploite resous anba tè nou an respektan anviwònman an epi retabli anviwònman an lè li afekte pa ekstraksyon resous sa yo.

5.4 Objektif nan Long Tèm

- Asire bon fonksyonman ak dirabilite mekanis yo mete an plas pou konbat koripsyon.
- Bati enfrastrikti solid, dirab pou sipòte devlopman ekonomik ak sosyal alontèm.
- Asire aksè ekitab nan bon jan kalite sèvis sante pou tout Ayisyen nan amelyore enstalasyon medikal yo ak fòmasyon pwofesyonèl sante yo.
- Fè Ayiti yon jwè respekté sou sèn entènasyonal la nan kiltive patenarya estratejik ak kontribye pozitivman nan defi mondyal yo.

Ansanm, nou pran angajman pou nou travay nan direksyon pou objektif sa yo, mobilize resous, konpetans nou ak detèminasyon nou yo. Chak etap akonpli ap mennen nou byen fèm pi pre vizyon nou nan yon Ayiti pwospere, respekté ak pwospere. Peyi nou an merite yon pi bon avni, e se nan travay ansanm ke nou pral fòme li.

Prinsip Fondamantal yo: LIBÈTE, EGALITE, FRATÈNITE

6. LIBÈTE

Kolektif nou an se yon kolektif ki baze sou valè ak prensip ki fò, yo gide aksyon nou pou transfòmasyon pozitif Ayiti. Nou kwè fèm nan demokrasi, jistis, egalite, ak transparans tankou fondasyon esansyèl yon sosyete ki ap pwospere. Men, nou rekonèt ke sitiyasyon kounye a mande mezi eksepsyonèl pou soti nan kriz la. Libète chak sitwayen dwe asire. Libète ekspresyon, libète total laprès, libète pou moun deplase lib et libè sou teritwa a san yo pa gen kont a ran oswa yo pa ka pase devan gang yo. Libète pou fè komès selon sa lalwa preskri a. Wòl lame a, polis la, ak jistis la se kle pou asire libète sa a.

6.1 Libète Laprès

Nap prezève libète laprès an kreyan yon anviwònman kote jounalis ka fè travay yo an tout sekirite, san yo pa pè reprezay. Nap ankouraje yon jounalis responsab ak objektif, ki enfòmè piblik la epi mete otorite a an kesyon.

6.2 Wòl Medya ak Sosyete Sivil la nan Asire Responsabilite

Nou rekonèt wòl enpòtan medya endepandan yo ak sosyete sivil la ak chanm yo (senatè ak depite yo) nan kontwole aksyon gouvènman an, ankouraje transparans ak asire ke aktè piblik yo responsab pou desizyon yo. Nou pral sipòte libète laprès epi ankouraje òganizasyon sosyete sivil ki kontribye nan responsabilite.

Diminye depandans peyi a sou peyi etranje yo ka abòde yon fason efikas sèlman si elit politik yo rekonèt defi sa a kòm yon pwoblèm fondamantal epi angaje yo nan li yon fason responsab, evite demagoji ak ipokrizi. Li esansyèl pou konprann ke solisyon an pa ka jwenn nan kout tèm. Sepandan, li enperatif pou poze premye fondasyon yo kounye a, lè nou rekonèt ke viabilite peyi a konpwomèt toutotan li rete depann anpil de èd ekstèn pou siviv li 2.

Se poutèt sa, li nesesè yo devlope yon plan solid pou redwi piti piti depandans sa a. Plan sa a dwe genyen objektif reyalis ak mezi inovatif ak estriktirèl pou mobilize dyaspora a yon fason enpòtan 2.

6.3 Retablisman souverènte nasyonal la, Rediksyon depandans sou deyò

Rediksyon nan souverènte nasyonal la gen enplikasyon enpòtan, tankou ogmante depandans sou kominote entènasyonal la pou divès aspè nan gouvènans. Kounye a, Ayiti dwe lanse apèl bay kominote entènasyonal la pou l finanse bidjè nasyonal li yo, òganize eleksyon li yo epi asire sekirite teritwa li ak sitwayen li yo. Eleman kle souverènte nasyonal sa yo an pati chape anba kontwòl total Leta ayisyen an echèk la, ki mete an dout sou vrè dimansyon souverènte sa a 2.

Pou remèd sitiyaasyon sa a, li esansyèl pou ranfòse souverènte nasyonal la nan devlope yon ekonomi ki pi endepandan epi piti piti redwi depandans sou èd etranje. Ranfòse souverènte nasyonal la esansyèl pou pèmèt Ayiti pran kontwòl desten ekonomik ak politik li. 2

Li ijans pou ladwann fonksyone byen, pou kontwole tout sa ki antre nan peyi a e asire ke tout moun peye devwa egalman, pou bay Leta revni e konsa rann li pi otonòm.

6.4 Pwomosyon Dwa Moun ak Valè Demokratik

Nou pral defann avèk rezolisyon dwa moun, demokrasi ak libète fondamantal nan entèraksyon entènasyonal nou yo. N ap jwe yon wòl aktif nan pwomosyon valè inivèsèl, pandan n ap respekte souverènte ak patikilye kiltirèl chak nasyon.

Lè nou konsolide relasyon entènasyonal nou yo, nou vize ranfòse pozisyon Ayiti sou sèn mondyal la, etabli patenarya ki benefisye mityèlman epi kontribye nan lapè ak pwosperite mondyal.

7. EGALITÉ

Égalite a ekri nan deviz nasyonal nou an. Enklizyon ak Divèsite nan kè kolektif nou an gen ladan yon angajman pwofon pou pwoteje ak fè pwomosyon dwa moun. Nou rekonèt valè chak moun genyen epi nou angaje pou asire ke dwa fondamantal tout Ayisyen respekte ak pwoteje. Enklizyon ak divèsite se yon poto mitan aksyon nou yo, paske nou kwe nan fòs ak richès pliralite peyi nou an.

Pandan demach nou an, nap louvri zòrèy nou bien gran sou vwa pèp la, an asirant ke tout opinyon ak pèspektiv yo pran an konsidèrasyon. Angajman nou pou transparans mennen nou fè rapò sou aksyon ak desizyon nou yo, pandan nap etabli mekanis kap kontwole ak mande responsablite pou kenbe entegrite kolektif nou an.

Lè nou mete ansanm valè fondamantal yo ak yon apwòch pragmatik pou sòti nan kriz la, kolektif nou an detèmine pou travay pou yon Ayiti plis fò, plis jis, ak plis ansanm. Wout nou an ka parèt kourajè, men nou kwe fò nan lè sa li nesesè pran mezi radikal pou mennen nasyon nou an nan yon lavni miyò.

Nou rekonèt ke pou kreye yon lavni estab ak pwospè pou Ayiti, fòk gen gwo refòm nan enstitisyon nou yo pou asire egalite pou tout moun. Nou pwopoze chanjman ki kourajè ki vize retabli lòd, ranfòse gouvènans, ak asire estabilté a long tèm.

7.1 Pwopozisyon pou Refòm nan Sistèm Politik ak Lejislatif la

Nan kad tranzyisyon an, nou sijere tanporèman redefini atribisyon pou lalwa ak jij yo. Mezi sa a vize konsantre efò sou refòm ki nesèsè nan strikti yo, tout sa nan objektif evite problem politik ki te bloke pwogrè fèt nan ane pase yo. Li enpòtan pou asire bon mache tranzyisyon an, ranpli espas ki vid nan enstitisyon yo nan nivo pouvwa ekzekitif, lejislatif, ak jidisyè, tout sa nan kad pou pèmèt yo ka kontinye fonksyone kòm sa dwa pandan tranzyisyon an, pandan tou pèmèt yo akeyi wòl pèmanan ak kontinyè yo. Nan kad sa a, nou rekonèt ak nou sipòte ògan transita ki te kreye nan atik 7 nan akò Montana a. Aprox tanporè sa a vize asire yon jèsyon efikas ak koòdone zafè piblik pandan tranzyisyon an, avèk objektif retabli lapè ak prepare teren pou tounen nan yon demokrasi entegral.

Lwa kont koripsyon yo te vote ak yo nan vigè kounye a sou tout teritwa Ayiti. Tout bank Repiblik la oblije aplike yo. Li enpòtan pou enplike Bank Sentral Repiblik la ak Tribinal Kont yo pou asire ke anplwaye nan Leta tankou Prezidan Repiblik la, minis yo, kad yo, ak fonksyonè yo sijè menm kritè kont koripsyon ke lòt moun yo. Bank yo dwe fè sa ki nesèsè pou kòmbat koripsyon an ak fè lwa yo respekte .

Lisaj machin Leta ki gen plak "Sèvis Leta" dwe limite ak sevis leta. Iminite parlamantè yo dwe leve pou tout krim, sa yo gen ladan kòripsyon, fwod fiskal, ak devyasyon fon piblik¹⁴.

Nou pran angajman pou tout Ayisyen, ke yo nan peyi etranje ou sou tèritwa nasyonal la, gen menm dwa. Nou sipòte rekòtè dwa doub nasyonalite, sa a se pou pouse divèsite ak dialòg. Nou pral kenbe modifikasyon konstitisyonèl ki gen rapò ak doub nasyonalite, sa a ap pèmèt sitwayen nan 11 depatman yo patisipe aktivman nan echanj, an men tan yo kenbe koneksyon fò ak Ayiti.

Laguerre nan liv li yo, pibliye an 2020, defann ke pou ankouraje devlopman Ayiti, li enpòtan pou nou fè yon refòm nan sistèm politik ki pa mache nan "Repiblik Pòtoprens la". Sa a mande kreyasyon yon platfòm politik pèmanan ak legal ki ankouraje dialog sosyal la, menm jan tou fini ak majinalizasyon ekonomik, sosyal, ak politik divès rejyon provens yo. Nan kad sa a, Ayiti dwe dezantralize pouvwa a, kounye a li nan men Pòtoprens, fo ke bay chak nan senk gran rejyon yo, Pòtoprens ladanl, otonom nan yon modèl leta federasyon⁴.

7.2 Ranfòseman Enstitisyon Demokratik ak Leta Dwa

Nou rekonèt enpòtans vital ranfòseman enstitisyon demokratik yo ak leta dwa a pou lapè ak devlopman Ayiti nan long tèm. Kolektif nou an angaje pou asire enstitisyon gouvènman yo fonksyone avèk transparans, responsablite, ak pote rapò nan devan pèp la. Nan kad pou ranfòse Leta ayisyen an, se yon obligasyon pou sitwayen yo ekspriye volonte yo ak dakò angaje nan yon pwosesis chanjman. Sa a gen ladan rekonèt ke yon sosyete pa ka fonksyone an gran moun san yon entite kap defan entèrè piblik yo ak aji kom abit lò konfli entere rive nan sosyete a ki se yon bagay inevitab. Pandan tan sa a, nan kad tranzyisyon an, nou sipòte konvokasyon yon Konferans Nasyonal Souvèren ki deja prevwa nan fèy wout akò Montana a¹¹.

Entite ki responsab pou pwoteje entèrè piblik la ak rezoud litij sosyal yo dwe se Leta a. Leta a dwe yon Leta ki baze sou jistis, respe pou lalwa, pwoteksyon dwa majorite a ak minòrite yo, avèk yon planifikasyon estratejik, ak enjegrite. Premye responsablite li se sèvi tout sitwayen yo, san li pa favorize privilej gwoup oswa klas sosyal. Yon tel Leta dwe bay prensipal atansyonl pou amelyorasyon kondisyon lavi majorite ki nan sitiyo defavorize, ankouraje pwogrè ekonomik tout sosyete a, ak kontribye nan devlopman global peyi a pandan lap garanti lapè politik ak byennèt pou tout moun².

Nou pral travay aktivman pou pwomouvwa endepandans pou pouvwa jidisyè a, asire egalite devan lalwa ak garanti dwa fondamantal chak sitwayen. Nan ranfòse baz sa yo, nap ouvri wout pou yon

sosyete jist, ekitab, ak demokratik, kote potansyèl chak moun ka reyalize totalman.

Pou konkretize vizyon sa a, nou angaje pou pwomouvwa entegrite ak etik nan enstitisyon gouvènman yo ak fonksyon piblik la. Nou gen espwa wè sitwayen ki intèg, ki gide pa prensip responsablite, transparans ak devouman pou enterè jeneral la, okipe pozisyon lidèchip nan tout nivo. Nan mete zefò nou ansanm pou sa a, nou gen volonte kreye yon Ayiti transfòme, kote demokrasi, lapè ak pwogrè ekonomik ap entegre ansanm pou ofri yon avni briyan pou nasyon nou an.

7.3 Sekirite ak Leta Dwa, Ranfòseman Fòs Sekirite pou asire Pwoteksyon Sitwayen yo

Sekirite sitwayen nou yo se yon priyorite ki pa ka branle. Pou retabli yon anviwònman sekirize ak estab, mezi desizif yo nesesè.

7.4 Ranfòseman Sistèm Jidisyè a

Nan kad ranfòseman sistèm jidisyè a, nou pral investi anpil pou asire ekite ak endepandans nan sistèm jidisyè nou an. Sa a ap gen ladan kreyasyon tribinal espesyalize chaje avèk afè koripsyon ak kriminel òganize ak mete aksan tou sou fòmasyon jij yo atravè estaj nan peyi etranje ak renovasyon tribinal yo nan espas ki sin ak chajé diyité. Tribinal sa yo pral pèmèt fè ankèt pwofon ak enpozé sanksyon ki apwopriye, pou retabli konfyans piblik la nan sistèm jidisyè a.

7.5 Ranfòsman Fòs Polis ak Defans

Nou angaje fòtman pou ranfòse kapasite Polis Nasyonal la ak Lame d'Ayiti. Gras a fòmasyon ki kontinye, ekipman modèn, ak yon kolaborasyon pouse avèk nasyon zanmi yo pou fòmasyon ak pwofesyonalisasyon, nou pral kapab konbat efikasan menas sekirite yo ak eradike gwo pwoblèm gang yo. Atravè pwogram fòmasyon kap devlope, adopsyon ekipman dènye teknoloji, ak entegrasyon kolaborasyon nou avèk nasyon zanmi yo pou amelyorasyon fòmasyon ak pwofesyonalisasyon fòs nou yo, nou swete tabli yon kapasite repons solid devan menas sekirite yo. Objektif nou klè: mete fen nan gwo pwoblèm gang yo ak retabli sekirite sou tèritwa nou an.

A laplas ankouraje yon sèvis militè ki t'ap chèche anpil menm si li te fakiltatif, yon sijesyon ki te fèt pa kèk moun, li enreyalizab konsidere kontraint bidgè Léta Ayiti kounye a. Nou ta pi swete mete an plas yon

sèvis sivil, jan sa eksplike nan chapit kap vini an (gade paragraf 8.14). Pifò peyi yo kite gen sèvis militè obligatwa chwazi fòs armé pwofesyonèl ak efikas ki gen teknoloji dènnye kri. Nan konfli konvansyonèl kounye a, se pa kantite sòlda ki fè diferans, men plis teknoloji ki itilize. Li enperatif pou n fè yon analiz kou-benefis pwofon. Li enpòtan tou evalye kou ekonomik ak sosyal ensekirite a.

Kesyon si Ayiti ta dwe tabli yon sèvis militè fakiltatif oswa chwazi yon sèvis sivil se yon kesyon ki konplike epi li baze sou divès faktè, tankou bezwen nasyonal an matyè sekirite, resous finansye ki disponib, ak menas sekirite aktièl ak potansyèl peyi a ap fè fas. Desizyon pou tabli yon sèvis militè fakiltatif ta enkli konsiderasyon politik, ekonomik, ak sosyal enpòtan.

A la fen, desizyon pou etabli yon sèvis militè fakiltatif oswa chwazi yon sèvis sivil dwe baze sou yon evalyasyon pwofon bezwen nasyonal la an matyè sekirite, resous finansye ki disponib, ak bon pratik nan domèn defans modèn. Li enpòtan pou nou konsidere konfli asimetrik, lit kont gang yo oswa gerilla nan zòn vil, ansanm ak espesifikite ak istwa pèp ayisyen an. Desizyon sa a dwe koresponn ak objektif Ayiti nan long tèman an matyè sekirite ak devlopman nasyonal, pandan li rekònnèt defi ki fè Ayiti diferan. Yon apwòch ki ekilibre ak adapte a reyalitye ayisyèn nan enpòtan pou asire sekirite ak byennèt peyi a ak sitwayen li yo.

7.6 Kriminalite Òganize ak Transfòntalye

Pwoliferasyon gang yo ak ak gwo zam lou pa janm te yon ka aza, men se rezilta yon kriminalite òganize ak transfòntalye, avek politisyen koronpi ki abandone popilasyon defavorize yo pou kont yo. Detèminasyon nou pou eradike koripsyon ki gangrene enstitisyon nou yo ak goumen kont kriminalite òganize ki bloke establite ak devlopman peyi nou an se yon detèminasyon djanm. Pou rive nan objektif sa a, nap mete an plas mekanis ki pèmèt swiv ak mande kont epi nap itilize tout sistèm modèn siveyans tankou kamera, dròn, ak lòt teknoloji.

7.7 Mete Fen nan Ayiti Kòm Pwen Tranzit

Sityasyon jeyografik Ayiti a, kilti politik li, klas antreprenè yo, ak fragilite enstitisyon li yo fè li vin yon pwen tranzit enpòtan pou pasaj dwòg ki soti nan Amerik di Sid pou ale Etazini. Enstitisyon demokratik Ayiti yo, disfonksyonman sistèm jidisyèl la, ak yon kò Polis ki feb bay mwens rezistans devan trafikant dwòg yo. Aktivite ilegal sa a kòz anplifikasyon vyolans, koripsyon, enstabilite politik, sou-devlopman ekonomik, ak ralenti pwosesis konsolidasyon demokratik la an Ayiti. Fok nou aplike tout moyen pou

dekouraje bandi sa yo ki vle fè Ayiti tounen yon pwen tranzit pou sibstans ilegal yo. Leta dwa a ak goumen kont koripsyon ap baze nan lit sa a.

7.8 Kòmba kont Koripsyon ak Kriminalite Òganize.

Lè nou pale de gang yo ak kriminalite òganize ki depase fwontyè, nou pwopoze yon aproch ki fèm ak pliridimansyonèl. Aproch sa a enplike yon koperasyon ranfòse avèk patnè entènasyonal nou yo pou goumen kont trafik dwòg, lave lajan, ak lòt fòm kriminalite tranfòntralye. Menm tan an, nap enfòse efò nou pou ranfòse fòs sekirite nou yo, amelyore kondisyon lavi nan kominote ki frajil, ak ofri opòtinite pou jèn yo pou retire yo oswa evite yo rantwe nan kriminalite a.

Objektif nou se retabli sekirite ak estabilite nan nasyon nou an, mete fen nan gwo pwoblèm gang yo, ak elimine menas kriminalite òganize a. Apwoch sa a mande yon aksyon detèmine ak koòdone nan tout nivo, tank nan nivo nasyonal ke entènasyonal.

8. FRATÈNITE (Pwogram Sosyal, Devlopman Ekonomik ak Sosyal)

8.1 Pwogram Ekonomik pou Ankouraje Kwasans ak Anplwa

Nou rekonèt ke devlopman ekonomik dirab se enpòtan pou kreye opòtinite, diminye inegalite, ak amelyore kalite lavi pou tout Ayisyen. Pwogram nou yo vize pouse kwasans ak anplwa a long tèms. Pou kreye richès, Leta dwe kreye yon anviwònman ki favorab pou investisman, antreprenè ak devlopman biznis, asire establiite politik, sekirite legal, aksè a finansman, edikasyon, ak rechèch. Se konsa ekonomi a ka grandi, pwodwi richès, ak amelyore kalite lavi sitwayen yo².

Fok antreprenaria ak inovasyon soutny. Nou pral ankouraje antreprenè ak inovasyon an kreyan yon anviwònman ki favorab pou biznis. Ensensiv fiskal atraktif, aksè senp nan finansman, ak etablisman pak teknolojik pral nan kè efò nou yo pou pouse kreyasyon travay ak ankouraje kwasans ekonomik. Angajman nou an pral pwoteje espesyalman ti antrepriz yo, mikwo-antrepriz yo, ak sektè enfòmèl la, paske nou rekonèt wòl vital yo jwe nan ekonomi nou an.

Nou aspire divezifye ekonomi nou an avek investisman estratejik nan sektè kle tankou agrikilti, touris, teknoloji enfòmasyon, enèji renouvlab, ak ekstraksyon min. Aprox estratejik sa a pral diminye vilnerabilite nou pandan lap fini depandans eksèsif nou an sou yon sèl sektè ekonomik. Anplis, li pral ranfòse rezilyans ekonomik nou, ouvri chimen pou yon lavni plis pwospère ak dirab pou nasyon nou an.

8.2 Establiite tankou lévié Ekonomik ak Devlopman Endividyèl

Establiite ekonomik ak politik yon peyi se bagay ki maché ansanm epi ki jwe yon wòl ki enpòtan nan devlopman li. Ayiti te konnen peryòd de kontras ki te maké pa evènman politik ak ekonomik majè. An 1987, peyi a te wè adopsyon Konstitisyon li a nan yon plebisit masif, ki te reflekte aspirasyon pèp ayisyen an pou yon kad politik solid. Sepandan, moman espwa sa yo te souvan koupe ak kriz ki te destabilizel, koudeta, ak yon anbago ekonomik ak komèsyal enpoze pa intènasyon la an 1991 ak 1994, ki te afekte fonksyonman nòmal ekonomi nasyon la.

Anplis, Ayiti te dwe fè fas a kriz politik rekiran ki te gen yon gwo enpak sou establiite ak byennèt popilasyon li a. Tranblemanntè devastatè nan mwa janvyè 2010 te yon dezast imanitè ki te kite peyi a nan yon eta dezòd. Koripsyon andemik ak enpinite te souse fondasyon sosyete a, ki te bloke pwogrè ekonomik ak sosyal li yo. Yon lòt pwoblèm ki te sòti nan lane 1990 se fleo kidnaping la, yon krim ki te preske pa t' konn fèt an Ayiti. Malerezaman, li t'ap vin yon aktivite ki te pote anpil soufrans pou tout

klas sosyal peyi a. Konsa, estabilite ekonomik ak politik se yon eleman kle pou libere potansyèl devlopman Ayiti a. Sa mande efò kontinyèl pou ranfòse enstitisyon yo, ankouraje transparans, konbat koripsyon, ak kreye yon anviwònman ki favorab pou envestisman nasyonal ak etranje. Estabilite bay yon baz solid pou nou ka bati yon lavni plis pwomèt pou tout Ayisyen, an favorizan kwasans ekonomik, kreyasyon travay, ak amelyorasyon kondisyon lavi yo.

8.3 Pòvrete ak Eksklizyon Sosyal

Pòvrete nan popilasyon an se youn nan prensipal rezon ki te pouse anpil talan kite peyi a nan dènnye dizèn lane yo. Sitiyasyon sa a, ki asosye ak enstabilite politik ak ensekirite, te gen yon gwo enpak sou jenn pwofesyonèl peyi a. Yo jwenn tèt yo san opòtinite pou avni yo, san chans pou yo devlope tèt yo sou plan pwofesyonèl ak pèsònèl, ak san perspektiv reyèl pou karyè ak devlopman pèsònèl yo. Pou anpil nan yo, sèl solisyon ki t ap parèt se kite peyi a nan espwa yon miyò lavni².

Konsa peyi a vin pi enkapab pou satisfè bezwen li nan kad ak konpetans ki nesèsè pou devlopman li. Anplis, sa kreye yon santiman eksklizyon sosyal nan mitan sitwayen tout laj, yo k ap viv nan yon peyi kote mobilité sosyal pratikman pa egziste epi kote lespwa pou amelyorasyon kondisyon yo minim².

8.4 Transparans nan Jere Fon ki deja Egziste yo

Fon pou edikasyon ki peye sou konvèsasyon telefòn ak transfè lajan pou Ayiti dwe jere ak tout transparans, ak leta dwe pibliye rapò sou fon sa yo ak etabli konbien ki te kolekte ak kijan yo te distribiye. Sa a se fon solidarite pou popilasyon ayisyen nan.

8.5 Devlopman Endepandan, Pwopozisyon pou Devlopman Fon Solidarite Ayisyen (FHS)

Yon nasyon pa ka devlope si li pa pran responsabilité li nan men li epi si li pa kontwole sa li genyen. Aristòt te di "politik se atizana ak syans pou bèlte lavil". Eske se pa rèv chak Ayitien péyi a tounen perl dantan? Nou konnen kounye a ke nou kapab fè sa. Linion fè la fòs pa yon lòt pwomès vid, nou te eksperimente l yon bèl fason sa epi sa te rive byen pliziè fwa nan kou istwa nou an ki jèn min glorièz tou⁵.

Wi, lavni nou nan men nou, li enpòtan ke n montre bon jan inite sa a nan nivo nasyonal la .

Pou sa a, Kolektif la pral etidye si devlopman Fon Solidarite Ayisyen (FHS) se yon bon ide. FHS se yon enstitisyon finansye endepandan ki gen misyon kolekte ak administre epay manm li yo pou patisipe nan devlopman ekonomik, sosyal, ak kiltirel Ayiti. Kontrèman ak yon bank oswa yon kooperativ, FHS se yon enstitisyon endepandan ki bay rapò sou aktivite li yo nan parleman ayisyen an. Konsèy Administrasyon FHS la gen reprezantan nan divès sektè nan sosyete ayisyen nan. FHS vize pou ankouraje sivil ak idantite ayisyen nan, kreye travay, ankouraje ekspòtasyon pwodwi ayisyen, ak simaye endistri tourism nan peyi a. Manm yo ka fè depo nan FHS, ki rete pwopriete yo epi yo ka retire li lè yo vle. FHS ofri mekanis depo ki fasil, ki enplike patisipasyon aktiv dyaspora ayisyen nan ak lòt aktè ekonomik. Gras a inisyativ sa yo, FHS gen objektif kontribye yon fason enpòtan nan devlopman dirab

5

Ayiti ak amelyorasyon kondisyon lavi popilasyon li a . Pwopozisyon sa a dwe etidye pou wè si li kadre ak kad legal ak règlemantasyon Bank Sentral Repiblik d'Ayiti a. FHS ka egziste tou kòm yon fon investisman nan enstitisyon finansye ki deja egziste, ki reji pa Bank Sentral Repiblik d'Ayiti.

8.6 Investisman nan Edikasyon, Sante, ak Enfrastrikti

Pou asire yon avni pwospere, nou pral investi masivman nan domèn kle devlopman imen.

8.7 Edikasyon Bon Kalite

Nou konsidere edukasyon tankou yon potò mitan fondamantal nan pwogrè. Nou pral mete anplas pwogram pou amelyore aksè a yon edukasyon bon kalite pou tout jèn ayisyen. Nou pral fè patenarya ak enstitisyon edikatif entènasyonal yo pou ranfòse kapasite nou ak pèmèt nou fòme pwochen jenerasyon lidè yo. Nou angaje pou kreye pwogram pou ofri tout jèn Ayisyen aksè egal a yon edukasyon bon kalite. An kolaborasyon ak enstitisyon edikatif entènasyonal yo, nou pral ranfòse kapasite nou pou fòme pwochen jenerasyon lidè ayisyen ki avèti. Avèk yon popilasyon kote 54% nan mwens pase 25 an, ki gen 31% ladan ki ant 10 ak 24 an, investisman jidisyè nan jènès la se yon bagay ki esansyèl pou lavni peyi a. Nou pral devlope yon politik jènès pou kadre efò sa yo ak asire ke bezwen ak aspirasyon jèn ayisyen yo chita nan kè demach nou an.

N ap mete aksan tou sou fòmasyon pwofesè bon kalite. Pa gen edukasyon san pwofesè ak kalite edukasyon an depann de kalite pwofesè yo. An kolaborasyon ak patnè etranje, nou pral pote fòmasyon nan peyi Dayiti pou pèfeksyon pwofesè nou yo epi ofri sèvis fòmasyon ak pèfeksyonman pou pwofesè

yo. Se pa selman miltipliye lekòl qui se kokiy vid. Nou bezwen ranpli lekòl ki deja egziste yo ak nouvo sa nap konstwi yo avèk pwofesè kapab. Avèk yon pwogram serye fòmasyon pwofesè, nou ta ka ofri Ayisyen ki nan diaspora e ki pwofese nan domèn edikatif opòtinite vini pandan 3 mwa pou yo bay fòmasyon pratik a pwochen jenerasyon pwofesè nou yo ak fòme fòmateur¹⁴.

8.8 Politik Jèn ak Espò, Pwogram Devlopman Atlet Jèn Ayiti

Pwogram Devlopman Atlet Jèn Ayiti a pral gen kòm objektif pou detekte, fòme, ak sipòte atlet ak jèn endividi sa yo nan atletis, ak ofri yo pi plis ke la glwa nan lemonn espò a. Premye etap yo ap kapital. Nan tout peyi a, lekòl ak klib espò lokal yo pral patnè nan rechèch talan kache sa yo. Premye chante nan synfoni sa a ki komanse a pral "Idantifikasyon Talan yo".

Men pwogram nan pap axé sèlman sou espò. Li ankadre tou fòmasyon akademik, fòmasyon karaktè ak devlopman pèsònèl. Jèn atlet yo pral aprann ke ekselans akademik ak atletik mennen men nan men. Antrènè ak eksperyans yo pral gide yo, jèn talan yo pral gen aksè a enstalasyon modèn, ekipman teknolojik ak kan antrenman ki pral fòje desten yo.

Sèn espò lokal la pral klere ak konpetisyon, evènman atletis ak festival. Tout nasyon an pral aplodi etwal montan li yo, ak pòt yo pral louvri pou konpetisyon entènasyonal. Aspè medikal la p'ap chita la. Pwofesyonel sante yo pral veye sou sante ak byennèt atlet yo, pandan ke syantifik espò yo pral optimize performans yo.

Rekonstwi ekip ak klib fútbòl ak reòganize chanpyona ant klib lokal yo se yon ijans nasyonal.

Atlet yo pral gen sipò finansye atravè bous pou edikasyon ak antrenman, finansman gouvènman ak sipò jenere nan men sponso antrepriz yo. Pwogram nan pral devlope, pote pa fyète nasyonal ak detèminasyon jèn chanpyon sa yo. Komite sivveyans yo pral asire transparans ak responsablite.

Ayiti pral klere sou sèn espò mondial la, gras a jèn atlet li yo ki vin chanpyon. Men istwa sa a pral pi plis pase yon istwa meday ; li pral istwa espwa, rèv, ak posiblite. Yon istwa ki p'ap sispann enspire nasyon an ak lemonn antye. Pwogram Devlopman Atlet Jèn Ayiti pral pi plis pase yon pwogram espò. Li pral yon vwayaj ki pral transforme lavi, yon epòk ki pral fòme chanpyon, ak yon pwomès ke lavni Ayiti pral nan bon men, sa vle di nan men jènès li, ki gen talan, ki p'ap sispann klere.

Kolaborasyon Entènasyonal: Rechèch kolaborasyon avèk lòt peyi ki gen siksè nan atletis, tankou Jamaïque, ak Cuba ak eksplòre opòtinite pou echanj ak inisyativ kòm patenarya.

Responsablite ak Transparans: Pou kenbe transparans nan jere lajan yo nap kreye yon komite sivveyans pou asire responsablite.

Amelyorasyon Kontinyèl: Evalyasyon ak adaptasyon konstan pwogram lan an fonksyon bezwen ki ap evolye.

8.9 Politik Kiltirèl

Nou konprann enpòtans yon politik kiltirèl afwo-karayib fò pou Ayiti. Politik sa a dwe baze sou prezèvasyon, selebrasyon, ak pwomosyon richès kiltirèl nou an, pandan li ap ankouraje kreyativite kontanporen nou yo. Men kèk eleman kle nan politik kiltirèl nou an :

Prezèvasyon Patrimwan Kiltirèl: Nou pral mete an plas pwogram prezèvasyon patrimwan kiltirèl ayisyen, ki gen ladan restorasyon sit istòrik, nimerizasyon dokiman achiv, ak prezèvasyon tradisyon oral ak atizanal.

Rekonèt Valè Kiltirèl Vodou a: Rekonèt valè kiltirèl vodou a dwe rive pi lwen pase estereyòtip fetichis ak move je. Vodou se yon filozofi ak yon fason pou viv ki dwe konprann ak fòme pa etnolojis, sosyòlòg, ak pwofesyonèl vodou k'ap travay ansanm, pou li ka retwouve otantisite l' ke li merite ¹⁴.

Edikasyon Atistik: Nou pral entegre edikasyon atistik nan lekòl yo de fason sistematik pou ankouraje kreyativite nan jèn yo. Nou pral tabli bous pou etidyan ki gen talan nan domèn atistik la.

Sipò pou Kreyasyon Atistik: Nou pral mete an plas sibvansyon ak rezidans atistik pou sipòte ekriven, artis vizyèl, mizisyen, ak dansè yo pou pwomouvwa pwodiksyon atistik kontanporen.

Festival ak Evenman Kiltirèl: Nou pral òganize festival ak evenman kiltirèl pandan tout ane a pou selebre divèsite kiltirèl nou an ak ankouraje dialòg ant kilti.

Pwomosyon de Lang Offisyèl yo: Menm jan ak franse , nou pral sipòte pwomosyon lang kreyòl la kòm lang nasyonal ak ankouraje prezans li nan medya, literati, ak lèzòt domèn atistik.

Sipòte Pwodiksyon Literè nan De Lang yo: Sa enpòtan pou selebre richès patrimwan kiltirèl ak lang nou yo pandan nap ankouraje ekspresyon kreyatif. Sipòte pwodiksyon literè nan de lang yo pral ranfòse idantite kiltirèl nou an ak patrimwan lang nou an.

Endistri Kiltirèl ak Kreyatif: Nou ankouraje devlopman endistri kiltirèl ak kreyatif tankou sinema,

mizik, mod, ak atizana, pou ankouraje kwasans ekonomik.

Kolaborasyon Rejyonal: Nou favorize kolaborasyon kiltirèl avèk lòt nasyon afwo-karayib yo pou ranfòse enfliyans kiltirèl nou an nan rejyon an.

Enklizyon ak Divèsite: Nou pral pwomouvwa enklizyon ak divèsite nan tout ekspresyon kiltirèl yo, mete vwa minòrite yo an avantaj, ak kombata kont tout fòm diskriminasyon.

Touris Kiltirèl: Nou pral devlope endistri touris kiltirèl la, mete an valè sit istòrik nou yo, festival nou yo, ak manje lokal nou yo, kreye opòtinite ekonomik pou kominote nou yo.

Diplomasi Kiltirèl: Nou pral sèvi ak diplomasi kiltirèl pou ranfòse lyen avèk lòt nasyon yo ak pwomouvwa yon imaj pozitif de peyi nou a nan lòt peyi.

Devwa Memwa: Memwa sou soufrans nan istwa doulourèz nou an dwe etabli, pou pesonn pa bliye tribilasyon nou pase, ni refè menm erè yo.

Ansanm, nan mete an aplikasyon politik kiltirèl afwo-karayib sa a, nou pral kontribye nan ranfòse idantite ayisyèn nan, ankouraje kreyativite, pwomouvwa divèsite, ak kreye opòtinite pou atis nou yo. Ayiti ap kontinye klere kòm yon bijou kiltirèl nan rejyon karayib la ak pi lwen.

8.10 Sante pou Tout Moun

Nou bezwen etabli yon asirans sante pou tout moun an kolaborasyon ak sektè prive nan domèn sante a. Sa a pral pèmèt tout popilasyon an jwenn aksè a swen sante primè yo, ak yon enfaz sou prevansyon ak pwomosyon sante. Nou pral envesti nan enfrastruktir medikal ak fòmasyon pèsònèl medikal pou amelyore kalite sèvis sante ki disponib.

Nou pral asire aksè sante pou tout moun lè n ap kreye asirans sante a, lap ranfòse sant pwimè yo, ak lap elaji kouvèti yo sou tout teritwa a. Nou pral mennen kanpay senzibilizasyon sou sante prevantif pou ankouraje mòd lavi sin ak relanse kanpay pou planifikasyon fanmi pou kenbe ogmantasyon popilasyon nou an sou kontwòl. Twop popilasyon an limite aksè a swen sante, ak edikasyon pou tout moun, li se tou yon baryè pou devlopman ekonomik.

8.11 Amelyorasyon Aksè a Swen Sante Kalite

Sante popilasyon nou an se yon priyorite fondamantal. Pou asire yon aksè egalite a swen sante kalite, nou pral mete an plas mezi ki enspire nan modèl Kiben an ak nap travay avèk patnè entènasyonal yo.

8.12 Modèl Sante Kiben

Nou pral enspire nan modèl sante Kiben an, ki se yon modèl ki rekonèt pou kouvèti universèl li ak apwoch prevantif li. En kolaborasyon ak Kiba, nou pral devlope pwogram fòmasyon medikal, echanj ekspètiz, ak pwojè pou amelyore enfrastrikti sante yo.

8.13 Enfrastrikti Modèn

Nou rekonèt enpòtans kapital enfrastrikti modèn yo kòm baz esansyèl pou sipòte devlopman ekonomik ak sosyal. Nan mete aksan sou envestisman estratejik nan domèn transpò, komunikasyon, ak enèji, nou vize pou ranfòse kapasite nou pou kreye yon anviwònman ki fasilite biznis ki pwodwi ak yon kalite lavi ki amelyore pou tout sitwayen.

Nou sipòte ide yon devlopman ki swiv logik ibanis imen, kote enfrastrikti ki nan vil yo konsevwa pou reponn bezwen moun, ak fè fas a aksesibilite, dirabilite ak kalite lavi. Transpò piblik efikas, sistèm komunikasyon modèn, ak sous enèji dirab pral kontribye nan kreye anviwònman vil kote mobilite a fluide, koneksyon yo solid, ak enpak sou envwònman an minimize.

An som, plan nou yo pou enfrastrikti modèn yo baze sou yon apwoch global, ki vize pou balanse devlopman ant rejyon yo, ankouraje vil ki apadapte ak bezwen moun yo, ak kreye kondisyon ki apwopriye pou kwasans ekonomik dirab peyi nou an.

Vizyon nou se transforme Ayiti an yon nasyon dinamik ak pwospè, kote kwasans ekonomik ak byennèt sosyal ap jwenn yon ekilib ki pèmèt yo viv ansanm.

8.14 Sèvis Sivik Nasyonal

Pou mete fen a enfliyan nefas gang yo ak pou kiltive yon konsyans patriotik, nou prevwa devlopé yon Pwogram Sèvis Sivik Nasyonal pou jèn Ayisyen yo. Inisyatif sa a gen pou objektif ranfòse santiman

apatnans nasyonal la epi kontribye nan sekirite enteryè a, pandan li ofri yon altènatif pou sèvis militè obligatwa ou fakiltatif.

Selon pwopozisyon sa a, jèn Ayisyen ki gen 18 an, ki pa kontinye etid yo ak ki pa gen travay, ap ankouraje pou konsakre yon ane nan Sèvis Sivik Nasyonal sa a, pandan yo kenbe libète chwa yo. Mezi sa a pral ofri opòtinite valè pou jèn yo kontribye nan byennèt nasyonal nou pandan yap aprann konpetans ki itil pou lavni yo. Li pral ankouraje yon angajman sivik plis fò ak yon konsyans responsablite pou patri nou an, Ayiti chèri nou an.

Pwogram sa a pou yon ane ta pèmèt jèn Ayisyen yo aprann konpetans pwofesyonèl, devlope sans sivik yo, ak kontribye pozitivman nan sosyete a. Patisipasyon yo nan pwojè ki gen enterè piblik ta pèmèt yo ede rezoud pwoblèm lokal yo, ranfòse enfrastrikti nan kominote yo, ak patisipe nan inisyativ pou devlopman dirab. Moun ki resevwa fòmasyon premye swen, nan ka dezaz natirèl, ta ka sèvi kòm yon rezèv pou ranfòse ekip Direksyon Pwoteksyon Sivik Ayiti an.

Pwogram sa a ta gen plizyè avantaj, tankou diminye chomaj jèn yo, kreye yon fòs travay ki gen konpetans, ak ranfòse tisi sosyal la pandan li ankouraje yon sans de responsablite ak apatnans nasyonal. Yon Sèvis Sivik Nasyonal ki byen striktire ka jwe yon wòl kle nan fòmasyon pwochen jenerasyon lidè ak kontribye nan avansman Ayiti nan lon tèm.

8.15 Koperasyon Entènasyonal

Koperasyon entènasyonal ap enpòtan nan batay nou kont koripsyon ak krim òganize. Nou pral travay tèt ansanm ak patnè entènasyonal nou yo pou fè fas a pwoblèm sa yo nan yon kad transfrontyè. Echanj enfòmasyon ak koòdinasyon efò nou yo pral pèmèt nou konbat efikasman kont maladi sa yo ki ap menase nasyon nou an.

Angajman nou pou sekirite ak lèta dwa vize kreye yon anviwònman sekirite ak estab, kote chak sitwayen kapab devlope ak kontribye nan devlopman dirab Ayiti.

8.16 Diminye Kwasans Démografik la

An Ayiti, kwasans demografik la alarman. Depi 1982, tò kwasans anyèl nan popilasyon an rive jwenn 2,5%, konpare ak 1,4% ant 1970 ak 1980. Tèndans sa a pou kwasans la rete byen wo, sa konfimé nan enkèt sou popilasyon an ak lojman. Tò natalite a toujou wo, avèk 25 ak 30 nesans pou chak 1,000

moun sèloun se zòn vil oswa zòn riral, sa egal a 28 pou chak 1,000 moun nan tout peyi a . Dwa a avòtman dwe adopte, ansanm ak relansman tout pwogram planifikasyon fanmilial ki te fèt nan lane 80 yo.

Avec yon demografi ki pa kontwòle, nou pap janm ka antre nan pwogrè. Pap janm gen ase lekòl, lopital, kreyasyon biznis, oswa resous pou yon kwasans popilasyon nou an kap galopé san kontwòl. Lachin te vin sòti nan povrete lè li te kontwòle natalite a. Fòk nou jwen yon fòmil an konsètasyon ak tout sektè yo ki enventif pou moun fè mwens pitit nan tout popilasyon an. Pa egzanp, ofri bous pou fanmi ki gen 1 oswa 2 pitit epi retire bous sa yo si gen yon twazyèm nesans. Fòk nou reflechi sou kesyon sa a ki kapital.

Tablo ki anba a montre kote Ayiti ye konpare ak lòt peyi ki gen menm lajè teritwa oswa menm popilasyon oswa ki chita nan menm rejyon geografik, alos ki gen menm jan potansyèl. Ayiti pratikman gen menm gwosè sifas ak menm popilasyon ke Bèljik ki gen yon PIB senkant fwa plis wò. Sa mete bagay yo nan perspektiv epi eksplike povrete Ayiti ak ekonomi li a. Kijan n'ap satisfè bezwen 11 milyon Ayisyen ak asire yo yon nivo lavi ak resous ki akseptab? Sa se yon gwo defi, sitou lè lòt peyi yo ap refize aksepte eksè popilasyon nou an. Nou twò ampil, epi plis nou apil nap viv pi plis nan povrete, paske nou bezwen plis lekòl, plis lopital, plis kreyasyon antrepwiz, plis elektrisite, plis manje, elatriye. Kòman n'ap satisfè demann yon popilasyon ki ap ogmante epi ki ap vin pi pòv san pwovoke yon janm éklatman sosyal? Gen plis Ayisyen sou planèt la pase swis, norvejyen, panaméen, kòstarikèn, nikaragwèyen, urugweyen, paraguayen, gabonè, liberyen, kongolè, libanè, e gen menm kantite Ayisyen ak bèljik, dominiken, kiben, tynizyen, pou mwen site kèk ekzanp sa yo. Atansyon, moun ki renmen pran Rwanda kòm ekzanp, peyi sa a pa fè pi byen pase nou nan PIB ak pratikman menm popilasyon ak menm gwosè sifas, padan nap viv yon sitiyasyon politik, sosyal, ak ekonomik qui youn nan pi mal ke nou jam konin

Peyi	Sifas en Milye de KM²	Popilasyon 2023 en Milyons	PIB 2023 en Milya de \$US
Ayiti	28,7	11,653	19,851
Beljik	30	11,763	632
Swis	41	8,962	887
Nòvèj	385	5,49	554
Tinizi	162	12	48,529
Senegal	196	18,126	31
Liberya	111	5,359	4,332
Rwanda	27	14	14,097
Congo Brazavil	342	6,142	14,2
Liban	10	5,353	17,94
Taiwan	36	23,5	1573
Salvador	21	6,364	34
Rep. Dominikèn	48	11,332	121,44
Kiba	109	11,194	107,35
Jamayik	10,9	2,825	19,42
Gwiyanm Franse	643	0,295	16
Gwadeloup	1,62	0,395	9,93
Martinik	1,12	0,347	10,6
Kosta Rika	51	5,212	86,5
Panama	75	4,468	83,38
Bolivi	1099	12,388	45,85

9. Anviwònman

9.1 Desantralizasyon

Nan demach nou an, nou pral bay yon priyorite espesyal ak desantralizasyon an, n ap rekòtè ke devlopman an pa dwe sòti nan gran vil yo sèlman. Enfrastrikti pò ak awòpò modèn nan nò ak sid peyi a pral soutni desantralizasyon an. Desantralizasyon an pa ka dekrete. Enfrastrikti yo ak devlopman ekonomik ki sòti nan enfrastrikti sa yo mennen desantralizasyon an. Nou angaje a pwòmouvwa yon devlopman ki ekilibre nan envesti nan provens yo ak nan ranfòse enfrastrikti nan zòn rural yo. Aprox sa a pral kontribye nan diminye disparite rejyonal yo ak ankouraje kwasans ekonomik sou nivo nasyonal.

Nou angaje a pwòmouvwa yon politik desantralizasyon solid nan kad estrateji nou pou yon anviwònman ki dwe dirab ak rezilyan. Desantralizasyon an se yon potò mitan ki enpòtan pou asire yon miyò kontwòl sou anviwònman nou an, paske li rapwoche desizyon yo nan kòmite lokal yo. Lè n ap delegue pouvwa ak resous yo nan nivo rejyonal ak lokal, nap sipòte yon jèsyon pi efikas resous natirèl yo, yon repons plis rapid nan katastwòf anviwònman yo, ak yon pran swen plis presiz nan bezwen espesifik chak rejyon.

Aprox sa a ankouraje tou angajman ak responsablite sitwayen yo pou pwoteje anviwònman lokal yo. Lè n ap ankouraje patisipasyon aktiv kominote yo nan pwogram nan planifikasyon ak mete an aplikasyon politik anviwònman, n ap kreye yon baz solid pou yon devlopman dirab a lon tèms. Vizyon nou an sou desantralizasyon an li bazé sou rechèch solisyon ki adapte a reyalye lokal yo, pandan n ap kontribye nan objektif global nou an pou pwoteje anviwònman an pou jenerasyon demen yo.

9.2 Inisyativ pou Prezèvasyon Anviwònman ak Devlopman Dirab

Prezèvasyon anviwònman nou an ak devlopman dirab se yon bagay ki enpòtan pou asire yon lavni pwospere pou Ayiti. Nou pral mete an plas inisyativ ki gen gwo objektif pou pwoteje ekosistèm nou an ak ankouraje pratik ki respekte anviwònman an.

Rebwazaj dwe entegre nan pwogram sèvis sivik nan peyi a ki ta chwazi zòn pou sa. Nan kad sèvis sivik la, yon ekip espesyalize ka konsantre sou netwayaj zòn kòt peyi a, patikilyèman zòn ki enterese touris ki sous revni pou peyi a .

9.3 Pwoteksyon Resous Natirèl

N ap adopte politik pou jere resous natirèl yo de fason dirab, sitou biodiversite nou ak resous dlo nou yo. N ap pran mezi pou konbat deforèstasyon an, reyabilite ekosistèm ki domajé yo ak prezève resous natirèl prensipal nou yo.

9.4 Pwomosyon Eneji Pwòp

N ap investi nan eneji renouvlab ak pwòp pou diminye dependans nou an sou konbistib fosil yo. N ap fè investisman sibstansyèl nan eneji renouvlab ak pwòp pou diminye dependans nou an sou konbistib fosil yo. Ekspansyon eneji solè, van ak dlo ap jwe yon wòl enpòtan nan rediksyon emisyon gaz a efè de ser ak nan prezèvasyon anviwònman nou an. N ap kontinye tou aktivman remete an fonksyon sistèm elektwomekanik Péligre la, avèk objektif ogmantasyon kapasite enstale ki soti 45 megawat jiska 70 megawat. Objektif final nou an se ogmante pòsyon sous eneji ki pa soti nan fosil nan konsomasyon aktyèl nou an jiska 70%.

9.5 Edikasyon Anviwònman

N ap entegre edikasyon anviwònman nan pwogram lekòl yo pou sensibilize jenès la sou enpòtans dirabilite ak pwoteksyon anviwònman. Inisyativ pou sensibilizasyon kominotè ap tabli tou pou ankouraje konpòtman ki respekte anviwònman.

Angajman nou an pou sante ak anviwònman vize asire byennèt sitwayen nou yo tout otan prezève richès natirèl nasyonal nou an pou jenès kap vini yo.

9.6 Pwomosyon Agrikilti Dirab

Nan vwayaj nou pou yon lavni pwospere ak respè pou anviwònman, n ap bay yon atansyon patikilye sou pwomosyon agrikilti dirab. Ayiti gen yon potansyèl agrikòl enpòtan, epi nou kwe fèm nan pratik agrikòl ki respekte anviwònman ki kapab non sèlman amelyore sekirite alimantè nasyonal nou an, men tou kontribye nan prezèvasyon tè nou ak biodiversite nou an. N ap sipòte kiltivatè lokal yo atravè fòmasyon sou metod agrikòl dirab, itilizasyon efikas resous natirèl yo, ak divèsite kilti. Anplis, n ap ankouraje etablisman mache lokal yo pou pwomouvwa konsomasyon pwodwi agrikòl ki kiltive avèk responsablite.

Ministè Agrikilti a dwe, an kolaborasyon ak patnè etranje yo, devlope kritè pou yon etikèt òganik pou pwodiksyon agrikòl ak tout pwodwi manjab nasyonal yo. Tandans mondyal la se nan direksyon pou konsomasyon an k ap grandi nan pwodwi òganik. Ayiti ap oblije pozisyon tèt li kòm founisè pwodwi òganik pou jwenn aksè nan mache sa a ki reprezante avni e pou jwenn debouché pou pwodiksyon li.

9.7 Jere Ris ak Désas Natirèl

Monn lan, epi plis espesyalman Ayiti, ap konfwonte ak yon seri defi nan domèn anviwònman. Pwoblèm sa yo gen ladan yon ogmantasyon ki alaman sou dezast natirèl, degradasyon ekosistèm nou yo, pèt enpòtan nan biodiversite, ansanm ak efè ki preokipan ki soti nan chanjman klimatik. Devan enje
11
sa yo ki presan, nou deside sipòte aktivman ‘Asiz anviwònman’ an .

Angajman nou an pou dirabilité anviwònmantal la a nan pa janm te pli fò. Nou rekonèt ke Asiz sa yo ofri yon opòtinite kle pou nou trete defi ki genyen rapò ak jere risk nan anviwònman, dezast natirèl, ak chanjman klimatik. Ansanm, nou gen espwa kreye yon enpak pozitif ak dirab, pwoteje anviwònman nou an, ak asire yon lavni ki pi vèt ak pi rezilyan pou tout moun. N'ap tann ak anpatyans pou rejwenn lòt moun ki gen mem enterè ki pataje vizyon ak detèminasyon nou.

10. Rélasyon Entènasyonal

10.1 Kolaborasyon ak Peyi Vwazin ak Kominote Entènasyonal

Nan yon mond ki vin chak jou pi entèkonekte, nou konprann enpòtans kapital pou ranfòse relasyon entènasyonal nou yo pou devlopman ak pwospérité Ayiti. Pandan nou reyafime lyen nou ak alye istòrik nou yo, nou angaje pou tisse patenarya inovatif ak adopte inisyativ ki enspire pa yon lespri louvri ak mond lan, avèk peyi ki pa tradisyonèl yo, manm BRIC yo, ak lòt nasyon ki angaje nan koperasyon Sid-Sid.

10.2 Kooperasyon Plurièl

Nap ankouraje yon kooperasyon plurièl avèk vwazin nou yo ak manm kominote entènasyonal la pou fè fas ak defi rejyonal ak mondyal yo. An kolaborasyon etwà ak òganizasyon rejyonal ak entènasyonal yo, nap travay pou lapè, sekirite, ak devlopman dirab.

10.3 Patenarya Ekonomik Estratejik

Nap esplòre opòtinite patenarya ekonomik ak nasyon ki gen menm aspirasyon ak Ayiti. Echanj kòmèsyal ki avantaj mityèl tou de pati, investisman etranje dirèk, ak kolaborasyon nan sektè estratejik ap krée kwasans ekonomik ak ankouraje kreyasyon anplwa.

10.4 Souvènte Ayisye ak Dwa pou Irigasyon

Nou kondane apwòch agresif rejim Luis Abinader la, nan Repiblik Dominikèn, ki motive pwobableman pa eleksyon. Li imperatif pou prezève souvènte teritwa nou ak dwa pou sèvi ak dlo Rivyè Masak la pou irigasyon, konfòm ak Trètè la Lapè, Lanmitié ak Arbitraj dat 20 fevriye 1929 la. Fèt ke Repiblik Dominikèn deja konstwi 11 kanal kote yo itilize resous sa a sou teritwa li, met an evidans enpòtans yon pataj ekitab resous dlo transfrontalye yo, yon prensip fondamantal nan dwa entènasyonal dlo a. Respekte souvènte Ayiti a se yon bagay ki enpòtan, tout an fasilite yon rezolisyon pacifik diferan konfli konfòm avèk prensip ekite ak kooperasyon ant peyi vwazen yo. Tout diferan ta dwe rezoud de preferans pa moyen pasifik ak diplomasi, ki respekte prensip ekite ak kooperasyon ant peyi vwazen yo ak dwa entènasyonal dlo a. De peyi yo ta dwe tounen sou tab negosyasyon san

kondisyon prélab ak konsidere yon entèkansyon entènasyonal oswa yon aribraj pou rezoud konfli sa a de fason pasifik.

Dwàn Ayitien nan pòs fwontalye yo avèk Repiblik Dominikèn ap reòganize pou enpòtasyon ki sòti nan peyi sa a peye ca yo dwe leta ayisyen an. Sa a pral mete fen a tout konpetisyon dezavantajèz pwodwi dominikèn yo sou mache a ki pini pwodiksyon nasyonal la ak enpòtasyon lòt peyi yo ¹⁰.

10.5 Négosye ak Lafrans yon Nouvo È Koperasyon

Nou pataje avèk Lafrans yon kilti ak yon istwa kòmen, se lyen ki dwe ranfòse ak pwofondi.

Nan lespri sa a, li apwopriye pou reflechi sou yon diplomasi modèn ki baze sou yon dialog louvri ak respè mityèl. Lafrans rekonèt li gen yon dèt moral li dwe Ayiti epi li deja pare pou koperasyon bilateral. Tout opòtinite patenarya yo dwe etidye pou devlopman ekonomik ak sosyal Ayiti. Pendan n ap chèchè renfòse sektè ki klé tankou sante ak edikasyon, nou ta ka amelyore kalite lavi popilasyon nou an pandan n ap ranfòse lyen diplomatik nou yo.

Li enpòtan pou kontinye evalye ak adapte politik etranje nou an pou reponn ak bezwen ki ap chanje nan nasyon an, pandan n ap chèchè fason inovatif pou ranfòse domèn sante ak edikasyon pou jenn jenerasyon yo. Anplis, si nou òganize Ane Ayiti nan Lafrans ak Ane Lafrans an Ayiti, nou ka estimile echanj kiltirèl, touristik ak ekonomik, louvri yon nouvo epòk nan relasyon privilejye ant de peyi sa yo ¹⁰.

10.6 Diplomatie pou Ranfòse Relasyon ak Pwomosyon Devlopman

Diplomasi nou an pral baze sou ranfòsman relasyon bilateral ak multilateral pou pwomosyon estabilite, devlopman, ak pwogrè. Nou pral avoka detèmine pou enterè nasyonal la, pandan n ap enkourajé kooperasyon entènasyonal pou fè fas ak defi mondyal yo.

10.7 Dyalòg Konstriktif

Nou pral angaje nan yon dyalòg louvri ak konstriktif avèk patnè entènasyonal nou yo pou idantifye domèn ki favorab pou kolaborasyon ak sipò yo. Yon diplomasi ki baze sou konpreyansyon rekiprok ak negosyasyon ekitab pral fasilite rezolisyon pasifik pwoblèm yo ak chèchè solisyon ansanm.

11. Patisipasyon Sitwayen

11.1 *Ankourajman Patisipasyon Aktif Sitwayen nan Pwosesis Politik*

Nou kwe pwofondeman ke vwa ak kontribisyon chak sitwayen enpòtan pou bati yon sosyete demokratik, transparan, sekirite, ak ekitab.

Bès patisipasyon sitwayen yo nan eleksyon an Ayiti se yon bagay ki alamant. Soti 2000 rive 2016, nou wè yon diminisyon ki siyifikatif, pase soti nan yon tò patisipasyon 78% rive nan yon dezesperan 18%. Evolisyon sa a senpleman pa akseptab ak lap mete demokrasi nou an nan men yon ti gwoup moun ki ka gen move entansyon.

Egzèsis dwa vote nou an se youn nan pilye fondamantal demokrasi a. Li bay sitwayen yo opòtinite pou fòme lavni yo, chwazi reprezantan yo, ak enfliyanse direksyon peyi yo. Diminisyon patisipasyon elektoral la se yon siy ki montre sitoyen yo pwofondement fache, ak yon dezilizyòn nan sistèm politik la ak yon pèt konfyans nan enstitisyon yo. Li enpèratif pou retabli konfyans nan pwosesis elektoral la ak rebay sitwayen yo lafwa nan kapasite yo pou pwovoke chanjman atravè eleksyon. Sa a mande reform siyifikatif, transparans nan pwosesis elektoral la, edikasyon sivik ak pwomosyon yon anviwònman kote chak vwa konte.

Kòm yon nasyon, nou dwe travay ansanm pou ranvèse tendans preokipan sa a ak retabli patisipasyon sitwayen nan demokrasi nou an.

Avèk plis pase moityé popilasyon an ki anba 25 an, Ayiti jwenn tèt li nan yon moman kle nan istwa l. Mobilize jèn yo ak ankouraje yo fè egzèsis dwa vote yo se yon nesite enpewatif. Jèn jodi a se lidè demen, patisipasyon aktif yo nan pwosesis demokratik la enpòtan pou fòme avni peyi yo. Lè n angaje jèn yo nan pwosesis elektoral la, n ap envesti nan kreyasyon yon sosyete sivik ki enfòme, kote chak vwa konte ak kontribye nan bati yon nasyon pi fò, pi jis, ak pi rich pou tout moun.

11.2 *Brigad Vigilans*

Nou ap enstitiye brigad vigilans ak sèvis enfòmasyon kominotè pou ankouraje patisipasyon dirèk sitwayen yo nan zafè sekirite ak gouvènans. Nap mete sou pye brigad vigilans ki gen sitwayen responsab ak angaje, pou travay an kolaborasyon ak fòs sekirite yo pou asire sekirite lokal la, rapòte aktivite sispek ak prevni kriminalite.

11.3 Sèvis Enfòmasyon Kominotè

Nan kad pataje enfòmasyon ak koperasyon ant sitwayen yo ak sèvis enfòmasyon, nou pral ranfòse kapasite nou pou detekte potansyèl menas, reyaji rapidman nan sitiyasyon ijans, ak prevni aktivite ilegal.

11.4 Demokrasi Patisipatif ak Enklizif

Nan angajman nou an nan yon demokrasi patisipatif ak enklizif, nou pral chèche ranime lespri "Ti Koze Anba Tonèl" ki te kòmanse sou Prezidan Leslie François Manigat. Fowòm diskisyon kominotè sa yo te yon fason valab pou sitwayen yo rankontre, echanje ide ak diskite sou kesyon enpòtan nan kominote yo.

Lè n'ap re-entwodi tradisyon sa a, nou vle kreye espas diskisyon nan nivo lokal, kote sitwayen sòti nan tout oryantasyon ka rankontre pou diskite preokipasyon yo, pataje opinyon yo, ak patisipe aktivman nan pran desizyon. Rankont sa yo pral yon kote pou echanj louvri, kote divèsite opinyon yo pral respekte, ak kote ide pou amelyore kominote nou yo ak nasyon nou an pral ankouraje.

Nou kwè ke sa a pral ranfòse patisipasyon sitwayen yo, favorize konpreyansyon mityèl ak ranfòse tisi sosyal peyi nou an. Lè n'ap retabli "Ti Koze Anba Tonèl," nou vize pou kreye yon anviwònman ki pouse pou yon gouvènans demokratik kote chak vwa konte, e kote desizyon yo pran an konsideran bezwen ak aspirasyon tout popyilasyon ayisyen nan.

11.5 Patisipasyon Sitwayen nan Gouvènans

Anplis fowòm diskisyon kominotè yo, nou pral enstitiye mekanis ofisyèl pou ankouraje patisipasyon sitwayen yo nan pwosesis desizyon gouvènman an pran. Konsiltasyon piblik, fowòm diskisyon ak platfòm sou entènèt pral pèmèt sitwayen yo patisipe aktivman nan politik ak pwogram ki gen rapò ak yo.

Pendan n ap ankouraje patisipasyon sitwayen ak ranfòsman wòl medya ak sosyete sivil la, nou vize pou bati yon gouvènman responsab, ki reyaji a bezwen popilasyon an ak ki angaje nan transparans ak demokrasi.

12. Transition ak Plan aksyon

12.1 Estrateji pou Mete an Aplikasyon Refòm nou Pwopoze yo

Nou konprann ke yon tranzyisyon nan yon lavni miyò mande yon planifikasyon detaye ak yon metòd pwogresif pou mete an aplikasyon pwopozisyon nou yo. Nou konsyan ke nou se yon katalizè, pa yon pati politik, epi nou angaje nan yon apwòch reyalis pou enfluyansè kominote nou an pozitivman ak òganize yon mouvman pou chanjman.

12.2 Etap Gradyèl

Nou wè yon pwosesis tranzyisyon ki gen plizyè etap, ki pèmèt nou aji kòm ajan chanjman nan kominote nou an. Chak etap ap prepare avèk swen pou rezoud pwoblèm espesifik ak ankouraje angajman lidè ak sitwayen onèt ki pataje vizyon nou an. Pou mete refòm nou yo an aplikasyon ak gide tranzyisyon an nan yon lavni miyò, kolektif nou an adopte yon apwòch reyalis ak gradyèl. Nou angaje kolabore avèk lòt pati prezan, sitou sa yo ki te patisipe nan Akò Montana, GRANH, ak gwoup ‘Vers un État de Droit’ etc. pou elabore ansanm yon plan tranzyisyon. Plan sa a pral kouvri priyorite ki presi ak pral etabli yon kalendriyé pou mete an aplikasyon. Aksyon nou yo pral konsantre sou domèn sa yo.¹¹

- Refòm pwosesis elektoral yo ak ankourajman patisipasyon sitwayen.
- Renfòsman sekirite piblik la.
- Amelyorasyon sistèm jistis la ak pwoteksyon dwa moun.
- Kòmba kont koripsyon ak enpinite.
- Repons ak ijans ekonomik yo.
- Jere sante, ki enkli reyaji nan kriz COVID-19 ak kolera.
- Òganize yon Konferans Nasyonal Souvèren.
- Sipò pou agrikilti ak endepandans alimentè.
- Pwomosyon pwoteksyon sosyal.

- Refòm edikasyon an.
- Pwomosyon kilti an.
- Pran swen anviwònman an ak jere risk ak katastwòf.
- Refòsman kooperasyon entènasyonal ak diplomatik.

12.3 Kòdinasyon ak Ankadreman

Nap mete an plas mekanis kòdinasyon ak ankadreman pou asire koherans nan aksyon nou yo ak efikasite enplikasyon nou an. Gwoup travay, sesyon senzibilizasyon, ak diskisyon regilye pral gide nou

11

nan bon direksyon .

12.4 Kalandriye pou Aksyon nan Kout, Mwayen, ak Long Tèm

Konsyan de wòl nou kòm yon katalizatè, nou pral adopte yon kalandriye aksyon ki vize ankouraje patisipasyon aktiv ak mobilizasyon kominote a. Objektif final nou se ankouraje emèjans lidè yo ki pataje vizyon nou an ak kreye yon mouvman chanjman pozitif ki dirab.

12.5 Aksyon nan Kout Tèm

Nan sis premye mwa yo, nou pral konsantre efò nou sou aksyon konkrè ki vize senzibilize piblik la, tabli patenarya ak òganizasyon tankou gwoup Akò Montana yo ak ankouraje dialog sou nouvo defi kominote a ap konfwonte.

12.6 Aksyon nan Mwayen Tèm

Nan de pwochen ane yo, nou angaje pou apwofondi inisyativ nou yo nan kreyasyon espas diskisyon, atelye, ak pwogram edikatif ki vize ranfòse konpreyansyon sou pwoblèm yo ak ankouraje plis moun ankò pou rantre nan mouvman nou an.

12.7 Aksyon nan Long Tèm

Pandan yon peryòd de senk a dis an, kolektif nou an vize fè yon gwo enpak nan kreyasyon yon anviwònman ki fasilite emèjans lidè ki angaje ak mete an aplikasyon refòm pozitif nan kominote nou an. Plan aksyon nou an refilete konviksyon pwofon nou an nan kapasite endividi yo kòm ajan chanjman pozitif. Kòm yon kolektif, nou gen anvi kreye yon mouvman ki depase baryè politik yo pou fè sòti lidè pasyone ak detèmine ki prè pou bati yon lavni miyò pou kominote nou an.

Konklizyon

Nou reafime konviksyon ak engajman nou pou yon lavni klere pou Ayiti

Nou nan kolektif la reafime ak konviksyon djanm nou angaje pou yon lavni klere pou Ayiti. Nou gen fèm konviksyon ke aksyon kolektif gen pouvwa pou kreye transformasyon pozitif ak dirab nan kominote nou an. Manifès sa a reflekte detèminasyon nou pou mete an aplikasyon refòm ak inisyativ ki pral ede fòje yon Ayiti plis flòrisan, ekitab, ak estab.

Apèl Inite Nasyonal ak Mobilizasyon

Nou fè yon apèl chaje emosyon bay tout Ayisyen, san distenksyon politik, pozisyon sosyal, oswa kondisyon ekonomik, pou chita ansanm alantou vizyon nou an. Sèl chimen pou reyalize vizyon manifès sa a se inite nasyonal ak mobilizasyon chak endividi.

Souflé Lambi pou Yon Revey Kolektif

Tankou son Lambi ki vwayaje nan kampay Ayiti yo, manifès sa a rezone tankou yon apèl pou aksyon. Nou gen yon pwofon fwa nan fòs eritaj nou an, istwa nou an, ak pèp nou an. Lè nou rasanble ansanm nan mouvman sa a, nou ap afime ak fòs konviksyon nou ke lavni Ayiti kanpe sou detèminasyon nou pou kreye yon chanjman pozitif.

Ansanm, kòm sitwayen angaje, nou pare pou depase divèjans nou yo, fè fas ak defi yo, travay men nan men, ak angaje tèt nou pou bati yon Ayiti ki plis rezilyan ak vibrant. Manifès nou an se yon apèl pou aksyon tout Ayisyen, pou ansanm, nou ka reyalize vizyon nou an nan yon nasyon ki pwospere ak akompli pou jenerasyon kounye a ak pwochen yo.

"Fok ke sa chanje. Defi a gwo, se vre, men ansanm, nou kapab releve l', epi menm jan avèk bèl priyè sa ke, nan non nou, powèt jakmelyen Alcibiade Pommayrac t'ap fè bay Bon Die, nan syèk ki sot pase a⁵ :

Pa pèmèt sa, Seyè, lavalas valé li

Epi pou tout yon pèp, dènye espwa a pa fini mouri.⁵ "

Kolektif la :

Patrick Prézeau Stephenson, M.Sc., Auteur, Scientifique

Gregory Sicard, MBA, Entrepreneur, Auteur

Serge H. Moise, Avocat

Drelin Laguerre, Ingénieur, Auteur

Maria Dehoux, Activiste, Evangéliste

Eddy Cavé, Economiste, Ecrivain

Harry Loiseau, M.Sc., Économiste

Ruolz Ariste PhD, Economiste, Chercheur

Jacques François Pauyo, Spécialiste en Sécurité, Ex-candidat

RFL, Leader Communautaire

Ashley Laraque, Entrepreneur, Acteur, Porte Parole de l'Association Militaire d'Haiti, Influenceur

GINETTE Cherubin, Auteure, Conseillère Electorale 2007-2011, Ex-Ministre, Militante des Droits des Femmes

Fitzgérald Jean, Entrepreneur, Expert électoral, Chargé de Missions Electorales pour l'ONU, Consultant de la Fondation Internationale pour les Systèmes Electoraux (IFES).

Nou ta renmen remèsye tout kolaboratè ak patisipan yo ki te rann manifeste enpòtan sa a posib. Angajman w ak lide w te esansyèl nan fòm vizyon pataje sa a pou Ayiti. Pou nenpòt kesyon, sijesyon oswa pou rantre nan mouvman nou an, pa ezite kontakte nou nan adrès imel Kolektif la: info@gregorysicard.com. Ansanm, ann kontinye travay pou yon avni ki pi jis ak pwospè pou peyi nou renmen anpil.

RÉFÉRENS

1 Equal Justice Initiative, 2022. *Haiti's Forced Payments to Enslavers Cost Economy \$21 Billion*, *The New York Times Found*.

<https://ej.org/news/haitis-forced-payments-to-enslavers-cost-economy-21-billion-the-new-york-times-found/> consulted September, 26 2023.

2 GRAHN, 2010, *Construction d'une Haïti nouvelle : vision et contribution du GRAHN – Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle*
Samuel Pierre, éditeur scientifique

3 Simon HENOCHSBERG Décembre 2016. *Public debt and slavery : the case of Haiti (1760-1915)*
consulted September 26 2023.

4 Drelin Laguerre, 2020. *Plaidoyer pour un système fédéral en Haïti*. https://www.amazon.ca/-/fr/gp/product/B08KQFZ2DQ/ref=dbs_a_def_rwt_hsch_vapi_tkin_p1_i1

5 Serge H. Moise 1988.. *Fonds Haïtien de Solidarité (FHS)*. *Paru dans le Nouvelliste*.

6 Patrick Prézeau Stephenson et al., Collectif du Manifeste L'Appel du Lambi.2023. *La Cession de la Louisiane et la Rançon d'Haïti à la France : Comparaison et Analyse*.

<https://prezeau.blogspot.com/2023/09/la-cession-de-la-louisiane-et-la-rancon.html>

7 Patrick Prézeau Stephenson et al., Collectif du Manifeste L'Appel du Lambi.2023. *How can France Honor its debt to Haiti?* <https://prezeau.blogspot.com/2023/09/how-can-france-honor-its-debt-to-haiti.html>

8 Patrick Prézeau Stephenson et al., Collectif du Manifeste L'Appel du Lambi. October 3, 2023. *Minimum Lost Economic Productivity Due to 200K Displaced People in Haiti*.

<https://prezeau.blogspot.com/2023/10/minimum-lost-economic-productivity-due.html>

9 The New York Times, 2022. *The Ransom: The Root of Haiti's Misery: Reparations to Enslavers*
<https://www.nytimes.com/2022/05/20/world/americas/haiti-history-colonized-france.html>

10 Gregory Sicard, Développement Économique d'Haiti et Perspectives, 2021.

11 Accord-Montana-Version-finale-PDF-publiee-dans-Le-Nouvelliste-avril-2022.pdf

12 UNODC, 2023. Haiti's criminal markets: MAPPING TRENDS IN FIREARMS, brief prepared by the Research and Trend Analysis Branch, United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC).

13 Ruolz Ariste. Communications.
Trading Economics, 2023. *Haiti Remittances*.

<https://tradingeconomics.com/haiti/remittances>

14 Harry Loiseau, 2023. Communications.

15 Ginette Cherubin, *Le ventre Pourri de la Bête*, Les Press de Marquis Imprimeur 2014, Editions de l'Université d'Etat d'Haiti.

16 Fitzgérald Jean, *Recommandations pour le Futur Conseil Electoral*, 2024.

MANIFESTO: THE CALL OF THE CONCH



LIBERTY, EQUALITY, FRATERNITY

UNITY IS STRENGTH

Co-Authors: Patrick Prézeau Stephenson and Gregory Sicard

Collaborators:

Harry Loiseau, Eddy Cavé, Serge H. Moise, Ruolz Ariste, Drelin Laguerre, Jacques François

Pauyo, Maria Dehoux, Raymond Lerebours, Ginette Cherubin, Fitzgerald Jean,

Ashley Laraque.

Copyright © 2023 Le Collectif Appel du Lambi

Tous droits réservés

ISBN: 9798866669325

Introduction

This manifesto arises from a union of honest Haitian citizens who share deep concerns about the current state of our nation. Patriots from diverse backgrounds, we are profoundly affected by the critical situation prevailing in Haiti today. Our country faces an uncertain future, marked by complex and urgent challenges that question its very existence. The Haitian issue is such that this crisis, the most acute the country has experienced since gaining independence, spares none of the vital sectors of the nation. This situation only worsens, developing a state of chaos with unpredictable consequences. We firmly believe that the time has come to act in a coordinated manner, in collaboration with other stakeholders, such as those involved in the Montana Agreement, GRANH, the group 'Towards a State of Law,' etc., to attempt to lift ourselves out of the abyss in which we are immersed. Citizens, as the original guardians of national sovereignty, as well as responsible politicians, are obligated to find a fair and lasting solution to the current political crisis. They must preserve hard-won democratic advances in the face of the threat of state collapse and avoid any regression towards arbitrariness. Together, they stand against barbarism, for life, for the rebirth of the Nation, and for a

11

better coexistence .

Executive Summary of the Manifesto: "The Call of the Conch"

Introduction of the Group and Its Members The manifesto is the result of the group commitment of determined Haitian citizens to transform their country. It presents a unified vision for Haiti's future, formulated by a diverse and dedicated group of group members.

- **Current Context of Haiti: Insecurity, Social, Economic, and Political Challenges** Haiti faces complex challenges, including insecurity, poverty, and political instability. This difficult context underscores the urgent need for profound and positive change.

- **Importance of Collaboration and Group Action for Change** The manifesto emphasizes the importance of national unity and collaboration among citizens to overcome current challenges and create a better future.

- **A Vision Inspired by Our Glorious History** The manifesto draws its inspiration from Haiti's rich history, highlighting the values of liberty, equality, and fraternity that have guided the country since its independence.

- **Short, Medium, and Long-Term Goals** The manifesto outlines clear short, medium, and long-term goals, covering areas such as justice, education, economy, environment, and citizen participation.

- **Fundamental Principles: LIBERTY, EQUALITY, FRATERNITY** The manifesto advocates for the fundamental principles of liberty, equality, and fraternity, grounding its proposals in these essential values.

- **LIBERTY** The manifesto advocates for liberty of the press, national independence, and the promotion of human rights, emphasizing regaining the country's autonomy against foreign influences.

- **EQUALITY** It proposes political and legislative reforms to strengthen democratic institutions, ensure security and the rule of law, combat corruption, and promote social equality.

- **FRATERNITY (Social Programs, Economic and Social Development)** The manifesto suggests economic policies to stimulate growth, improve education and healthcare, promote sustainable agriculture, and foster international cooperation for sustainable development.

- **Environment** It highlights environmental preservation initiatives, promotion of clean energy, natural resource management, and decentralization for sustainable development.

- **International Relations** The manifesto advocates for constructive cooperation with neighboring

countries and the international community while affirming Haiti's sovereignty and promoting dialogue and innovative diplomacy.

- **Citizen Participation** It encourages active citizen participation in the political process, advocating the creation of vigilance brigades, community intelligence services, and the promotion of participatory and inclusive democracy.

- **Transition and Action Plan** The manifesto proposes a progressive strategy for implementing reforms, emphasizing the importance of coordination, guidance, and a timeline for actions in the short, medium, and long term.

- **Conclusion** The manifesto concludes by reaffirming the group's commitment to a prosperous, fair, and stable Haiti. It calls for national unity, citizen mobilization, and group action to achieve this shared vision. The manifesto represents a call to action for all Haitians, aiming to build a better future for current and future generations.

TABLE OF CONTENTS

1. Presentation of the Group and Its Members (Page 122)

2. Current Context of Haiti: Insecurity, Social, Economic, and Political Challenges (Page 123)

3. Importance of Collaboration and Group Action for Change (Page 126)

4. A Vision Inspired by Our Glorious Past (Page 127)

5. Short, Medium, and Long-Term Goals (Page 129)

5.1 Short-Term Goal: Transitional Period to Restore the Rule of Law

5.2 Electoral Council

5.3 Medium-Term Goals

5.4 Long-Term Goals

Fundamental Principles: LIBERTY, EQUALITY, FRATERNITY

6. LIBERTY (Page 136)

6.1 Liberty of the Press

6.2 Role of Media and Civil Society in Ensuring Accountability

6.3 Restoring National Sovereignty, Reducing External Dependence.

6.4 Promoting Human Rights and Democratic Values.

7. EQUALITY (Page 138)

7.1 Proposals for Political and Legislative System Reform

7.2 Strengthening Democratic Institutions and the Rule of Law.

7.3 Security and Rule of Law, Strengthening Security Forces to Ensure Citizen Protection.

7.4 Strengthening the Judiciary.

7.5 Strengthening Police and Defense Forces.

7.6 Organized and Cross-Border Crime.

7.7 Ending Haiti as a Transit Point.

7.8 Combating Corruption and Organized Crime: Resolute and Multidimensional Approach.

8. FRATERNITY (Social Programs, Economic and Social Development) (Page 143)

8.1 Economic Policies to Stimulate Growth and Employment

8.2 Stability as an Economic Lever and Individual Development

8.3 Poverty and Social Exclusion

8.4 Transparency in the Management of Existing Funds

8.5 Autonomous Development, Proposal for the Development of the Haitian Solidarity Fund (FHS)

8.6 Investments in Education, Health, and Infrastructure

8.7 Quality Education

8.8 Youth and Sports Policy, Haiti Youth Athletes Development Program

8.9 Cultural Policy

8.10 Health for All

8.11 Improving Access to Quality Healthcare

8.12 Cuban Healthcare Model

8.13 Modern Infrastructures

8.14 National Civic Service

8.15 International Cooperation

8.16 Slowing Population Growth

9. Environment (Page 153)

9.1 Decentralization

9.2 Initiatives for Environmental Preservation and Sustainable Development

9.3 Protection of Natural Resources.

9.4 Promotion of Clean Energy

9.5 Environmental Education

9.6 Promotion of Sustainable Agriculture

9.7 Risk Management and Disasters

10. International Relations (Page 156)

10.1 Collaboration with Neighboring Countries and the International Community

10.2 Multilateral Cooperation

10.3 Strategic Economic Partnerships

10.4 Haitian Sovereignty and the Right to Irrigation

10.5 Negotiating with France for a New Era of Cooperation

10.6 Diplomacy to Strengthen Ties and Promote Development

10.7 Constructive Dialogue

11. Citizen Participation (Page 159)

11.1 Encouraging Active Citizen Participation in the Political Process

11.2 Vigilance Brigades

11.3 3 Community Intelligence Services

11.4 Participatory and Inclusive Democracy

11.5 Citizen Participation in Governance

12. Transition and Action Plan (Page 161)

12.1 Strategy for Implementing Proposed Reforms

12.2 Gradual Steps

12.3 Coordination and Supervision

12.4 Timetable for Short, Medium, and Long-Term Actions

12.5 Short-Term Actions

12.6 Medium-Term Actions

12.7 Long-Term Actions

Conclusion (Page 164)

1. Presentation of the Group and Its Members

Our group represents a mosaic of voices, each bringing an original perspective to the discussion. Our members come from diverse backgrounds, professions, and regions of the country. We are united by a commitment to a better Haiti, and we believe that our diversity is our greatest strength.

Integrity is a fundamental quality within our group. Our members are united by their dedication to a better Haiti, but they also share a strong commitment to personal integrity and honesty. We firmly believe that integrity is the cornerstone upon which our ability to positively influence our community and work for the common good rests. Each of our members strives to demonstrate integrity in all actions and maintain high ethical standards. That builds trust within the group and ensures that our efforts for change are grounded in solid values. As a diverse group, we take pride in maintaining a culture of integrity, as it enables us to work together harmoniously to achieve our common vision for Haiti.

2. Current Context of Haiti: Insecurity, Social, Economic, and Political Challenges

Our nation is going through a period of profound crisis, facing unprecedented social, economic, and political challenges. After the assassination of President Moïse, the political situation in Haiti became even more unstable and complex. Moïse's assassination led to the declaration of a state of emergency in Haiti, with fears of increased violence and instability. Elections were scheduled for September 2021 to elect a new president and renew the Parliament, but they were postponed due to unrest and instability. During this period, Haiti also faced serious economic issues, including high inflation, widespread poverty, and violence. The humanitarian situation deteriorated, and entire streets and neighborhoods are now under the control of armed gangs, while corruption and political instability undermine the very foundations of our society. As the current de facto government remains evidently powerless, hundreds of thousands of our compatriots have had to flee their homes, becoming either internally displaced or refugees in foreign countries, notably in the USA. Our country chronically suffers from poverty, lack of education, food insecurity, and health issues that particularly affect the most vulnerable populations.

We are aware of the urgency to restore stability in our country and implement rules of good governance, transparency, respect for human rights, justice, and the fight against impunity. We reaffirm our commitment to national democratic standards and international instruments to which Haiti is a party.

Finally, we recognize that the mobilization of civil society is essential to sustainably overcome the crisis, as organized sectors of society are the only ones capable of countering conflicts of interest between economic and political forces that control the collapsing state¹¹. Aware of this issue, a group of concerned citizens formed an [anti-corruption group](#)¹³.

The anti-corruption movement is a global phenomenon of the last two decades. This legitimate movement is in tune with the times. People are tired of seeing their countries condemned to underdevelopment by corrupt powers. They want to end the corruption that plagues the economy, demand accountability, and hold corrupt politicians accountable. They also demand more social justice, akin to the « Gilets Jaunes » in France. In Haiti, the Petro Challengers emerged in 2018 to demand more social justice, tackle corruption, hold those who plunder state funds accountable, and bring them to justice. In Haiti, this movement gained momentum and attracted thousands of people to their protests. The terror instilled by kidnappings, lockdowns, and the coronavirus epidemic seems to have, for now, silenced the legitimate demands and protests of the Petro Challengers.

There is no political ideology in Haiti. Governments that have followed one another for some time

practice two doctrines: "Ce tou pam," which translates to "it's my turn," and "pourvu que ça dure," (Let's hope it lasts) as Napoleon's mother used to say. These doctrines lead those who come to power to seek only to enrich themselves as quickly as possible and to stay in power as long as possible, sometimes by any means. Corruption is spreading at all levels of the state. Political crises multiply to stay in power and increase authority at the expense of constitutions. When constitutions and the rule of law become obstacles to these two doctrines, they are shelved or replaced by more suitable ones that bolster power. The use of repressive force follows to quell all protests and ensure its longevity. This pattern has been repeating itself since 1957. We must break the vicious circle that keeps us going in circles. A team of true patriots must put an end to "it's my turn" and "let's hope it lasts."

The current government wants to give the country a new constitution, which it wants to be approved by referendum and organize presidential and legislative elections. A very busy schedule, in an atmosphere of terror and insecurity, how can citizens be brought to vote? Entire sections of the national territory are controlled by armed gangs. What about the security of polling stations, voters, and ballot boxes? The climate is not at all conducive to holding electoral contests. Since 2021, with the executive branch's acknowledgment of the expiration of the terms of deputies and senators, one wonders under what regime we are living. The very organization of a referendum is unconstitutional and prohibited by the 1987 constitution.

Does Haiti really need a new constitution? Another constitution will change nothing. Haiti is one of the biggest consumers of constitutions in the world. Haiti's constitutional order is remarkably unstable. Haitians have managed to draft and implement, often briefly, 23 constitutions, more than the French: 1801, 1805, 1806, 1807, 1811, 1816, 1843, 1846, 1849, 1867, 1874, 1879, 1888, 1889, 1918, 1932, 1935, 1946, 1950, 1957, 1964, 1983, 1987. The last one, dated March 29, 1987, has lasted the longest, setting a record with 36 years in force. Almost every government has written its own, and sometimes several; during their time in power; the Duvaliers promulgated four. What has it changed? The United States of America have had the same constitution since September 17, 1787! France has only known 5 republics in over 200 years since the French Revolution. Haiti does not have a constitution problem but a problem with corrupt officials that need to be removed to bring progress to the country and its population. Constitutions can be amended and adapted to different times to facilitate the management of public affairs. The 1987 constitution can be amended to simplify certain procedures. There are no great orators or notable figures like those in the constituent assembly that drafted the 1987 constitution present today to give us a valid constitution. To draft it, a constituent assembly of 60 members, including historians, economists, sociologists, and legal experts, some appointed by the current government, others elected (1/3), and the rest appointed by socio-professional associations, unions, and political parties, worked for months consulting other experts. The votes, article by article, and all

debates were broadcast live on National Radio and Television to arrive at the final text. Many proposals were sent by all sectors of society and all were read and taken into account. Each article was voted on by the majority of the constituents. There were figures like Mirlande Manigat, a constitutional scholar, historian Georges Michel, businessman- writer Serge Villard, Dr. Roy, lawyer Chantal Hudicourt

10

Ewald, etc., just to name those.

The text proposed under the presidency of Jovenel Moise and the Government of Ariel Henry seems very questionable with limits to the rights of citizens and the power of a single assembly. The text developed by who knows who is imposed without public debate on the population with very controversial articles whose real content and consequences are unknown.

To resolve problems related to dual nationality and other issues, as well as to eliminate corruption among deputies and senators, a new constitution is not necessary. We must amend the 1987 constitution and elect honest deputies and senators. To win football championships, clubs acquire the best players but do not seek to change the rules of football. (1) Source Le Nouvelliste 3/29/21 “From the 1987 Constitution 34 years later” and Interview on 3/31/21 Le Point, Radio and Télé Métropole by Chantal Hudicourt Ewald 10.

3. Importance of Collaboration and Group Action for Change

In the face of this grim situation, we firmly believe that it is time for everyone to engage in the upcoming group battle. It is only through the collaboration of all and each individual that we will succeed in restoring the dignity of our nation and offering a promising future to the present and future generations. We are determined to overcome our differences and unite our strengths to trigger the momentum leading to a profound and authentic change, capable of countering the destructive forces currently at work in our country.

All astute analysts and those concerned about this desperate situation, politicians, unionists, craftsmen, professionals, and other civil society organizations, are unanimous about the urgent need for this dialogue, breaking once and for all with our past practices, especially that of speaking loudly and saying nothing. Genuine dialogue lies in the harmonious combination of coordinated words and actions. One of our statesmen, in an address to the nation, concluded as follows: "Haiti's most serious problem is the lamentable state of the Haitian people." Was it a mere quip, expressing his current frustration, or, like so many others before him, including Louis Joseph Janvier, Jean Price Mars, Jacques Stephen Alexis, Jacques Roumain, etc., who through their writings and positions, have consistently warned us⁵ against ourselves ?

In drafting this manifesto, we blow the traditional "lambi" to mobilize all citizens aware of the need to stop the current destructive spiral. We can no longer afford to watch as indifferent spectators while the country collapses under the weight of the current crisis. We therefore invite every Haitian to join the ranks of unity and contribute to the construction of an autonomous, democratic Haiti liberated from the grip of armed gangs and their sponsors, wherever they may come from. Together, we can make a difference and shape a future where hope, security, and prosperity are no longer empty words.

Our action aligns with our national motto that guides us: "LIBERTY, EQUALITY, FRATERNITY" and "UNITY MAKES STRENGTH."

4. A Vision Inspired by Our Glorious History

Our aspiration for Haiti is to regain the dignity and greatness that marked our past. As the world's first free and independent Black Republic, our nation's history is dotted with moments of stability and prosperity, where our people have demonstrated resilience and unity to overcome challenges. Through the pages of our history, there were governments, while sometimes controversial, that witnessed our ability to maintain a stable direction and progress by accepting and respecting our diverse culture and plural origins. With a population composed of over 95% of people of African descent, it is imperative to celebrate and respect each person's identity while recognizing the rights of minorities.

We have learned to disregard our own cultural values for imported practices, creating in us a new type of colonized mentality. Our ignorance of our cultural identity, the main cause of our structural weaknesses, both mental and institutional, explains our inability to organize ourselves considering our specificity as a people. Frantz Fanon proclaims that the traditional Antillean, traditionally in struggle, must undergo his descent into hell to be reborn from his ashes and move towards his full flourishing.⁵

Our eminent compatriot Antenor Firmin, in response to the question: What should be done for Haiti's regeneration, had this apt word: "Let us sincerely and loyally adopt, within us, the principles and practices that have favored the evolution of young civilizations, our rivals, who grow and prosper through work, education, and liberty." He was not listened to; should we deduce that this is not a major concern of our governments⁵ ?

Our culture is rich and admired worldwide because of our plurality. Let us always keep this in mind. Prejudice and racism, regardless of their origin, have no place and will not be tolerated. Mutual respect and appreciation of diversity are the keys to our progress and economic development. It is essential to remember that the change we advocate for and sustainable development result from our efforts and mutual understanding, not a spontaneous phenomenon. Since there is no spontaneous generation, may we draw inspiration, among other things, from the ideals of our original Haitian thinkers who have left us their thoughts in writing, to guide our path towards the rebirth of our Homeland and a better future. Together in our diversity, we are stronger.

Periods marked by visionary governance and concerted actions illustrate our people's potential to achieve sustainable progress. By fully embracing their plural identity and standing at the forefront of civilization, Haitians strengthen their unity as a nation and contribute to the flourishing of their diaspora.

Drawing inspiration from this glorious history, we believe we can face current challenges and build a

future where peace, justice, and prosperity will once again be realities for every Haitian. Our goal is to mobilize the population around a common vision, establish structural reforms, and stimulate economic and social development. We are committed to drawing from positive experiences of the past to create an environment conducive to our nation's flourishing and the realization of our group vision.

By embracing our history and learning from governments that have provided stability and progress, and also by accepting and learning from past mistakes, we can find inspiration to overcome present and future challenges. Our vision gains strength from both the successes and failures of the past to avoid repeating the same mistakes. We are determined to chart a course that will lead to a future where Haiti will shine again in all its splendor.

5. Objectives in the Short, Medium, and Long Term

5.1 Short-Term Objective: Transitional Period to Restore the Rule of Law

- Return to the unamended 1987 constitution; the transitional president to be chosen from among the judges of the Court of Cassation.
- Creation of a Council of Elders composed of 13 members, one for each of the 10 departments and three to represent the diaspora (one for North America, one for Europe/Africa, and one for the Caribbean/South America). This council will act as a parliament to oversee the executive branch and ensure the proper implementation of the roadmap. It can remove the President and the Prime Minister for serious misconduct and high treason. It will ensure strict adherence to the transitional mandate; prevent abuses of power and partisan appointments; guarantee the integrity of the electoral process; and serve as a mediation body in the event of an institutional crisis.
- The Prime Minister will be chosen by the Council of Elders.
- The roadmap for this exceptional transitional government:
 - Restore security throughout the national territory
 - Organize the national conference
 - Organize the elections
- The duration of this transition is one year. A period of 4 to 6 months will be allocated to restoring security and simultaneously launching the national conference. Once security is established, the organization of elections will begin, taking into account the parameters recommended in paragraph 5.2.

We are committed to working tirelessly to realize this vision. To this end, we are establishing clear, time-bound objectives that will guide our actions towards sustainable development and renewed stability.

Security: gradual restoration of state control over the territory, securing vital routes, protecting the population, and minimally restarting public services. Elections: establishing the technical, legal, and security conditions necessary for credible, inclusive, and verifiable elections, leading to the installation of elected authorities. Ending the violence perpetrated by armed gangs and restoring security within communities. Laying the foundation to combat corruption and promote transparency in governance.

Strengthening the capacity of local institutions to meet the basic needs of the population. Restoring and reinforcing the institutions that play a central role in our vision, such as civil society initiatives. We firmly believe that strong institutions are essential for ensuring stability, justice, and progress within our nation. Our collective is committed to actively working towards the rehabilitation and strengthening of existing institutions, ensuring that they operate transparently and ethically. This also involves restoring public trust in these institutions, which is crucial for effective governance. We will collaborate with local and international experts to improve the operational capacity of these institutions, thereby ensuring that they can adequately address the basic needs of the population, promote justice, and combat corruption. By restoring and strengthening reliable and accountable institutions, we will lay the groundwork for a safer, more prosperous, and more equitable future for all Haitians.

We must come to the conclusion that Haiti is at war against gangs. We can no longer speak of insecurity but of war. Insecurity is when we see common crimes, snatching, domestic theft and others. This situation is largely outdated in our country today. The population of all social classes is victims of kidnapping. The kidnapped find themselves sequestered with 40-50 people in cells waiting up to several months for their release against ransom. The scourge is currently out of control. Gangs control entire territories where they enforce their law and hold corporations, businesses and residents to ransom and charge passage fees. These territories are lost for the State. Corporations and businesses close their doors in these lawless zones, unable to operate due to a lack of customers or refusing to pay astronomical right-of-passage or ransoms to gangsters. The number of displaced people, due to gang attacks on certain neighborhoods and towns and the destruction of homes, amounts to tens of thousands. We must call things what they are and recognize that Haiti is at war against armed groups.

By recognizing this state of war, it becomes necessary to put in place the means in terms of military personnel and equipment to win this war. A break with the past and the predictable defeat policies of the transitional government of Ariel Henry is necessary. No need to have foreign police officers who are under-equipped and do not have the will to fight at the risk of their lives to save Haiti. Moreover, a war does not fall under the jurisdiction of the police. We need an army. We must recruit soldiers, the help of foreign officers to train them in urban guerrilla warfare, make these tactical commandos operational as quickly as possible and give them the appropriate equipment: combat weapons, armored tanks equipped with cannons or machine guns, drones and helicopters. It is not enough to receive troop transport vehicles!

External cooperation is essential to obtain the necessary equipment. A diplomatic approach to try to resolve the problem of the United States military equipment embargo against the Haitian Army must be pursued. Efforts must be made on both sides, Haitian and American, to reduce and possibly

eliminate arms and munitions coming from the United States to gangs. Foreign military contingents can assist in operations with appropriate weaponry to win this war faster. The option of finding partners for cooperation and armament must be considered.

5.2 Electoral Council

We prefer to speak of Electoral Council (CE) and not Provisional Electoral Council (CEP). Concerning the organization of elections and the Electoral Council (EC), the collaborators and experts on the subject consulted agree on the following points:

We must define a Strategic Orientation Framework (COS): Mission, vision, action. Then, the general policy emerges through four major considerations:

- _ The independence and autonomy of the CE
- _ Transparency and communication policy
- _ The policy of equal integration and consideration of the gender approach
- _ Management of the electoral process. 15

1) Make the Electoral Council (EC) truly apolitical according to the wish of the 1987 Constitution which provides for a permanent institution and remove it from its eternal provisional status. The duration of the mandate of the EC advisors would need to be defined and would not necessarily be subject to that of the current electoral cycle. It could be longer and extend at least to the legislative elections which must follow, according to the 1987 constitution, 4 years later. The composition of the EC may be confirmed or modified by legislators, once the chambers resume their work after the elections, to professionalize it and make it even more independent of the executive power. We would thus avoid weakening the EC and subjecting it to the executive which organizes the elections. This would avoid the waste of resources and their misappropriation once the elections are over. The permanent CE would guarantee the surveillance and survival of its equipment and resources. The State would not need to spend to recreate a CE, allocate vehicles, offices and equipment on a national scale each time, which has been the case since the 1990 elections!

2) Stay as close as possible to the spirit and letter of the 1987 Constitution with regard to the choice and appointment of the advisors making up the EC. Indeed, since 1987, we have seen that sectors not provided for by the constitution are regularly called upon to propose candidates. According to the

amended 1987 Constitution, the choice of advisors comes from the 3 powers: executive, legislative and judicial. However, the composition of the EC should not move further and further from the constitution with each new electoral cycle. We must also ensure that they are qualified, professional, with diplomas and that they are apolitical technicians. 16 The Electoral Council once constituted should by vote choose its president and the executive director of the EC to be independent and make sure that they do not owe loyalties towards anyone.

3) Use the 2008 electoral law which can be amended, thus having a definitive electoral law, instead of having to introduce a new one each electoral cycle. This stage where the EC must, in concert with the Executive, revise the last law used, submit it to Parliament for adoption then promulgation by the Executive, unnecessarily lengthens the electoral process and gives the impression that the electoral law and the CE is tailor-made by and for the power in place organizing the elections, with the aim of maintaining itself or benefiting those close to it. 16

4) Make the EC autonomous and independent by providing it with an adequate and regular budget for its operation, including between two electoral cycles. The CE must be provided for in the annual budget of the Republic. In practice, the EC depends heavily on the Executive and after the elections the institution is neglected and accumulates debts for the rent of its premises (BED and BEC) and salary arrears for its employees and consultants. Board member terms should not end after elections and a core of permanent staff should remain in office. 16 Corruption can also be a temptation for those whose term of office is short and uncertain, when they aim to make money in the limited time allotted to them. It is, in our opinion, imperative to achieve the establishment of a Permanent Electoral Council.¹⁵

5) Retain CE technicians in an approach to preserve institutional memory and technical capacity. Despite numerous steps, the institution's employees still do not have the status of civil servants, which would entitle them to enjoy certain privileges and protections, including access to a pension. 16

6) Gradually free the CEP from the need for international technical assistance by strengthening its own technical capacities. The involvement of international organizations such as United Nations agencies and other NGOs contributes to perpetuating the perception of foreign interference in the electoral process in Haiti, hence a risk of weakening the entire process. Ideally, the participation of international bodies in the Haitian electoral process should be limited to electoral observation to guarantee transparency, according to modalities defined by the EC. 16

7) These are national elections whose financing must be the responsibility of the Haitian State exclusively, without requesting foreign aid, to avoid the influence of other countries in the results and

resolution of post-electoral conflicts. To reduce the costs of elections, a solution can be found in civic mobilization and the involvement in the electoral process of public officials, students and volunteers, who in compensation, would receive incentive measures such as: bonuses, scholarships study fees, tax exemptions, attendance fees or other similar remunerations. 15

8) A prerequisite for the electoral process is the identification of citizens of voting age. Normally, it is the prerogative of the National Identification Office (ONI) which is responsible for identifying all citizens and extracting adults and then transmitting them to the CE. However, the Haitian system has a fundamental weakness, like many African countries, namely the inability for the ONI to purge deceased citizens from its database. This is a civil status problem that has not yet been resolved in Haiti for various reasons, including the lack of systematic registration of deaths and the urban/rural dichotomy. Typically, the problem is circumvented by conducting voter registration every election cycle, a costly and time-consuming process. The CE will face a dilemma: either produce electoral lists on the basis of data provided by the ONI, which will distort the participation rates and even the results or either carry out a special expensive and time-consuming registration operation of voters. The urgency of a modern civil status service where registration of births and deaths is compulsory, automatic and computerized must be addressed. This would imply a change in certain cultural practices, especially in rural areas. This is a very complex issue due to the absence of the State in remote but also less populated regions.16

9) Electronic voting must be introduced in large cities and regions where it is possible, where there is electricity and access to emergency means in the event of power outages. Initially, electronic voting and paper voting can coexist to reassure the population and gradually replace it with your electronic one. This will prevent ballot stuffing or substitution, allow the diaspora to vote in consulates and get results quickly. Software to calculate population density in different regions and the use of a biometric system can limit fraud.

10) The number of political parties and candidates participating in the elections must be limited to avoid disorder, excesses and dangers of fraud on election day, in very small polling stations where dozens of auditors and party representatives want to be present. The EC must encourage parties of the same tendency to unite around the same platform and a common list of candidates. We must encourage coalitions, require a minimum number of members, for example 2% of registered voters for a party's participation in the contests, be able to present candidates for at least 10% of eligible positions or impose a substantial monetary guarantee on parties. who do not comply.

11) A count by department can be established to avoid having to transport all the ballot boxes to the capital, to have them stuffed and replaced, and thus speed up the results.

12) Quarantining of counting reports, definition: quarantining of a counting report if a candidate exceeds 300 votes in the same polling station. These reports must be recorded and reinstated after verification in the presence of those concerned. It is necessary to count the number of quarantines counting reports and for a report drawn up by a bailiff to take note of the report relating to quarantine. This is the Achilles heel of the tabulation center. Without strict accounting and control of the quarantine reports, a breach is opened to possible manipulations to reduce or increase the quantity of counting reports put on hold.¹⁵

To conclude, the vigilance of everyone, at all levels, at all stages of the electoral process remains a must. We must create an internal chain of vigilance.¹⁵

The suggestions for the CE come from the interview in the Le Point of Radio Télé Métropole on July 9, 2024, with Ms. Micheline Figaro, Advisor to the CEP for the 2000 elections, and Mr. Lemoine Bonneau, journalist who covered all the elections of the last 24 years. Mr. FitzGerald Jean, graduate in Computer Science and electoral expert, UN official with 15 years in the Democratic Republic of Congo, participated in drafting the suggestions. Ms. Ginette Cherubin, Architect, Minister for the Status of Women and Women's Rights 1996-1997, Advisor to the CEP for the 2007-2011 elections and author of a book on her experience "The Rotten Belly of the Beast" was consulted and we took into account the recommendations contained in her book.

5.3 Medium-Term Objectives

- Develop and strengthen mechanisms to combat corruption.
- Facilitate access to quality education for all Haitians.
- Invest in educational infrastructure.
- Train competent teachers.
- Strengthen all institutions, especially the judiciary system.
- Establish universal healthcare coverage.
- Promote job creation and economic opportunities to reduce unemployment and poverty rates.
- Encourage citizen participation and consolidate democratic mechanisms to ensure the

representativeness and accountability of leaders.

- Revitalize tourism. Explore potentials and necessary investments.
- Exploit underground resources while respecting the environment and rehabilitating affected areas caused by resource extraction.

5.4 Long-Term Objectives

- Ensure the proper functioning and sustainability of mechanisms established to combat corruption.
- Build strong and sustainable infrastructure to support long-term economic and social development.
- Ensure equitable access to quality healthcare services for all Haitians by improving medical facilities and training healthcare professionals.
- Make Haiti a respected player on the international stage by cultivating strategic partnerships and positively contributing to global challenges.

Together, we commit to working towards these objectives, mobilizing our resources, skills, and determination. Each step taken brings us closer to our vision of a thriving, respected, and prosperous Haiti. Our country deserves a better future, and it is by uniting our efforts that we will shape it.

Fundamental Principles: LIBERTY, EQUALITY, FRATERNITY

6. LIBERTY

Our group is founded on strong values and principles that guide our action toward the positive transformation of Haiti. We firmly believe in democracy, justice, fairness, and transparency as essential foundations of a prosperous society. However, we recognize that the current situation requires exceptional measures to overcome the crisis. The liberty of all citizens must be guaranteed. Liberty of speech, complete liberty of the press, liberty to move within the territory without being accountable or prohibited by gangs, liberty to trade according to the law. The roles of the army, police, and justice system are key to ensuring this liberty.

6.1 Liberty of the Press

We will preserve liberty of the press by creating an environment where journalists can practice their profession safely, without fear of reprisals. We will encourage responsible and objective journalism, informing the public and challenging those in power.

6.2 Role of Media and Civil Society for Accountability

We recognize the crucial role of independent media and civil society, including senators and deputies, in monitoring government actions, promoting transparency, and ensuring public officials are held accountable for their decisions. We will support liberty of the press and encourage civil society organizations contributing to accountability.

Reducing the country's dependence on foreign aid can only be effectively addressed if political elites recognize this challenge as a fundamental problem and responsibly commit to it, avoiding demagoguery and hypocrisy. It is essential to understand that the solution cannot be found in the short term. However, it is imperative to lay the groundwork now, acknowledging that the country's viability is compromised as long as it remains heavily reliant on external aid for survival.

Therefore, it is necessary to develop a rigorous plan to gradually reduce this dependence. This plan should include realistic goals and innovative, structural measures to meaningfully mobilize the

2
diaspora .

6.3 Restoration of National Sovereignty, Reduction of External Dependence

The reduction of national sovereignty has significant implications, including increased dependence on the international community for various aspects of governance. Currently, Haiti must seek international assistance to fund its national budgets, organize elections, and ensure the security of its territory and citizens. These key elements of national sovereignty are partly beyond the full control of the struggling Haitian state, questioning the true extent of this sovereignty² .

To address this situation, it is essential to strengthen national sovereignty by developing a more self-sufficient economy and gradually reducing dependence on foreign aid. Strengthened national sovereignty is crucial to enable Haiti to take control of its economic and political destiny² . It is urgent for customs to function properly, controlling everything entering the country and ensuring that duties are paid equitably by all, providing revenue to the state and making it more autonomous.

6.4 Promotion of Human Rights and Democratic Values

We will staunchly defend human rights, democracy, and fundamental liberties in our international interactions. We will play an active role in promoting universal values while respecting the sovereignty and cultural specificities of each nation. By consolidating our international relationships, we aim to strengthen Haiti's position on the global stage, establish mutually beneficial partnerships, and contribute to global peace and prosperity.

7. EQUALITY

Equality is inscribed in our national motto. Inclusion and diversity at the heart of our group signify a profound commitment to the protection and promotion of human rights. We recognize the intrinsic value of every individual and pledge to ensure that the fundamental rights of all Haitians are respected and protected. Inclusion and diversity are also pillars of our action because we believe in the strength and richness of our nation's plurality.

Throughout our journey, we will be attentive to the voice of our people, ensuring that all opinions and perspectives are considered. Our commitment to transparency compels us to be accountable for our actions and decisions, establishing mechanisms for oversight and accountability to maintain the integrity of our group.

By combining fundamental values and a pragmatic approach to overcoming the crisis, our group is determined to work for a stronger, fairer, and more united Haiti. Our path may seem bold, but we firmly believe that it is time to take drastic measures to lead our nation toward a better future.

We recognize that to create a stable and prosperous future for Haiti, profound institutional reforms are necessary to achieve equality for all. We propose bold changes aimed at restoring order, strengthening governance, and ensuring long-term stability.

7.1 Proposals for Political and Legislative System Reform

During this transitional period, we propose temporarily redefining the roles of the legislative and judicial branches. This measure aims to focus efforts on necessary structural reforms while avoiding the political obstacles that have hindered progress in the past. Ensuring a smooth transition involves filling institutional gaps within the executive, legislative, and judicial powers while allowing them to fulfill their permanent and continuous missions. In this regard, we recognize and support the transitional bodies created in accordance with Article 7 of the Montana Agreement¹¹. This temporary approach aims to ensure efficient and to coordinate public affairs management during the transition, aiming to restore stability and prepare the ground for a return to full democracy.

Anti-corruption laws have been enacted and are currently in force in Haiti. All Republic banks are obligated to enforce them. It is essential to involve the Central Bank of the Republic of Haiti and the Court of Auditors to ensure that state employees, including the President, ministers, executives, and officials, are subject to the same anti-corruption criteria as the rest of the population. Banks must fulfill

their duty to combat corruption and enforce the laws.

The use of state-registered vehicles should be limited to state services. Parliamentary immunity should be lifted for all crimes, including cases of corruption, tax fraud, and misappropriation of public funds¹⁴. All Haitians, whether abroad or on national territory, should enjoy the same rights. We support the recognition of dual nationality to promote diversity and dialogue. We will maintain constitutional amendments related to dual nationality, allowing citizens from the 11 departments to actively participate in exchanges while preserving their strong ties with Haiti.

In his 2020 publications, Laguerre argues that to promote Haiti's development, it is imperative to reform the failing political system of the 'Republic of Port-au-Prince.' This involves creating a new permanent and legitimate political platform that encourages social dialogue and ends the economic, social, and political marginalization of different provincial regions. To achieve this, Haiti must decentralize the currently centralized power in Port-au-Prince and grant autonomy to the country's five major regions, including Port-au-Prince as a city-region, within a federal state model⁴.

7.2 Strengthening Democratic Institutions and the Rule of Law

We recognize the vital importance of strengthening democratic institutions and the rule of law for Haiti's long-term stability and development. Our group is committed to ensuring that government institutions operate transparently, responsibly, and accountably to the population. To strengthen the Haitian state, it is essential for citizens to express their will and be willing to engage in a process of change. This involves recognizing that a society cannot function autonomously without an entity that promotes the common interest and acts as an arbiter during the inevitable conflicts of interest that arise within society. Therefore, as part of the transition, we support the holding of a Sovereign National Conference, as already planned in the elaboration of the Montana Agreement's roadmap.

The entity responsible for protecting the common interest and resolving social conflicts can only be the State. It must be a State founded on justice, respect for the law, protection of the rights of the majority and minorities, strategic planning, as well as integrity. Its primary role is to serve all citizens, without favoring the privileges of groups or social classes. Such a State must prioritize improving the living conditions of the disadvantaged majority, promote economic progress for the entire society, and contribute to the overall development of the country while ensuring political stability and the well-being of all. We will actively work to promote the independence of the judiciary, ensure equality before the law, and guarantee that the fundamental rights of every citizen are respected. By strengthening

these foundations, we will pave the way for a just, equitable, and democratic society where the potential of each individual can be fully realized.

To realize this vision, we also commit to promoting integrity and ethics within our government institutions and the public service. We aspire to see honest citizens, guided by the principles of accountability, transparency, and dedication to the common good, holding leadership positions at all levels. By uniting our efforts around these institutional reforms and the promotion of integrity, we aim to create a transformed Haiti, where democracy, stability, and economic progress come together to offer a bright future for our nation.

7.3 Security and Rule of Law, Strengthening Security Forces to Ensure Citizens' Protection

The security of our fellow citizens is an unwavering priority. To restore a secure and stable environment, decisive measures are imperative.

7.4 Strengthening the Judiciary

As part of strengthening the judicial system, we will invest heavily to ensure the fairness and independence of our judicial system. This will include the establishment of specialized courts to handle cases of corruption and organized crime. Emphasis will also be placed on judges' training through internships abroad and the refurbishment of courts in healthy and dignified spaces. These courts will enable in-depth investigations and the imposition of appropriate sanctions, thereby restoring the population's confidence in the judicial system.

7.5 Strengthening Police and Defense Forces

We are firmly committed to enhancing the capabilities of the Haitian National Police and the army. Through ongoing training, modern equipment, and increased cooperation with friendly powers for training and professionalization, we will be able to effectively counter security threats and eradicate gang influence. Through constantly evolving training programs, the adoption of cutting-edge equipment, and intensified cooperation with friendly nations to enhance training and professionalization of our forces, we aim to establish a robust response capacity to security threats. Our goal is clear: put an end to gang influence and restore security on our territory.

Instead of promoting military service, a suggestion put forth by some, even if it were optional, would be excessively costly, unnecessary, and unfeasible given Haiti's current budget constraints, we advocate for the implementation of civilian service, as explained in the next chapter (see paragraph 8.14). Most countries have abandoned compulsory military service in favor of more professional and effective armies equipped with advanced technology. In today's conventional conflicts, it is no longer the number of soldiers that makes a difference but the technology employed. Conducting a thorough cost-benefit analysis is imperative. It is also crucial to evaluate the economic and social cost of insecurity.

The question of whether Haiti should reintroduce optional military service or opt for civilian service is complex and depends on various factors, including the country's security needs, available financial resources, and current and potential threats the country faces. The decision to establish optional military service would involve significant political, economic, and social considerations.

Ultimately, the decision to establish optional military service or opt for civilian service must be based on a thorough assessment of national security needs, available financial resources, and best practices in modern defense. It is crucial to consider asymmetric conflicts, combating gangs or urban guerrilla warfare, as well as Haiti's specificity and the history of the Haitian people. This decision should be aligned with Haiti's long-term goals regarding security and national development, while recognizing the unique challenges the country faces. A balanced and Haiti-specific approach is essential to ensure the country's security and the wellbeing of its citizens.

7.6 Organized and Transnational Crime

The proliferation and heavy arming of gangs are by no means random but are the result of organized and transnational crime, the work of corrupt politicians, and the abandonment of disadvantaged populations. Our determination to eradicate the corruption that undermines our institutions and to combat organized crime that hampers the stability and development of our nation is unwavering. To achieve this goal, we will establish monitoring and accountability mechanisms and utilize all modern surveillance systems: cameras, drones, etc.

7.7 Putting an End to Haiti as a Transit Point

Haiti's geographical location, political culture, entrepreneurial class, and the fragility of its institutions

have made it a major transit point for the passage of drugs from South America to the United States. Haiti's democratic institutions, dysfunctional judicial system, and limited police force offer little resistance to drug traffickers. This illicit activity has worsened violence, corruption, political instability, economic underdevelopment, and weakened the democratic consolidation process in Haiti. Everything must be done to discourage those who want to make Haiti a transit point for illicit substances. The rule of law and the fight against corruption will be the foundation of this battle.

7.8 Combating Corruption and Organized Crime: Resolute and Multidimensional Approach

Regarding gangs and organized crime that transcend borders, we advocate for a resolute and multidimensional approach. This approach involves enhanced cooperation with our international partners to combat drug trafficking, money laundering, and other forms of transnational crime. Concurrently, we will intensify efforts to strengthen our security forces, improve living conditions in vulnerable communities, and provide opportunities for young people to steer them away from crime.

Our goal is to restore security and stability in our nation by putting an end to gang influence and eliminating the threat posed by organized crime. This approach requires determined and coordinated action at all levels, both nationally and internationally.

8. FRATERNITY (Social Programs, Economic and Social Development)

8.1 Economic Policies to Stimulate Growth and Employment

We recognize that sustainable economic development is essential to creating opportunities, reducing inequalities, and improving the quality of life for all Haitians. Our policies aim to foster long-term growth and employment. To create wealth, the government must establish an environment conducive to investment, entrepreneurship, and business development by ensuring political stability, legal security, access to financing, education, and research. This is how economies can grow, generate wealth, and improve the quality of life for their citizens¹¹.

Supporting Entrepreneurship and Innovation: We will encourage entrepreneurship and innovation by creating a business-friendly environment. Attractive tax incentives, simplified access to financing, and the establishment of technological and industrial parks will be at the heart of our efforts to stimulate job creation and promote economic growth. Our commitment will be particularly strong towards small businesses, micro-enterprises, and the informal sector, as we recognize their vital role in our economy.

We aim to diversify our economy by strategically investing in key sectors such as agriculture, tourism, information technology, renewable energy, and mining. This strategic approach will reduce our vulnerability by ending our excessive dependence on a single economic sector. Additionally, it will strengthen our economic resilience, paving the way for a more prosperous and sustainable future for our nation.

8.2 Stability as an Economic Lever and Individual Development

The economic and political stability of a country are closely intertwined and play a crucial role in its development. Haiti has experienced periods marked by major political and economic events. In 1987, the country saw the adoption of its Constitution through a massive plebiscite, with 90% approval, reflecting the Haitian people's aspiration for a strong political framework. However, these moments of hope have often been interspersed with destabilizing crises, coups d'état, and an economic and trade embargo imposed from outside between 1991 and 1994, which profoundly affected the national economy.

Furthermore, Haiti has had to contend with recurring political crises, which have had detrimental

effects on stability and the wellbeing of its population. The devastating earthquake of January 2010 was a major humanitarian disaster, leaving the country in a state of despair. Endemic corruption and impunity have undermined the foundations of society, hindering economic and social progress.

Another issue that emerged in the 1990s is the scourge of kidnapping, a crime previously almost unknown in Haiti. Unfortunately, it has become a lucrative activity for some, causing immense suffering for all social strata of the country.

Thus, economic and political stability are essential to unleash Haiti's development potential. This requires constant efforts to strengthen institutions, promote transparency, combat corruption, and create an environment conducive to both domestic and foreign investments. Stability provides a foundation upon which to build a more promising future for all Haitians, fostering economic growth, job creation, and improved living conditions.

8.3 Poverty and Social Exclusion

The impoverishment of the population is one of the main reasons that have led to a brain drain over the past decades. This situation, coupled with political instability and insecurity, has had a significant impact on the country's young professionals. They find themselves devoid of future opportunities, lacking avenues for personal and professional growth, and without concrete prospects for their careers and personal development. For many of them, the only solution seemed to be leaving the country in hopes of a better future².

As a result, the country increasingly relies on external sources to meet its needs for skilled professionals necessary for its development. Furthermore, this fosters a sense of social exclusion among citizens of all ages, living in a country where social mobility is nonexistent, and the hope for improving their condition is minimal².

8.4 Transparency in the Management of Existing Funds

Funds for education collected from phone communications and money transfers to Haiti must be managed transparently, with periodic publications by the state to account for the funds collected and their allocation. These funds are meant for solidarity towards the Haitian people.

8.5 Autonomous Development, Proposal for the Haitian Solidarity Fund (HSF)

A nation cannot develop unless it takes charge and fully masters the levers of its general policy plan. Aristotle says that: "politics is the art and science of beautifying the city"? Is it not the wish of each of us that Haiti becomes the pearl of the past? We now know that we can achieve this. Unity is strength, it is not an empty wish; we have experienced it quite significantly more than once in our young but glorious history⁵ .

Yes, we hold our future in our hands; it is imperative that we demonstrate this unity at the national level. To this end, the Group will examine the relevance of developing the Haitian Solidarity Fund (HSF). The HSF is an autonomous financial institution whose mission is to collect and administer the savings of its members to participate in Haiti's economic, social, and cultural development. Unlike a bank or a cooperative, the HSF is autonomous and reports its activities to the Haitian parliament. The HSF's Board of Directors comprises representatives from various sectors of Haitian society. The HSF aims to promote civic-mindedness and Haitian identity, create jobs, encourage the export of Haitian products, and promote tourism. Members can deposit funds in the HSF, which remain their property and can be withdrawn at any time. The HSF offers flexible deposit mechanisms, involving active participation from the Haitian diaspora and other economic actors. Through these initiatives, the HSF aims to significantly contribute to Haiti's sustainable development and improve the living conditions of its population. This proposal needs to be studied to determine if it fits within the legal frameworks and regulations of the Central Bank of the Republic of Haiti. The HSF could also exist as an investment fund within existing banking institutions regulated by the Central Bank of the Republic of Haiti.

8.6 Investments in Education, Health, and Infrastructure

To ensure a prosperous future, we will invest massively in key areas of human development.

8.7 Quality Education

We consider education a fundamental pillar of progress. We will implement programs aimed at improving access to quality education for all young Haitians. Partnerships with international educational institutions will strengthen our capabilities and enable us to train the next generation of

enlightened Haitian leaders. We are committed to creating programs to provide all young Haitians with equitable access to quality education. In collaboration with international educational institutions, we will enhance our capabilities to train the next generation of Haitian leaders. With a population where 54% are under 25 years old, of which 31% are aged between 10 and 24, investing wisely in the youth is essential for the country's future. We will develop a youth policy to guide these efforts and ensure that the needs and aspirations of Haitian youth are at the heart of our approach.

Emphasis will also be placed on training quality teachers. There is no education without teachers, and the quality of education depends on the quality of teachers. In collaboration with foreign partners, trainers will be brought to Haiti to enhance our teachers and provide training programs for teachers. It is not about building more schools that are empty shells. Existing and new schools must also be filled with capable teachers. With a serious teacher-training program, we could offer Haitians abroad who teach the opportunity to come during the summer months and provide practical training to our future teachers and train coaches for them.

8.8 Youth and Sports Policy, Haiti Young Athletes Development Program

The future Haiti Young Athletes Development Program aims to identify, train, and support young athletic prodigies, offering them much more than a path to sporting glory. The initial stages will be crucial. Schools and local sports clubs across the country will partner in the quest for hidden talents. The first movement of this emerging symphony will be "Talent Identification."

However, the program will not solely focus on sports. It also encompasses academic education, character development, and personal growth. Young athletes will learn that academic and athletic excellence go hand in hand. Experienced coaches will guide them, and these young talents will have access to modern facilities, state-of-the-art equipment, and training camps that will shape their destinies.

The local sports scene will light up with competitions, athletic events, and festivals. The entire nation will cheer for its rising stars, and doors will open to international competitions. Medical aspects will not be neglected. Healthcare professionals will oversee the athletes' health and wellbeing, while sports scientists will optimize their performances.

The revival of football teams and clubs and the reorganization of championships among local clubs are a national urgency.

Athletes will be financially supported through scholarships for education and training, government funding, and the generous support of corporate sponsors. The program will thrive, driven by national pride and the determination of these young champions. Oversight committees will ensure transparency and accountability.

Haiti will shine on the global sports stage, thanks to its young athletes who have become champions. But this story will be much more than a tale of medals; it will be a story of hope, dreams, and possibility. A narrative that will continue to inspire the nation and the world. The Haiti Young Athletes Development Program will be more than just a sports program. It will be a journey that transforms lives, an epic that shapes champions, and a promise that Haiti's future will be in good hands, those of its talented youth, who will continue to shine.

International Collaboration: Seeking collaborations with other countries that have excelled in athletics, such as Jamaica, and exploring opportunities for exchanges and joint initiatives.

Accountability and Transparency: Maintaining transparency in fund management and establishing a monitoring committee to ensure accountability.

Continuous Improvement: Constant evaluation and adaptation of the program based on evolving needs.

8.9 Cultural Policy

We understand the importance of a strong Afro-Caribbean cultural policy for Haiti. This policy must be based on the preservation, celebration, and promotion of our rich cultural heritage while fostering contemporary creativity. Here are some key elements of our cultural policy:

Preservation of Cultural Heritage: We will implement programs to preserve Haitian cultural heritage, including the restoration of historical sites, digitization of archives, and preservation of oral and artisanal traditions.

Recognition of Voodoo Cultural Value: The cultural value of Voodoo must extend beyond stereotypes of fetishism and evil. Voodoo is a philosophy and a way of life that must be understood and shaped by ethnologists, sociologists, and priests working together, to restore its deserved authenticity.

Artistic Education: We will systematically integrate artistic education into schools to encourage creativity among the youth. We will establish scholarships for promising young artists.

Support for Artistic Creation: Grants and artistic residencies will be established to support writers, visual artists, musicians, and dancers to promote contemporary artistic production.

Cultural Festivals and Events: Throughout the year, we will organize festivals and cultural events to celebrate our cultural diversity and promote intercultural dialogue.

Promotion of Both Official Languages: Alongside French, we will support the promotion of Creole as a national language and encourage its presence in media, literature, and the arts.

Support for Literary Production in Both Languages: Supporting literary production in both languages is essential to celebrating the richness of our cultural and linguistic heritage while encouraging creative expression. Supporting literary production in both languages will strengthen our cultural identity and linguistic heritage.

Cultural and Creative Industries: We will encourage the development of cultural and creative industries, including cinema, music, fashion, and crafts, to stimulate economic growth.

Regional Collaboration: We promote cultural collaboration with other Afro-Caribbean nations to strengthen our regional cultural influence.

Inclusion and Diversity: We will promote inclusion and diversity in all cultural expressions, highlighting minority voices and combating all forms of discrimination.

Cultural Tourism: We will develop cultural tourism by showcasing our historical sites, festivals, and local cuisine, creating economic opportunities for our communities.

Cultural Diplomacy: We will use cultural diplomacy to strengthen ties with other nations and promote a positive image of our country abroad.

Duty of Memory: Museums commemorating the painful memories of our past must be established, so that no one forgets its history and repeats the same mistakes.

Together, by implementing this Afro-Caribbean cultural policy, we will contribute to strengthening Haitian identity, fostering creativity, promoting diversity, and creating opportunities for our artists. Haiti will continue to shine as a cultural gem in the Caribbean region and beyond.

8.10 Health for All

The necessity of creating universal healthcare in partnership with the private healthcare sector. This will provide access to primary healthcare for the entire population, focusing on prevention and health promotion. Investments in medical infrastructure and training of medical personnel will enhance the quality of available healthcare services. We will ensure universal access to healthcare by establishing universal health insurance, strengthening primary healthcare centers, and expanding their coverage nationwide. Awareness campaigns for preventive healthcare will be conducted to promote healthy lifestyles, and family planning campaigns will be revitalized to slow down the population increase. Overpopulation limiting access to healthcare, education for all, and overall health is also a hindrance to economic development.

8.11 Improving Access to Quality Healthcare

The health of our population is a fundamental priority. To ensure equitable access to quality healthcare, we will implement measures inspired by the Cuban model and collaborate with international partners.

8.12 Cuban Healthcare Model

We will draw inspiration from the Cuban healthcare model, renowned for its universal coverage and preventive approach. In collaboration with Cuba, we will develop medical training programs, exchange expertise, and undertake projects to enhance healthcare infrastructure.

8.13 Modern Infrastructure

We recognize the pivotal importance of modern infrastructure as an essential foundation supporting economic and social development. By emphasizing strategic investments in transportation, communications, and energy, we aim to significantly strengthen our capacity to create an environment conducive to thriving businesses and an improved quality of life for all citizens. Additionally, we endorse the concept of humane urban planning, where urban infrastructure is designed to meet citizen's needs, promoting accessibility, sustainability, and quality of life. Efficient public transportation, modern communication systems, and sustainable energy sources will contribute to create urban environments where mobility is seamless, connections are enhanced, and environmental

impacts are minimized. In summary, our plans for modern infrastructure rest on a holistic approach, aiming to balance development across regions, promote human-centric cities, and create ideal conditions for our nation's sustainable economic growth. Our vision is to transform Haiti into a dynamic and prosperous nation, where economic growth and social wellbeing are harmoniously balanced.

8.14 National Civic Service

With the aim of ending the harmful influence of gangs and nurturing a sense of patriotism, we plan to introduce a National Civic Service for young Haitians. This initiative aims to strengthen the sense of belonging to the nation and contribute to internal security, while providing an alternative to mandatory military service. According to this proposal, young Haitians aged 18 years who are neither pursuing further education nor employment will be encouraged to dedicate a year to this National Civic Service, while maintaining their liberty of choice. This measure will offer young people a valuable opportunity to contribute to our nation's well-being while acquiring skills useful for their future. It will also foster stronger civic engagement and a heightened sense of responsibility towards our beloved homeland, Haiti. This one-year program would enable young Haitians to gain professional skills, develop their civic sense, and positively contribute to society. By participating in public-interest projects, they could help solve local problems, strengthen community infrastructure, and engage in sustainable development initiatives. Those trained in first aid could particularly serve as a reserve to bolster the teams of the Haitian Civil Protection Directorate in case of disasters. This would have several advantages, including reducing youth unemployment, creating a skilled workforce, and strengthening social fabric by promoting a sense of responsibility and belonging to the nation. A well-structured National Civic Service could play a key role in shaping the next generation of leaders and contribute to Haiti's long-term development.

8.15 International Cooperation

International cooperation will be essential in our fight against corruption and organized crime. We will work closely with our international partners to address these issues on a transnational scale. Information exchange and coordinated efforts will enable us to effectively combat these menaces that threaten our nation.

Our commitment to security and the rule of law aims to create a safe and stable environment where

every citizen can thrive and contribute to Haiti's sustainable development.

8.16 Slowing Population Growth

In Haiti, population growth is alarming. Since 1982, the annual population growth rate has reached 2.5%, compared to 1.4% between 1970 and 1980. This upward trend has persisted, as evidenced by data from the general population and housing census. The birth rate remains high, with 25 births per 1,000 inhabitants in urban areas and 30 per 1,000 in rural regions, amounting to 28 per 1,000 for the entire country. The right to abortion must be adopted, along with the revival of all family planning programs from the 1980s.

With uncontrollable demographics, progress will remain elusive. There will never be enough schools, hospitals, job opportunities, or resources to sustain this galloping and uncontrolled population inflation. China managed to escape poverty by controlling its birth rate. It is essential to find, in consultation with all sectors, the right formula and incentives for having fewer children for the entire population. For instance: scholarships for families with 1 or 2 children and loss of these scholarships if a third child is born. This crucial issue needs to be addressed.

The table below shows where Haiti stands compared to other countries with similar areas, populations, same geographical region, thus having similar potentials. Haiti has nearly the same area and population as Belgium, which has a GDP fifty times higher. This puts things into perspective and explains Haiti's poverty and its economy. How can the needs of 11 million Haitians be met and ensure an acceptable standard of living with the limited resources available to the Haitian government? The task is daunting, especially as other countries increasingly refuse to absorb our population surplus. We are too numerous, and the more we are, the poorer we become because more schools, hospitals, jobs, electricity, food, etc., are needed. How to meet the demands of a growing and increasingly impoverished population without causing social upheaval? There are more Haitians on the planet than Swiss, Norwegians, Panamanians, Costa Ricans, Nicaraguans, Uruguayans, Paraguayans, Gabonese, Liberians, Congolese, Lebanese, and as many Haitians as Belgians, Dominicans, Cubans, Tunisians, to name just a few examples. Beware, those who like to use Rwanda as an example, this country does not fare better than us in terms of GDP with almost the same population and area, even though we are currently experiencing a socio-political and economic situation that is most disastrous¹⁰.

Country	Area in thousands of KM²	Population 2023 in Millions	PIB 2023 in billions of \$US
Haiti	28,7	11,653	19,851
Belgium	30	11,763	632
Switzerland	41	8,962	887
Norway	385	5,49	554
Tunisia	162	12	48,529
Senegal	196	18,126	31
Liberia	111	5,359	4,332
Rwanda	27	14	14,097
Congo Brazzaville	342	6,142	14,2
Lebanon	10	5,359	17,94
Taiwan	36	23,5	1573
El Salvador	21	6,364	34
Dominican Rep.	48	11,332	121,44
Cuba	109	11,194	107,35
Jamaica	10,9	2,825	19,42
French Guyana	643	0,295	16
Guadeloupe	1,62	0,395	9,93
Martinique	1,12	0,347	10,6
Costa Rica	51	5,212	86,5
Panama	75	4,468	83,38
Bolivia	1099	12,288	45,84

9. Environment

9.1 Decentralization

In our approach, we will give marked priority to decentralization, recognizing that development should not be concentrated solely in large cities. Modern port and airport facilities in the north and south of the country will be the vectors of decentralization. Decentralization cannot be decreed. Infrastructures, economic development generated by these infrastructures, and the massive creation of jobs lead to decentralization. We are committed to promoting balanced development by investing in the provinces and strengthening infrastructure in rural areas. This approach will help reduce regional disparities and stimulate economic growth on a national scale.

We are firmly committed to promoting a robust decentralization policy as part of our strategy for a sustainable and resilient environment. Decentralization is a crucial pillar to ensure better control of our environment as it brings decision-making closer to local communities. By delegating power and resources to regional and local levels, we promote more efficient management of natural resources, a quicker response to environmental disasters, and a more precise consideration of the specific needs of each region.

This approach also strengthens the commitment and responsibility of citizens towards protecting their local environment. By encouraging active community participation in the planning and implementation of environmental policies, we establish a strong foundation for long-term sustainable development. Our vision of decentralization is rooted in finding solutions tailored to local realities while contributing to our overall goal of preserving our environment for future generations.

9.2 Environmental Preservation and Sustainable Development Initiatives

Safeguarding our environment and ensuring sustainable development are essential to securing a prosperous future for Haiti. We will implement ambitious initiatives to protect our ecosystem and encourage environmentally friendly practices.

Reforestation should be integrated into national civic service programs, which would select specific intervention areas for this purpose. Within the framework of national civic service, a specialized team could focus on cleaning the country's coastlines, areas particularly attractive for tourism and revenue sources for the country.

9.3 Protection of Natural Resources

We will adopt policies for sustainable management of natural resources, especially our biodiversity and water resources. Measures will be taken to combat deforestation, restore damaged ecosystems, and preserve our precious natural resources.

9.4 Promotion of Clean Energy

We will invest in renewable and clean energies to reduce our dependence on fossil fuels. Significant investments will be made in renewable and clean energies to decrease our reliance on fossil fuels. The expansion of solar, wind, and hydroelectric energy will play a major role in reducing greenhouse gas emissions and preserving our environment. We will also actively pursue the rehabilitation of the Péligre electromechanical system, aiming to increase its installed capacity from 45 to 70 megawatts. Our ultimate goal is to increase the share of non-fossil energy sources in our current consumption to 70%.

9.5 Environmental Education

We will integrate environmental education into school curricula to raise awareness among younger generations about the importance of sustainability and environmental protection. Community awareness initiatives will also be implemented to encourage environmentally respectful behaviors. Our commitment to health and the environment aims to ensure the well-being of our citizens while preserving our rich natural heritage for future generations.

9.6 Promotion of Sustainable Agriculture

In our pursuit of a prosperous and environmentally friendly future, we will pay special attention to promoting sustainable agriculture. Haiti has considerable agricultural potential, and we firmly believe that adopting environmentally friendly agricultural practices can not only improve our nation's food security but also contribute to the preservation of our lands and biodiversity. We will support local farmers by providing training on sustainable agricultural methods, efficient use of natural resources, and crop diversification. Additionally, we will encourage the establishment of local markets to promote consumption of responsibly grown agricultural products.

The Ministry of Agriculture must, in collaboration with foreign partners, develop the criteria for an organic label for agricultural production and all national edible products. The global trend is towards the growing consumption of organic products. Haiti will have to position itself as a supplier of organic products to access this market which represents the future and find outlets for its production.

9.7 Risk Management and Disaster

The world, particularly Haiti, is facing a series of major environmental challenges, including an alarming increase in natural disasters, the degradation of our ecosystems, significant loss of biodiversity, and the concerning effects of climate change. Faced with these pressing issues, we have decided to actively support the "Environmental Consultations"¹¹. Our commitment to environmental sustainability has never been stronger. We recognize that these consultations offer a crucial opportunity to address environmental risk management, natural disasters, and climate change issues head-on.

Our main objectives in this effort are to highlight current needs in environmental protection and mobilize the necessary resources to strengthen our resilience to these challenges. We firmly believe that addressing these issues cannot be done in isolation; thus, we are ready to work closely with various partners and committed stakeholders. Together, we aspire to create a positive and lasting impact, protect our environment, and ensure a greener and more resilient future for all. We look forward to joining other stakeholders who share our vision and determination.

10. International Relations

10.1 Collaboration with Neighboring Countries and the International Community

In an increasingly interconnected world, we recognize the critical importance of strengthening our international relations for Haiti's development and prosperity. While consolidating our ties with our historical allies, we are committed to forging innovative partnerships and embracing flagship initiatives, inspired by a spirit of openness to the world, with non-traditional countries, BRIC members, and other nations engaged in South-South cooperation.

10.2 Multilateral Cooperation

We will encourage multilateral cooperation with our neighbors and members of the international community to address regional and global challenges. In close collaboration with regional and international organizations, we will work for peace, security, and sustainable development.

10.3 Strategic Economic Partnerships

We will explore opportunities for economic partnerships with nations that share common aspirations with Haiti. Mutually beneficial trade, foreign direct investments, and collaborations in strategic sectors will fuel economic growth and promote job creation.

10.4 Haitian Sovereignty and the Right to Irrigation

We condemn the bellicose approach of the Luis Abinader regime in the Dominican Republic, likely motivated by electoral considerations. Preserving Haitian sovereignty over its territory and its right to use the waters of the Massacre River for irrigation, in accordance with the Peace Friendship and Arbitration Treaty of February 20, 1929, is imperative. The fact that the Dominican Republic has already built 11 channels using this resource on its territory underscores the importance of equitable sharing of trans boundary water resources, a fundamental principle of international water law. Respecting Haiti's sovereignty is crucial while promoting the peaceful resolution of disputes in accordance with the principles of fairness and cooperation between neighboring countries. Any

dispute should ideally be resolved through peaceful and diplomatic means, respecting the principles of fairness and cooperation between neighboring countries and international water law. Both countries should return to the negotiation table without preconditions and consider international mediation or arbitration to resolve the conflict peacefully. Customs at border posts with the Dominican Republic will be reorganized to ensure that imports from this country pay their dues to the Haitian government. This will put an end to all unfair competition from Dominican products on the market, penalizing domestic production and imports from other countries.

10.5 Negotiating a New Era of Cooperation with France

We share with France a common culture and history, bonds that should be strengthened and deepened. In this spirit, it is appropriate to contemplate modern diplomacy based on open dialogue and mutual respect. France has acknowledged a moral debt to Haiti and is already willing to engage in bilateral cooperation. All possible partnership opportunities must be explored for Haiti's economic and social development. By seeking to strengthen crucial sectors such as health and education, we could improve the quality of life for our population while enhancing our diplomatic ties.

Continuously evaluating and adapting our foreign policy to meet our nation's changing needs is essential, while also seeking innovative ways to bolster our efforts in healthcare and education for younger generations. Additionally, by organizing the Year of Haiti in France and the Year of France in Haiti, we can stimulate cultural, tourist, and economic exchanges, thus ushering in a new era of privileged relations between our two countries.

10.6 Diplomacy to Strengthen Ties and Promote Development

Our diplomacy will be anchored in strengthening bilateral and multilateral relations to promote stability, development, and progress. We will be staunch advocates of national interests while encouraging international cooperation to address global challenges.

10.7 Constructive Dialogue

We will engage in open and constructive dialogue with our international partners to identify areas conducive to collaboration and mutual support. Diplomacy based on mutual understanding and fair

negotiation will facilitate the peaceful resolution of disputes and the search for common solutions.

11. Citizen Participation

11.1 Encouragement of Active Citizen Participation in the Political Process

We deeply believe that the voice and contribution of every citizen are essential to building a democratic, transparent, secure, and equitable society.

The decline in citizen participation in elections in Haiti is alarming. Between 2000 and 2016, we observed a significant drop, decreasing from a participation rate of 78% to a disappointing 18%. This trend is simply unacceptable and leaves our democracy vulnerable to ill-intentioned factions.

Exercising our right to vote is one of the fundamental pillars of democracy. It gives citizens the opportunity to shape their future, choose their representatives, and influence the direction of their country. Decreased voter participation signals deep discontent, disillusionment with the political system, and loss of confidence in institutions. It is imperative to restore trust in the electoral process and rekindle citizens' faith in their ability to effect change through elections. This requires significant reforms, transparency in the electoral process, civic education, and the promotion of an environment where every voice matters.

As a nation, we must work together to reverse this concerning trend and restore citizen participation in our democracy. With over half of its population under the age of 25, Haiti stands at a crucial moment in its history. Mobilizing young people and encouraging them to exercise their right to vote is an imperative necessity. Today's youth are tomorrow's leaders, and their active participation in the democratic process is essential to shaping the future of their country. By engaging them in the electoral process, we invest in creating a civic and informed society where every voice counts and contributes to building a stronger, fairer, and more prosperous nation for all.

11.2 Vigilance Brigades

In addition to establishing the National Civic Service, we will set up vigilance brigades and community intelligence services to encourage direct citizen participation in matters of security and governance.

We will establish vigilance brigades consisting of responsible and engaged citizens, working in collaboration with law enforcement to ensure local security, report suspicious activities, and prevent crime.

11.3 Community Intelligence Services

By promoting information sharing and cooperation between citizens and intelligence services, we will enhance our ability to spot potential threats, respond promptly to emergencies, and prevent illegal activities.

11.4 Participatory and Inclusive Democracy

As part of our commitment to participatory and inclusive democracy, we seek to revive the spirit of "Ti Koze Anba Tonèl" (conversations under the arbor) initiated by the late President Leslie François Manigat. These community discussion forums were a valuable means for citizens to gather, exchange ideas, and discuss important issues within their communities.

By reintroducing this tradition, we aim to create local dialogue spaces where citizens from all walks of life can come together to discuss their concerns, share their perspectives, and actively participate in decision-making. These meetings will be open exchange forums, where diverse opinions will be respected, and ideas for improving our communities and our nation will be encouraged.

We believe this approach will strengthen citizen participation, promote mutual understanding, and enhance the social fabric of our country. By restoring "Ti Koze Anba Tonèl," we aim to create an environment conducive to democratic governance where every voice matters, and decisions made take into account the needs and aspirations of the entire Haitian population.

11.5 Citizen Participation in Governance

In addition to community discussion forums, we will establish official mechanisms to encourage citizen participation in the government decision-making process. Public consultations, dialogue forums, and online platforms will enable citizens to actively contribute to policies and programs that concern them.

By promoting active citizen participation and strengthening the role of media and civil society, we aim to build a responsible government that is responsive to the needs of the population and committed to transparency and democracy.

12. Transition and Action Plan

12.1 Strategy for the Implementation of Proposed Reforms

Our group understands that transitioning to a better future requires careful planning and a gradual implementation of our proposals. Aware of our role as catalysts rather than a political party, we are committed to following a realistic approach to positively influence our community and spark a movement for change.

12.2 Gradual Steps

We envision a multi-stage transition process, allowing us to act as agents of change within our community. Each stage will be carefully designed to address specific issues and encourage the involvement of honest leaders and citizens who share our vision. To implement our reforms and guide the transition to a better future, our group adopts a realistic and gradual approach. We commit to working collaboratively with other stakeholders, including those involved in the Accord Montana, GRANH, the 'Towards a State of Law' group, etc., to develop together a transition roadmap. This roadmap will address urgent priorities and establish an implementation timeline. Our actions will focus on the following areas¹¹ :

- Electoral process reform and promotion of citizen participation.
- Strengthening public security.
- Improving justice and protecting human rights.
- Combating corruption and impunity.
- Responding to economic emergencies.
- Healthcare management, including responses to the COVID-19 and cholera crises.
- Organizing a National Sovereign Conference.
- Supporting agriculture and food sovereignty.

- Promoting social protection.
- Education reform.
- Promoting culture.
- Environmental management and disaster risk and disaster management.
- Strengthening international cooperation and diplomacy.

12.3 Coordination and Guidance

We will establish coordination and guidance mechanisms to ensure the consistency of our actions and the effectiveness of our influence. Workgroups, awareness sessions, and regular discussions will guide us in the right direction.

12.4 Short, Medium, and Long-Term Action Calendar

Recognizing our role as catalysts, we will adopt an action calendar aimed at encouraging active participation and community mobilization. Our ultimate goal is to foster the emergence of leaders who share our vision and create a sustainable movement for change.

12.5 Short-Term Actions

In the first six months, we will focus our efforts on concrete actions to raise awareness among the population, establish partnerships with similar organizations like the Montana Accord group, and encourage dialogue on the challenges our community faces.

12.6 Medium-Term Actions

Over the next two years, we commit to intensifying our initiatives by creating discussion spaces,

workshops, and educational programs aimed at enhancing understanding of the issues and encouraging more people to join our movement.

12.7 Long-Term Actions

Over a period of five to ten years, our group aims to have a significant impact by contributing to the creation of an environment conducive to the emergence of dedicated leaders and the implementation of positive reforms within our community. Our action plan reflects our deep belief in individuals' ability to be agents of positive change. As a group, we aspire to create a movement that transcends political barriers to bring forth passionate leaders determined to build a better future for our community.

Conclusion

In conclusion, our group reaffirms its unwavering commitment to a brighter future for Haiti. We firmly believe in the power of group action to bring about positive and lasting transformations within our community. This manifesto embodies our determination to implement reforms and initiatives that will contribute to shaping a more prosperous, equitable, and stable Haiti.

Call for National Unity and Mobilization

We passionately call upon all Haitians, regardless of their political affiliation, social status, or economic conditions, to unite around our shared vision. The only path to realizing the vision outlined in this manifesto is through national unity and the mobilization of every individual.

A Conch Shell Call for Group Awakening

Like the sound of the conch shell that echoes through our countryside, this manifesto resonates as a call to action. We deeply believe in the strength of our heritage, our history, and our people. By joining this movement, we firmly assert our conviction that Haiti's future rests on our determination to create positive change.

Together, as engaged citizens, we are ready to transcend our differences, face challenges, work hand in hand, and tirelessly strive to build a more resilient and vibrant Haiti. Our manifesto is a call to action for all Haitians so that together, we can realize our vision of a prosperous and flourishing nation for the current and future generations.

"It must change. The challenge is undoubtedly immense, but together, we can rise to it, and thus, this beautiful prayer that the poet from Jacmel, Alcibiade Pommayrac, addressed to the Lord in our name, in the last century, will be fulfilled:

'Do not allow, O Lord, that the flood engulfs it,

And that the last hope of an entire people perishes.'"

The Group:

Patrick Prézeau Stephenson, M.Sc., Author, Scientist

Gregory Sicard, MBA, Entrepreneur, Author

Serge H. Moise, Lawyer

Drelin Laguerre, Engineer, Author

Maria Dehoux, Activist, Evangelist

Eddy Cavé, Economist, Author

Harry Loiseau, M.Sc., Economist

Ruolz Ariste PhD, Economist, Searcher

Jacques François Pauyo, Specialist in Security, Ex-candidate

RFL, Community Leader

Ashley Laraque, Entrepreneur, Actor, Speaker for Association Militaire d'Haïti, Influencer

Ginette Cherubin, Author, Electoral Advisor 2007-2011, Ex-Minister, Women's Rights Activist

Fitzgérald Jean, Entrepreneur, Electoral Expert, Electoral Mission Manager for the UN, Consultant to the International Foundation for Electoral Systems (IFES).

We would like to warmly thank all the contributors and participants who made this valuable manifesto possible. Your dedication and ideas were essential in shaping this shared vision for Haiti. For any questions, suggestions, or to join our movement, please do not hesitate to contact us at the Group's email address: info@gregorysicard.com. Together, let's continue working towards a fairer and more prosperous future for our beloved country.

RÉFÉRENCES

1 Equal Justice Initiative, 2022. *Haiti's Forced Payments to Enslavers Cost Economy \$21 Billion*, *The New York Times Found*.

<https://ej.org/news/haitis-forced-payments-to-enslavers-cost-economy-21-billion-the-new-york-times-found/> consulted September, 26 2023.

2 GRAHN, 2010, *Construction d'une Haïti Nouvelle : vision et contribution du GRAHN – Groupe de réflexion et d'action pour une Haïti nouvelle* Samuel Pierre, éditeur scientifique

3 Simon HENOCHSBERG Décembre 2016.

[Public debt and slavery: the case of Haiti \(1760-1915\)](#) consulted September 26 2023.

4 Drelin Laguerre, 2020. *Plaidoyer pour un système fédéral en Haïti*. https://www.amazon.ca/-/fr/gp/product/B08KQFZ2DQ/ref=dbs_a_def_rwt_hsch_vapi_tkin_p1_i1

5 Serge H. Moise 1988. *Fonds Haïtien de Solidarité (FHS)*. *Paru dans le Nouvelliste*.

6 Patrick Prézeau Stephenson et al., Collectif du Manifeste L'Appel du Lambi.2023. La Cession de la Louisiane et la Rançon d'Haïti à la France: Comparaison et Analyse. <https://prezeau.blogspot.com/2023/09/la-cession-de-la-louisiane-et-la-rancon.html>

7 Patrick Prézeau Stephenson et al., Collectif du Manifeste L'Appel du Lambi.2023. How can France Honor its debt to Haiti?

<https://prezeau.blogspot.com/2023/09/how-can-france-honor-its-debt-to-haiti.html>

8 Patrick Prézeau Stephenson et al., Collectif du Manifeste L'Appel du Lambi. October 3, 2023. *Minimum Lost Economic Productivity Due to 200K Displaced People in Haiti* <https://prezeau.blogspot.com/2023/10/minimum-lost-economic-productivity-due.html>

9 The New York Times, 2022. *The Ransom: The Root of Haiti's Misery: Reparations to Enslavers* <https://www.nytimes.com/2022/05/20/world/americas/haiti-history-colonized-france.html>

10 Gregory Sicard, Développement Economique d'Haïti et Perspectives, 2021.

11 Accord-Montana-Version-finale-PDF-publiee-dans-Le-Nouvelliste-avril-2022.pdf

12 UNODC, 2023. Haiti's criminal markets: MAPPING TRENDS IN FIREARMS, brief prepared

by the Research and Trend Analysis Branch, United Nations Office on Drugs and Crime (UNODC).

13 Ruolz Ariste. Communications. Trading Economics, 2023. *Haiti Remittances*.

<https://tradingeconomics.com/haiti/remittances>

14 Harry Loiseau, 2023. Communications.

15 Ginette Cherubin, *Le Ventre Pourri de la Bête*, Les Presses de Marquis Imprimeur 2014, Editions de l'Université d'Etat d'Haiti.

16 Fitzgérald Jean, *Recommandations pour le Futur Conseil Electoral*, 2024.

LE COLLECTIF

Ce Manifeste est le fruit d'une collaboration, élaboré par un groupe diversifié de personnes dévouées. Ensemble, ils représentent un éventail d'expertises, allant de l'économie et du droit à l'activisme social et au leadership communautaire. Leur engagement collectif envers la prospérité et la justice d'Haïti constitue le fondement de ce Manifeste. Nous exprimons notre gratitude tous pour leurs contributions inestimables.

Patrick Stephenson : Co-auteur et éditeur

Gregory Sicard : Idée Initiale et Persévérance, Co-auteur et éditeur

Eddy Cavé : Coéditeur

Harry Loiseau : Soutien Inestimable et Ténacité

Serge H. Moise : Idées Ingénieuses

Ruolz Ariste: Soutien Indéfectible

Drelin Laguerre : Idées Innovantes

Jacques François Pauyo : Conversations Franches

Maria Dehoux : Ancrage dans la Réalité

RFL : Soutien Inconditionnel et Traduction en Action

Leurs efforts combinés ont donné naissance à une vision partagée, une vision qui cherche la justice, la prospérité et un changement durable pour notre Haïti bien-aimée.